



Government
of Canada

Gouvernement
du Canada

Collecte continue de données qualitatives sur les opinions des Canadiens – mai 2021

Rapport final

Rédigé pour le compte du Bureau du Conseil privé

Fournisseur : The Strategic Counsel

Numéro de contrat : 35035-182346/001/CY

Valeur du contrat : 1 618 838,00 \$

Date d'octroi du contrat : 18 décembre 2020

Date de livraison : 29 octobre 2021

Numéro d'enregistrement : POR-005-19

Pour de plus amples renseignements sur ce rapport, prière d'écrire à por-rop@pco-bcp.ca

This report is also available in English.

Canada 

Collecte continue de données qualitatives sur les opinions des Canadiens

Rapport final

Rédigé pour le compte du Bureau du Conseil privé

Fournisseur : The Strategic Counsel

Mai 2021

Ce rapport de recherche sur l'opinion publique présente les résultats d'une série de groupes de discussion menés par The Strategic Counsel pour le Bureau du Conseil privé. Le huitième cycle de la deuxième année de l'étude s'est déroulé entre le 4 et le 27 mai 2021 et comptait douze groupes de discussion composés d'adultes canadiens (âgés de 18 ans ou plus).

This publication is also available in English under the title : Final Report – Continuous Qualitative Data Collection of Canadians' Views – May 2021.

Cette publication peut être reproduite à des fins non commerciales. Toute autre utilisation exige l'autorisation écrite préalable du Bureau du Conseil privé. Pour obtenir de plus amples renseignements sur ce rapport, prière d'en faire la demande par courriel à <por-rop@pco-bcp.ca> ou par la poste à l'adresse suivante :

Bureau du Conseil privé
Édifice Blackburn
85, rue Sparks, bureau 228
Ottawa, Ontario K1A 0A3

Numéro de catalogue :

CP22-185/20-2021F-PDF

Numéro international normalisé du livre (ISBN) :

978-0-660-40835-4

Publications connexes (numéro d'enregistrement : POR-005-19) :

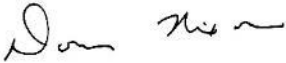
CP22-185/20-2021E-PDF (Rapport final, anglais)

978-0-660-40834-7

Attestation de neutralité politique

À titre de cadre supérieure du cabinet The Strategic Counsel, j'atteste par la présente que les documents remis sont entièrement conformes aux exigences en matière de neutralité politique du gouvernement du Canada énoncées dans la Politique sur les communications et l'image de marque et dans la Directive sur la gestion des communications – Annexe C – Procédure obligatoire relative à la recherche sur l'opinion publique.

Plus précisément, les documents remis ne contiennent pas d'information sur les intentions de vote électoral, les préférences quant aux partis politiques, les positions des partis ou l'évaluation de la performance d'un parti politique ou de ses dirigeants.

Signature :  _____

Date : 29 octobre 2021

Donna Nixon, associée
The Strategic Counsel

Table des matières

Résumé	1
Introduction	1
Méthodologie.....	2
Principales constatations	4
Partie I : Conclusions relatives à la COVID-19	4
Le gouvernement du Canada dans l’actualité (tous les lieux)	4
Perspectives sur la COVID-19 et comportements (tous les lieux).....	6
Vaccins contre la COVID-19 (tous les lieux)	11
Frontières et restrictions de voyage liées à la COVID-19 (tous les lieux).....	15
Passeports vaccinaux (résidents de la GRM fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque, leaders d’opinion âgés de 65 ans ou plus du Canada atlantique, parents du nord de l’Ontario qui ont des enfants à la garderie, aînés du Manitoba ayant reçu une première dose du vaccin contre la COVID-19, résidents de Saskatoon et de Regina fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque, résidents des Cantons-de-l’Est qui sont réticents à la vaccination, leaders d’opinion de l’est de l’Ontario).....	16
Partie II : Autres enjeux.....	17
Initiatives proposées dans le budget de 2021 (Canadiens racisés de la RGT qui sont réticents à la vaccination, leaders d’opinion âgés de 65 ans ou plus du Canada atlantique, parents du nord de l’Ontario qui ont des enfants à la garderie, aînés du Manitoba ayant reçu une première dose du vaccin contre la COVID-19, résidents de Saskatoon et de Regina fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque, résidents des Cantons-de-l’Est qui sont réticents à la vaccination, leaders d’opinion de l’est de l’Ontario, parents des basses-terres continentales qui ont des enfants à la garderie, résidents du sud de l’Ontario, résidents de la région de Québec ayant reçu une première dose du vaccin contre la COVID-19)	17
Ligne 5 d’Enbridge (résidents de Saskatoon et de Regina fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque, résidents des Cantons-de-l’Est qui sont réticents à la vaccination, leaders d’opinion de l’est de l’Ontario)	21
Enjeux locaux (résidents du nord de l’Alberta)	21
Travailleurs sans statut (Canadiens racisés de la RGT qui sont réticents à la vaccination, résidents du nord de l’Alberta, résidents de la GRM fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque).....	22
Résultats détaillés – Partie I : COVID-19	24
Chronologie des événements en mai	24
Le gouvernement du Canada dans l’actualité (tous les lieux).....	27
Projet de loi C-10 (résidents de Saskatoon et de Regina fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque, résidents des Cantons-de-l’Est qui sont réticents à la	

vaccination, leaders d'opinion de l'est de l'Ontario, parents des basses-terres continentales qui ont des enfants à la garderie, résidents du sud de l'Ontario, résidents de la région de Québec ayant reçu une première dose du vaccin contre la COVID-19).....	29
Le Moyen-Orient (résidents des Cantons-de-l'Est qui sont réticents à la vaccination, leaders d'opinion de l'est de l'Ontario).....	31
Projet de loi 96 (résidents de la région de Québec ayant reçu une première dose du vaccin contre la COVID-19).....	31
Perspectives sur la COVID-19 et comportements (tous les lieux).....	32
Points de vue sur les restrictions (Canadiens racisés de la RGT qui sont réticents à la vaccination, parents du nord de l'Ontario qui ont des enfants à la garderie, résidents du nord de l'Alberta, résidents de la GRM fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque, leaders d'opinion âgés de 65 ans et plus, aînés du Manitoba ayant reçu une première dose du vaccin contre la COVID-19).....	32
Aide fédérale à l'Ontario (Canadiens racisés de la RGT qui sont réticents à la vaccination).....	33
Bulle atlantique (leaders d'opinion âgés de 65 ans ou plus du Canada atlantique).....	34
Bilan du gouvernement du Canada en matière de gestion de la COVID-19 (leaders d'opinion âgés de 65 ans ou plus du Canada atlantique, parents du nord de l'Ontario qui ont des enfants à la garderie, aînés du Manitoba ayant reçu une première dose du vaccin contre la COVID-19).....	34
Perspectives sur la COVID-19.....	36
Changement des comportements (parents du nord de l'Ontario qui ont des enfants à la garderie, aînés du Manitoba ayant reçu une première dose de vaccin contre la COVID-19, parents des basses-terres continentales qui ont des enfants à la garderie).....	36
Un été à une dose, un automne à deux doses (parents du nord de l'Ontario qui ont des enfants à la garderie, aînés du Manitoba ayant reçu une première dose du vaccin contre la COVID-19, résidents de Saskatoon et Regina fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque, résidents des Cantons-de-l'Est qui sont réticents à la vaccination, leaders d'opinion de l'est de l'Ontario, résidents du sud de l'Ontario).....	37
Fatigue associée à la COVID-19 (résidents de la GRM fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque, résidents de Saskatoon et Regina fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque).....	40
Vaccins contre la COVID-19 (tous les lieux).....	41
Connaissances au sujet des vaccins contre la COVID-19 (tous les lieux).....	42
Évaluation de l'acquisition et du déploiement des vaccins par le Canada (Canadiens racisés de la RGT qui sont réticents à la vaccination, résidents du nord de l'Alberta, résidents de la GRM fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque, leaders d'opinion âgés de 65 ans ou plus du Canada atlantique, parents du nord de l'Ontario qui ont des enfants à la garderie, aînés du Manitoba ayant reçu une première dose du vaccin contre la COVID-19).....	43
Expérience de la vaccination et comportements des personnes vaccinées (aînés du Manitoba ayant reçu une première dose du vaccin contre la COVID-19, résidents de la région de Québec ayant reçu une première dose du vaccin contre la COVID-19).....	46
Réticence à la vaccination (Canadiens racisés de la RGT qui sont réticents à la vaccination, résidents des Cantons-de-l'Est qui sont réticents à la vaccination).....	47

Évaluation d'une publicité sur les vaccins contre la COVID-19 (Canadiens racisés de la RGT qui sont réticents à la vaccination, résidents du nord de l'Alberta, résidents de la GRM fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque)	48
Perspectives sur l'après-vaccination (tous les lieux)	51
Frontières et restrictions de voyage liées à la COVID-19 (tous les lieux)	52
Passeports Vaccinaux (résidents de la GRM fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque, leaders d'opinion âgés de 65 ans ou plus du Canada atlantique, parents du nord de l'Ontario qui ont des enfants à la garderie, aînés du Manitoba ayant reçu une première dose du vaccin contre la COVID-19, résidents de Saskatoon et de Regina fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque, résidents des Cantons-de-l'Est qui sont réticents à la vaccination, leaders d'opinion de l'est de l'Ontario)	54
Passeports vaccinaux pour les voyages internationaux	55
Passeports vaccinaux pour les voyages intérieurs.....	56
Preuve de vaccination pour assister à des concerts et à des événements sportifs	57
Passeports vaccinaux contre la COVID-19 et respect de la vie privée	58
Résultats détaillés – Partie II : autres enjeux	59
Initiatives proposées dans le budget de 2021 (Canadiens racisés de la RGT qui sont réticents à la vaccination, leaders d'opinion âgés de 65 ans ou plus du Canada atlantique, parents du nord de l'Ontario qui ont des enfants à la garderie, aînés du Manitoba ayant reçu une première dose du vaccin contre la COVID-19, résidents de Saskatoon et de Regina fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque, résidents des Cantons-de-l'Est qui sont réticents à la vaccination, leaders d'opinion de l'est de l'Ontario, parents des basses-terres continentales qui ont des enfants à la garderie, résidents du sud de l'Ontario, résidents de la région de Québec ayant reçu une première dose du vaccin contre la COVID-19)	59
Connaissance du budget.....	60
Racisme systémique (Canadiens racisés de la RGT qui sont réticents à la vaccination).....	61
Aînés (leaders d'opinion âgés de 65 ans ou plus du Canada atlantique, aînés du Manitoba ayant reçu une première dose du vaccin contre la COVID-19)	62
Garde d'enfants (parents du nord de l'Ontario qui ont des enfants à la garderie, parents des basses-terres continentales qui ont des enfants à la garderie)	64
Logement (parents des basses-terres continentales qui ont des enfants à la garderie, résidents du sud de l'Ontario, résidents de la région de Québec ayant reçu une première dose du vaccin contre la COVID-19).....	66
Ligne 5 d'Enbridge (résidents de Saskatoon et de Regina fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque, résidents des Cantons-de-l'Est qui sont réticents à la vaccination, leaders d'opinion de l'est de l'Ontario)	70
Enjeux locaux (résidents du nord de l'Alberta)	72

Travailleurs sans statut (Canadiens racisés de la RGT qui sont réticents à la vaccination, résidents du nord de l'Alberta, résidents de la GRM fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque)73

Annexe A – Questionnaires de recrutement 76

Questionnaire de recrutement, version anglaise77

Questionnaire de recrutement, version française88

Annexe B – Guides du modérateur 98

Guide du modérateur, version anglaise.....99

Guide du modérateur, version française 118

Annexe C – Concepts publicitaires..... 141

Les vaccins contre la COVID-19 expliqués (Canadiens racisés de la RGT qui sont réticents à la vaccination, résidents du nord de l'Alberta) 142

L'effet de vague (Canadiens racisés de la RGT qui sont réticents à la vaccination, résidents du nord de l'Alberta, résidents de la GRM fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque) 142

Un été à une dose, un automne à deux doses (résidents des Cantons-de-l'Est qui sont réticents à la vaccination, leaders d'opinion de l'est de l'Ontario)..... 143

Résumé

Introduction

Le Secrétariat des communications et des consultations du Bureau du Conseil privé (BCP) a confié à The Strategic Counsel (TSC) le mandat de mener des cycles de recherche par groupe de discussion auprès de membres du public un peu partout au pays, portant sur des enjeux, des événements et des initiatives stratégiques de premier plan liés au gouvernement du Canada.

L'objectif général de ce programme de recherche qualitative se décline en trois volets : analyser les dimensions et les facteurs d'influence de l'opinion publique sur les plus importants enjeux auxquels le pays est confronté; évaluer les perceptions et les attentes relatives aux mesures et aux priorités du gouvernement fédéral; orienter l'élaboration des communications du gouvernement du Canada pour qu'elles continuent de s'harmoniser avec les points de vue des Canadiennes et des Canadiens et leurs besoins en matière d'information, tout en demeurant claires et à faciles comprendre.

La recherche vise à aider le Secrétariat des communications et des consultations du BCP à remplir son mandat, qui consiste à soutenir le bureau du premier ministre dans la coordination des communications du gouvernement. Plus particulièrement, la recherche permettra de s'assurer que le BCP reste au fait des tendances émergentes et de l'opinion des Canadiens sur les enjeux de macro-niveau qui intéressent le gouvernement.

Le présent rapport dévoile les conclusions qui ressortent de douze groupes de discussion en ligne organisés entre le 4 et le 27 mai 2021 dans de nombreuses localités du pays, au Canada atlantique, au Québec, en Ontario, au Manitoba, en Saskatchewan, en Alberta et en Colombie-Britannique. Les détails concernant les lieux, le recrutement et la composition des groupes figurent ci-après.

Ce cycle de groupes de discussion, tenu alors que la pandémie se poursuivait au Canada, a fait une large place à la COVID-19. Différents aspects de cet enjeu ont été abordés, notamment ce que les Canadiens entendaient aux nouvelles à propos du gouvernement fédéral, leurs perspectives sur la pandémie et son influence sur leurs comportements, ce qu'ils pensaient des restrictions sanitaires locales et de la réponse du gouvernement fédéral aux éclosions de COVID-19 un peu partout au pays. Il a également été question du déploiement vaccinal au Canada, y compris des perceptions relatives à la performance du gouvernement du Canada sur le plan de l'achat et de la distribution des doses, ainsi que d'informations et de publicités pilotes visant à encourager les Canadiens à se faire vacciner. Par ailleurs, nous avons recueilli les opinions des participants concernant la fermeture des frontières canadiennes et d'autres restrictions de voyage liées à la COVID-19, telles que les passeports vaccinaux.

Des questions sans lien avec la pandémie ont également été examinées, par exemple la ligne 5 d'Enbridge, les enjeux locaux dans le nord de l'Alberta et les travailleurs sans statut au Canada. De plus, dans certains groupes, une partie des discussions a porté sur les réactions des participants à diverses initiatives proposées dans le budget de 2021.

Soulignons que les résultats de la présente étude doivent être interprétés avec prudence, les conclusions d'une recherche qualitative étant de nature directionnelle et ne pouvant être attribuées à l'ensemble de la population à l'étude avec un quelconque degré de certitude.

Méthodologie

Aperçu des groupes

Public cible

- Les participants étaient des résidents canadiens âgés de 18 ans et plus.
- Les groupes ont surtout été formés en fonction du lieu.
- Pour certains groupes, les répondants appartenaient à un segment précis de la population. Il s'agissait de personnes réticentes à la vaccination, parmi lesquelles se trouvaient des Canadiens racisés; de personnes fatiguées de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque; de leaders d'opinion qui s'intéressaient de près aux nouvelles, notamment des aînés de plus de 65 ans; de parents ayant des enfants à la garderie; et de personnes ayant reçu une première dose du vaccin contre la COVID-19, dont certaines avaient plus de 65 ans.

Approche détaillée

- Douze groupes de discussion ont eu lieu dans diverses régions du Canada.
- Deux groupes se composaient de membres de la population générale habitant dans le Nord de l'Alberta et dans le Sud de l'Ontario.
- Les dix autres groupes représentaient des segments de population particuliers :
 - Des personnes réticentes à la vaccination habitant dans les Cantons-de-l'Est du Québec et des Canadiens racisés réticents à la vaccination habitant dans la Région du Grand Toronto (RGT);

- Des personnes fatiguées de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque habitant dans la Grande région de Montréal (GRM) et dans les villes de Saskatoon et Regina;
 - Des leaders d'opinion et des gens à l'affût des nouvelles habitant dans l'est de l'Ontario, et des aînés âgés de 65 ans ou plus qui se considèrent comme des leaders d'opinion et résident au Canada atlantique;
 - Des parents ayant des enfants à la garderie et habitant dans le nord de l'Ontario et dans les basses-terres continentales de la Colombie-Britannique;
 - Des personnes qui ont reçu leur première dose du vaccin contre la COVID-19 et qui résident dans la région de Québec, ainsi que des aînés âgés de 65 ans ou plus qui ont reçu leur première dose du vaccin contre la COVID-19 et qui résident au Manitoba.
- Les groupes tenus au Québec ont été animés en français. Les autres groupes se sont tous déroulés en anglais.
 - Pour ce cycle, toutes les rencontres ont eu lieu en ligne.
 - Huit participants ont été recrutés dans chaque groupe afin de pouvoir compter sur la présence de six à huit personnes.
 - Dans l'ensemble des lieux, 83 personnes ont participé aux discussions. Les détails sur le nombre de participants par groupe sont donnés ci-dessous.
 - Chaque participant a reçu des honoraires. Les incitatifs ont varié de 100 \$ à 125 \$ par personne en fonction du lieu et de la composition du groupe.

Emplacement et composition des groupes

LIEU	GROUPE	LANGUE	DATE	HEURE (HNE)	COMPOSITION DU GROUPE	NOMBRE DE PARTICIPANTS
Région du Grand Toronto (RGT)	1	Anglais	4 mai	18 h-20 h	Canadiens racisés réticents à la vaccination	8
Nord de l'Alberta	2	Anglais	5 mai	20 h-22 h	Population générale	5
Grande région de Montréal (GRM)	3	Français	6 mai	18 h-20 h	Personnes fatiguées de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque	7
Canada atlantique	4	Anglais	11 mai	17 h-19 h	Leaders d'opinion, influenceurs, personnes à l'affût des nouvelles : aînés de 65 ans ou plus	7
	5	Anglais	12 mai	18 h-20 h	Parents ayant des enfants à la garderie	6

Nord de l'Ontario						
Manitoba	6	Anglais	13 mai	19 h-21 h	Réceptiendaires d'une première dose du vaccin contre la COVID-19 : aînés de 65 ans ou plus	5
Saskatoon et Regina	7	Anglais	17 mai	20 h-22 h	Personnes fatiguées de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque	8
Cantons-de-l'Est, Québec	8	Français	18 mai	18 h-20 h	Personnes réticentes à la vaccination	7
Est de l'Ontario	9	Anglais	20 mai	18 h-20 h	Leaders d'opinion, influenceurs, personnes à l'affût des nouvelles	7
Basses-terres continentales, C.-B.	10	Anglais	25 mai	21 h-23 h	Parents ayant des enfants à la garderie	8
Sud de l'Ontario	11	Anglais	26 mai	18 h-20 h	Population générale	8
Région de Québec	12	Français	27 mai	18 h-20 h	Réceptiendaires d'une première dose du vaccin contre la COVID-19	7
Nombre total de participants						83

Principales constatations

Partie I : Conclusions relatives à la COVID-19

Le gouvernement du Canada dans l'actualité (tous les lieux)

Lorsque nous leur avons demandé ce qu'ils avaient vu, lu ou entendu à propos du gouvernement du Canada au cours des derniers jours, les participants ont mentionné une foule de sujets et d'enjeux. Ils ont cité souvent des questions liées à la pandémie. Beaucoup de participants se sont exprimés sur ce

qu'ils percevaient comme des aspects positifs et négatifs de la gestion de cet enjeu par le gouvernement. Selon certains, le déploiement des vaccins se déroulait bien et ils s'attendaient à ce qu'il s'accélère, compte tenu de la livraison à venir de doses supplémentaires du vaccin de Pfizer. D'autres avaient eu vent de discordes entre le gouvernement fédéral et l'Ontario au sujet de la réouverture des frontières et cela suscitait de l'inquiétude chez quelques-uns, qui avaient l'impression que la distribution des deuxièmes doses était plus lente au Canada que dans d'autres pays, comme les États-Unis et le Royaume-Uni.

Des participants avaient entendu ou lu quelque chose au sujet du projet de loi C-10, qui vise à modifier la *Loi sur la radiodiffusion* et savaient qu'il avait pour but de soutenir les artistes canadiens. Certains avaient appris que le projet de loi pourrait avoir des répercussions sur la liberté d'expression dans les médias sociaux et craignaient les restrictions possibles en la matière.

Les inconduites sexuelles dans l'armée canadienne ont été mentionnées par plusieurs participants, qui n'ont cependant pas approfondi la question.

La demande de fermeture de la ligne 5 d'Enbridge formulée par la gouverneure du Michigan, la mise en œuvre d'un programme national de garde d'enfants, le scandale de l'Organisme UNIS, l'arrestation d'un journaliste biélorusse et l'appui du gouvernement fédéral au cessez-le-feu à la suite d'une recrudescence des hostilités entre Israël et le Hamas figurent parmi les autres enjeux cités par les participants.

Nous avons fourni aux participants de plusieurs groupes d'autres renseignements sur les aspects du projet de loi C-10 afin qu'ils en discutent plus amplement. La conversation a mis en lumière de nombreuses préoccupations et questions sur l'objet du projet de loi et sa mise en application. Certains s'inquiétaient des répercussions financières que la perception éventuelle de frais supplémentaires aux services de diffusion en continu comme Netflix et Spotify aurait sur les consommateurs canadiens.

D'autres craignaient que le projet de loi ne permette pas une répartition équitable des paiements de soutien entre les artistes canadiens et qu'il favorise de manière disproportionnée les artistes bien établies, au détriment des créateurs en devenir. Quelques-uns pensaient qu'il serait possible d'égaliser les chances pour les artistes canadiens en finançant plus directement les arts au Canada et que la décision de soutenir différents artistes et projets artistiques devrait être fondée sur les tendances du marché.

De nombreuses questions ont été soulevées quant aux effets que le projet de loi aurait sur l'élaboration et la consommation d'un éventail plus large de contenu international et à la possibilité que les offres d'entreprises comme Netflix et Spotify soient restreintes au Canada. Même s'ils souhaitaient obtenir plus d'informations, afin de mieux comprendre le projet de loi, notamment les raisons pour lesquelles il est nécessaire, ce qu'il propose et la manière dont il sera mis en application, les participants appuyaient résolument le financement des artistes canadiens et étaient fiers de la réussite des Canadiens du domaine des arts et de la culture sur la scène internationale.

Concernant le récent conflit au Moyen-Orient, parmi les groupes invités à en discuter plus amplement, de rares participants avaient entendu parler de cette question et savaient comment le gouvernement du Canada y avait réagi. Plusieurs étaient au courant de l'appel au cessez-le-feu des États-Unis.

Quelques participants qui ne connaissaient pas la réponse du gouvernement du Canada recommandaient d'interrompre les relations avec Israël; d'autres préconisaient une approche semblable à celle du gouvernement américain et souhaitaient un accord de cessez-le-feu entre Israël et le Hamas.

Le projet de loi C-96, qui prévoit la modification de la loi constitutionnelle afin de reconnaître que les Québécoises et les Québécois forment une nation et que le français est la seule langue officielle du Québec et la langue commune de la nation québécoise, a fait l'objet d'une discussion dans le groupe de participants de Québec. Les participants étaient peu au courant du projet de loi; certains estimaient tout de même que le gouvernement du Canada avait fait preuve d'ouverture d'esprit et réagi de façon généralement positive.

Perspectives sur la COVID-19 et comportements (tous les lieux)

En mai, divers aspects de la pandémie ont été examinés avec les groupes de discussion. Nous voulions notamment connaître les points de vue des participants sur les mesures de santé publique et les restrictions en place dans leur région, les impacts sur leur vie personnelle et ce qu'ils pensaient de la réponse du gouvernement du Canada. Certaines discussions étaient axées sur les attentes concernant la trajectoire de la pandémie et les impressions à savoir si la propagation du virus irait en augmentant ou en diminuant. Dans quelques groupes, nous avons présenté l'expression « un été à une dose, un automne à deux doses » et demandé aux participants comment ils l'interprétaient.

Points de vue sur les restrictions (Canadiens racisés de la RGT qui sont réticents à la vaccination, parents du nord de l'Ontario qui ont des enfants à la garderie, résidents du nord de l'Alberta, résidents de la GRM fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque, leaders d'opinion âgés de 65 ans ou plus du Canada atlantique, aînés du Manitoba ayant reçu une première dose du vaccin contre la COVID-19)

Au début de la conversation, de nombreux participants étaient invités à partager leurs points de vue et leurs impressions à l'égard des restrictions liées à la COVID-19 dans leur province ou région. La plupart ont admis que de telles restrictions s'imposaient, malgré les difficultés qui en résultent sur le plan de l'économie, de l'éducation et de la santé mentale. Tous ont reconnu, bien qu'à contrecœur, que le maintien des restrictions était nécessaire pour stopper la propagation du virus. Néanmoins, de nombreux participants avaient l'impression que les gouvernements provinciaux et fédéral avaient mis trop de temps à mettre en place des restrictions et à décréter un confinement au moment où les cas de COVID-19 se multipliaient rapidement au pays. D'après eux, il aurait été possible de ralentir ou de stopper la propagation du virus en imposant un confinement beaucoup plus strict sur une période de deux à six semaines. De façon générale, la majorité était d'avis qu'il faudrait attendre que les cas d'infection à la COVID-19 diminuent considérablement dans leurs régions respectives avant d'assouplir les mesures.

Les participants ont également exprimé de vives inquiétudes au sujet du renforcement des restrictions liées à la COVID-19. Bon nombre d'entre eux croyaient que les autorités avaient fait preuve de laxisme dans l'application des directives de la santé publique, et ils avaient remarqué que certaines personnes

et certains groupes ignoraient ou enfreignaient régulièrement les règles. Quelques participants avaient toutefois l'impression que dans certains cas, ceux responsables de faire respecter les mesures de la santé publique avaient fait preuve d'un excès de zèle et plusieurs ont indiqué avoir reçu des amendes pour non-respect des mesures de distanciation.

Dans l'ensemble, la plupart des participants étaient d'avis que le niveau actuel de restrictions était approprié, et personne ne jugeait nécessaire de renforcer les mesures.

Aide fédérale à l'Ontario (Canadiens racisés de la RGT qui sont réticents à la vaccination)

Les participants de la RGT ont été informés de l'annonce du gouvernement du Canada qui fournirait une aide supplémentaire à l'Ontario, à la demande du gouvernement provincial. Cette information a suscité des réactions favorables. Certains ont mentionné que si l'Ontario avait besoin d'aide, le gouvernement fédéral avait la responsabilité de fournir son soutien. Quelques participants étaient néanmoins contrariés de voir que l'Ontario avait atteint le point où une intervention fédérale était nécessaire. Ils avaient l'impression que la distribution des vaccins avait été mal planifiée et que l'approvisionnement ferait obstacle aux progrès.

Bulle atlantique (leaders d'opinion âgés de 65 ans ou plus du Canada atlantique)

Dans le groupe des participants du Canada atlantique, la question du rétablissement de la bulle atlantique qui était demeurée en place jusqu'en novembre 2020 a été abordée. La plupart des participants étaient d'avis que le Canada atlantique devait attendre que les cas d'infection à la COVID-19 aient considérablement diminués dans les provinces de l'Atlantique avant de rétablir la bulle. Cette hésitation était due principalement à la menace que représentent les nouveaux variants.

La majorité des participants ont choisi le début de septembre pour la reprise des déplacements entre le Canada atlantique et le reste du pays. Ils ont mentionné deux conditions essentielles pour ouvrir la région aux visiteurs des autres provinces canadiennes :

- un taux élevé de Canadiens pleinement vaccinés; et
- le nombre d'infections à la baisse dans le reste du pays

La plupart des participants étaient également d'avis que les déplacements devraient être permis uniquement aux résidents des provinces qui affichent les taux d'infection les plus bas.

Bilan du gouvernement du Canada en matière de gestion de la COVID-19 (leaders d'opinion âgés de 65 ans ou plus du Canada atlantique, parents du nord de l'Ontario qui ont des enfants à la garderie, aînés du Manitoba ayant reçu une première dose du vaccin contre la COVID-19)

Les participants ont exprimé des opinions très diverses sur le travail effectué par le gouvernement du Canada pour gérer la pandémie; dans certains cas, ils ont confondu ses actions avec celles des provinces.

- Les participants s'entendaient généralement pour dire que la gestion de la pandémie était un enjeu nouveau et différent des autres auxquels les gouvernements avaient été confrontés jusqu'ici.

Ils ont reconnu que nos dirigeants et les experts en santé publique avaient été très présents dans les communications aux Canadiens concernant les décisions gouvernementales pour stopper la propagation de la COVID-19.

- De l'opinion générale, le gouvernement fédéral avait fait du bon travail en offrant un éventail de soutiens financiers aux particuliers, aux familles et aux entreprises pour traverser la pandémie.
- Les restrictions de voyage mises en place par le gouvernement fédéral au début de la pandémie ont été perçues de manière favorable par certains, bien que plusieurs étaient d'avis que ce dernier aurait pu être plus proactif à cet égard.
- Quelques participants étaient d'avis que les dirigeants fédéraux de la santé publique avaient fait du bon travail en se fiant aux données scientifiques pour prendre leurs décisions, évitant ainsi de politiser la santé publique.
- De nombreux participants avaient aussi l'impression que le gouvernement avait bien fait en matière d'approvisionnement en vaccins, surtout compte tenu du fait que le Canada n'avait pas les capacités de production de vaccins nécessaires.
- Certains ont émis des commentaires négatifs sur les messages qui ne cessaient de changer au sujet du vaccin AstraZeneca. Plusieurs ont mentionné que le gouvernement fédéral aurait dû être plus cohérent dans ses communications concernant la sécurité de ce vaccin.
- Le délai entre la première et la deuxième dose de vaccin, qui est passé de 14 à jusqu'à 105 jours a été perçu de manière négative par certains.
- Quelques participants étaient d'avis que les lignes directrices et les règlements de santé publique qui changeaient sans cesse posaient problème.
- Finalement, un petit nombre de participants ont trouvé inacceptable que le Canada n'ait pas les capacités nécessaires pour produire des vaccins.

Perspectives sur la COVID-19

Nous avons demandé aux participants de nous faire part de leurs perspectives sur la pandémie de COVID-19 et de ce qu'ils pensaient de la propagation du virus survenue au printemps.

Bon nombre d'entre eux avaient l'impression que le pire était passé. Cet optimisme s'expliquait surtout par le fait que la distribution des vaccins allait déjà bon train. En résumé, ils avaient le sentiment que la menace d'infection par le virus diminuerait considérablement. Outre le déploiement de plus en plus dynamique de la vaccination, certains étaient d'avis que les gouvernements deviendraient de plus en plus habiles pour réagir et gérer les prochaines éclosions de COVID-19.

Néanmoins, de nombreux participants demeuraient incertains quant à l'évolution de la pandémie. Plusieurs, plus pessimistes, étaient d'avis qu'elle irait en s'aggravant. Bon nombre de ceux-ci résidaient dans des provinces où les cas de COVID-19 ne cessaient d'augmenter et où des restrictions strictes de santé publique étaient maintenues. L'incertitude et le pessimisme s'expliquaient par les inquiétudes associées à la menace des variants du virus et à l'efficacité réduite des vaccins.

Les participants s'entendaient généralement pour dire qu'il serait difficile d'éradiquer complètement le virus, compte tenu de son évolution et de ses répercussions à ce jour. Dans ce contexte, plusieurs

s'attendaient à ce que le virus de COVID-19 devienne un événement saisonnier qu'il faudrait gérer, au même titre que la grippe saisonnière pour laquelle un vaccin est administré annuellement.

Changement des comportements (parents du nord de l'Ontario qui ont des enfants à la garderie, aînés du Manitoba ayant reçu une première dose de vaccin contre la COVID-19, parents des basses-terres continentales qui ont des enfants à la garderie)

Nous avons ensuite demandé aux participants s'ils avaient modifié leurs comportements dans les semaines précédentes, et s'ils faisaient quoi que ce soit de différent par rapport à il y a quelques mois. Seulement une poignée d'entre eux ont signalé des changements dans leur quotidien. Certains ont parlé de santé mentale, la leur et celle de leurs proches. Plusieurs ont indiqué avoir eu des problèmes liés à la santé mentale ou connaissaient quelqu'un qui en avait eu durant la pandémie et certains ont mentionné que ces problèmes s'étaient aggravés dans les mois précédents en raison de l'isolement prolongé et des répercussions de la pandémie sur la santé publique.

Lorsque nous leur avons demandé comment la COVID-19 et les restrictions associées les avaient affectés, les participants ont surtout parlé des épreuves et des difficultés qu'ils avaient vécues. De nombreux parents ont mentionné les impacts de la COVID-19 sur leurs enfants, comme les problèmes liés à l'enseignement en ligne et l'augmentation du temps passé devant les écrans. Quelques parents ont parlé de leur difficulté à trouver une garderie alors que d'autres avaient perdu leur emploi et éprouvaient des difficultés financières attribuables à la pandémie.

Un été à une dose, un automne à deux doses (parents du nord de l'Ontario qui ont des enfants à la garderie, aînés du Manitoba ayant reçu une première dose du vaccin contre la COVID-19, résidents de Saskatoon et Regina fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque, résidents des Cantons-de-l'Est qui sont réticents à la vaccination, leaders d'opinion de l'est de l'Ontario, résidents du sud de l'Ontario)

Les participants étaient peu nombreux à avoir entendu l'expression « un été à une dose, un automne à deux doses », mais ils l'ont interprété comme faisant allusion au calendrier de vaccination et que la majorité des Canadiens recevraient leur première dose avant l'été et la deuxième, quelque part à l'automne.

Des précisions supplémentaires ont été fournies aux participants et certains ont trouvé que l'expression avait du sens, qu'elle était suffisamment explicite et qu'elle décrivait bien la situation pour les vaccinés. Ils ont ajouté que les précisions confirmaient généralement leur interprétation. Toutefois, plusieurs ont mentionné que la phrase n'évoquait pas nécessairement un changement des mesures de santé publique et des restrictions, et ont difficilement fait le lien avec ce que les gens étaient autorisés à faire dans chaque situation.

La phrase a suscité des questions de la part des participants, notamment :

- Est-ce possible qu'une troisième dose soit requise?
- Si les gens se font vacciner et que les mesures de santé publique sont maintenues, qu'est-ce qui a vraiment changé entre l'été et l'automne en ce qui concerne ce que les Canadiens peuvent faire?

Quelques participants ne croyaient pas que l'objectif de 75 pour cent de la population entièrement vaccinée serait atteint à l'automne 2021. Lorsque nous leur avons demandé quelles étaient les activités qui seraient permises aux Canadiens à l'été, compte tenu des taux de vaccination prévus, les participants croyaient que le port du masque demeurerait obligatoire, mais que les petits rassemblements à l'extérieur avec parents et amis seraient permis.

Par contre, les participants s'attendaient à ce que les activités et les événements sociaux habituels soient de nouveau permis à l'automne, et qu'il serait permis de se rassembler à l'intérieur, de fréquenter les commerces et les restaurants, et de voyager.

Carte postale sur la vaccination de l'Agence de santé publique du Canada (résidents de Saskatoon et Regina fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque, résidents des Cantons-de-l'Est qui sont réticents à la vaccination, leaders d'opinion de l'est de l'Ontario, résidents du sud de l'Ontario)

Au milieu du mois, nous avons présenté à trois groupes une carte postale sur le sujet et recueilli leurs commentaires.

Les participants ont été nombreux à réagir favorablement au style et au contenu de la carte, notamment aux couleurs, aux graphiques et à la présentation. Certains ont trouvé que le système de code aux couleurs des feux de circulation était un outil créatif et pratique. Les participants ont aimé que la carte présente un plan et donne aux Canadiens une vision optimiste de l'avenir. La plupart étaient d'avis que le message invitant la population à se faire vacciner et le deuxième qui nous demande de le faire pour protéger nos voisins et nos communautés étaient bien communiqués.

Certains ont été un peu plus critiques et croyaient que la reprise des activités et le relâchement des mesures devraient être plus clairement associés aux cas de COVID-19 plutôt qu'aux taux de vaccination. Ils ont trouvé que la carte postale était vague en ce qui concerne les types d'activités qui étaient permis ou non (comme se rassembler à l'église, assister à des matchs de baseball, et ainsi de suite) et avaient l'impression qu'elle ne faisait que décrire la situation actuelle, sans donner de nouveaux détails.

Lorsque nous leur avons demandé si la carte les encouragerait à prendre un rendez-vous pour se faire vacciner, la plupart des participants ont répondu par l'affirmative et ont fait remarquer qu'à tout le moins, elle leur servirait de rappel. Même si quelques-uns étaient d'avis que les personnes qui souhaitent se faire vacciner le feraient de toute façon, sans qu'il soit nécessaire de leur rappeler, d'autres croyaient que celles qui hésitent encore pourraient être influencées par l'information présentée sur la carte.

Fatigue associée à la COVID-19 (résidents de la GRM fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque, résidents de Saskatoon et Regina fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque)

En mai, nous avons réuni deux groupes composés de participants qui se disaient fatigués des mesures permanentes de santé publique et des restrictions imposées, et qui ont avoué avoir participé à des activités qui les avaient exposés à un risque plus élevé de contracter la COVID-19. Nous leur avons

demandé de décrire leur expérience durant la pandémie et de nous dire ce qu'ils avaient trouvé le plus difficile à respecter les consignes de santé publique ci-dessous.

Les participants ont exprimé leur frustration envers ce qui suit :

- l'incohérence perçue dans l'application des mesures de santé publique;
- l'isolement;
- la perte de liberté; et
- les files d'attente dans les commerces de détail.

Dans ces groupes, quelques participants ont mentionné avoir contracté la COVID-19 et s'être sentis plus à l'aise par la suite pour visiter les membres de leur famille puisqu'ils avaient l'impression d'avoir développé une immunité naturelle au virus.

Vaccins contre la COVID-19 (tous les lieux)

Nous avons invité les participants à s'exprimer sur les vaccins contre la COVID-19 et la campagne de vaccination. Ils nous ont dit ce qu'ils avaient vu, lu ou entendu à ce sujet et ce qu'il pensait des efforts déployés par le gouvernement du Canada pour assurer un approvisionnement suffisant en vaccins et encourager la population à se faire vacciner.

De nombreux participants de tous les groupes ont dit qu'ils suivaient attentivement les progrès de la vaccination contre la COVID-19. Ils ont mentionné la cadence accélérée de la campagne, notant que les taux de vaccination augmentaient dans leurs provinces respectives et que des cohortes plus jeunes avaient maintenant accès à la première dose.

La décision de suspendre l'utilisation du vaccin d'AstraZeneca à cause des risques de caillot sanguin qu'il comporte était une autre nouvelle largement connue et qui a fait l'objet de discussions. Alors que d'après certains, le problème se produisait plus souvent qu'on ne l'avait cru au départ, d'autres ont souligné que les scientifiques et les experts continuaient d'affirmer que ce type d'événement indésirable est très rare.

Les autres commentaires des participants ont porté sur des questions telles que la vaccination mixte, les taux d'immunité variables conférés par les différentes marques, le risque de caillots sanguins, la préférence croissante pour les produits de Pfizer et de Moderna, les inquiétudes relatives au décalage entre les doses et la réception prochaine d'une livraison importante de Pfizer.

Plusieurs personnes ont aussi signalé qu'elles suivaient moins régulièrement les nouvelles et les informations sur la COVID-19, y compris sur les vaccins.

Évaluation de l'acquisition et du déploiement des vaccins par le Canada (Canadiens racisés de la RGT qui sont réticents à la vaccination, résidents du nord de l'Alberta, résidents de la GRM fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque, leaders d'opinion âgés de 65 ans ou plus du Canada atlantique, parents du nord de l'Ontario qui ont des enfants à la garderie, aînés du Manitoba ayant reçu une première dose du vaccin contre la COVID-19)

Nous avons demandé aux participants d'évaluer la gestion par le gouvernement du Canada de l'achat et de la distribution des vaccins contre la COVID-19 aux provinces et aux territoires. Dans l'ensemble des groupes, les opinions de la stratégie actuelle étaient neutres ou négatives. Certains participants jugeaient que le gouvernement fédéral faisait de son mieux dans les circonstances et que les ratés étaient imputables aux infrastructures du pays et à l'absence de capacité de production de vaccins. Selon d'autres, les fabricants de vaccins et non le gouvernement du Canada étaient responsables des interruptions et des retards dans la distribution des doses.

Les critiques à l'égard de la réponse du gouvernement fédéral concernaient surtout la faiblesse de la distribution et des taux de vaccination par rapport aux États-Unis, l'allongement de l'intervalle entre la première et la deuxième dose, la dépendance du Canada face aux fournisseurs étrangers et l'absence de production nationale, ainsi que les communications fédérales relatives aux vaccins. Les messages au sujet du produit d'AstraZeneca, en particulier, ont été jugés confus par plusieurs.

Les participants ont ensuite discuté de la performance du Canada pour ce qui est de vacciner sa population, en précisant quels pays devraient servir de points de comparaison.

La plupart considéraient les États-Unis comme l'un des pays comparables clés, en raison de sa proximité géographique, lorsqu'il s'agit d'examiner les taux de vaccination relatifs. D'autres recommandaient plutôt de choisir des pays européens proches du Canada par la taille de leur population. Les pays du G7 ou du G20 ont également été proposés, au motif qu'ils possèdent des moyens financiers de même envergure. Enfin, certains participants ont fait remarquer que toute comparaison entre le Canada et des pays capables de fabriquer des vaccins chez eux était foncièrement inéquitable.

Nous avons présenté aux différents groupes des données actualisées sur la performance du Canada. Le pourcentage de Canadiens ayant reçu au moins une dose du vaccin contre la COVID-19 a varié de 34 à 44 pour cent selon la date à laquelle le groupe de discussion s'est réuni. Toujours pour cet indicateur, le Canada occupait le troisième rang au sein du G20 au cours de la même période et s'est classé treizième à l'échelle mondiale au début et à la fin du mois de mai.

Invités à réagir à ces chiffres, beaucoup de participants se sont dits agréablement surpris de constater que le Canada se débrouillait mieux que prévu. Il leur semblait d'ailleurs qu'il serait utile de souligner cette bonne performance afin de battre en brèche le discours voulant que la campagne de vaccination soit mal gérée. De l'avis de certains, le fort taux de participation à la campagne était susceptible d'encourager d'autres Canadiens à prendre rendez-vous.

D'autres ont exprimé des doutes au sujet des données en général, affirmant qu'on pouvait les manipuler ou les déformer pour présenter un message plus positif. Ces chiffres encourageants tranchaient avec leur impression sur le terrain que le déploiement des vaccins avait été lent à

démarrer. Ils ont également fait remarquer que l'indicateur le plus pertinent était le pourcentage de Canadiens pleinement vaccinés, et non le pourcentage de ceux qui ont reçu une première dose.

Expérience de la vaccination et comportements des personnes vaccinées (aînés du Manitoba ayant reçu une première dose du vaccin contre la COVID-19, résidents de la région de Québec ayant reçu une première dose du vaccin contre la COVID-19)

Les participants de deux groupes, l'un tenu au Manitoba et l'autre dans la région de Québec, avaient été recrutés précisément parce qu'ils avaient reçu leur première dose du vaccin contre la COVID-19. Nous les avons invités à faire part de leur expérience de vaccination et de leurs réflexions sur le déroulement du processus.

Les participants ont eu des commentaires élogieux sur le déploiement des vaccins jusqu'à présent et considéraient que le processus avançait vite et bien. L'expérience de la prise de rendez-vous et de la vaccination en tant que telle a également été décrite en termes positifs. Le système leur avait semblé bien organisé et ils étaient généralement impressionnés par le processus.

Maintenant qu'ils avaient reçu le vaccin, les participants ont dit qu'ils se sentaient mieux protégés, surtout contre les variants, et dans l'ensemble plutôt soulagés. La plupart ne relâchaient pas pour autant leur vigilance, mais continuaient de respecter les mesures de santé publique en vigueur dans leur province.

En ce qui concerne leurs prévisions une fois qu'ils auraient reçu la deuxième dose du vaccin, les participants pensaient qu'une partie des restrictions seraient probablement maintenues. Ils s'attendaient entre autres à ce que le port du masque reste obligatoire. Lorsque nous leur avons demandé à quel moment les rassemblements à l'intérieur entre personnes vaccinées seraient autorisés, certains pensaient qu'il faudrait attendre qu'au moins 75 pour cent de la population soit pleinement immunisée.

Les participants du groupe du Manitoba ont été appelés à se prononcer sur la récente recommandation du Comité consultatif national de l'immunisation (CCNI) consistant à repousser l'administration des deuxièmes doses jusqu'à quatre mois après la première, et sur la décision de certaines provinces d'y donner suite. Certains appuyaient la recommandation du CCNI, jugeant plus important d'administrer la première dose au plus grand nombre de Canadiens possible. D'autres remettaient cette idée en question, inquiets qu'une dose unique ne soit pas efficace pour combattre le virus mois après mois.

Réticence à la vaccination (Canadiens racisés de la RGT qui sont réticents à la vaccination, résidents des Cantons-de-l'Est qui sont réticents à la vaccination)

Deux groupes, l'un tenu dans la Région du Grand Toronto et l'autre dans les Cantons-de-l'Est du Québec, se composaient de participants qui avaient exprimé une certaine réticence à la vaccination.

Plusieurs raisons expliquaient leurs réserves à l'égard du vaccin, notamment le désir d'attendre que plus de données soient disponibles, un manque de confiance envers l'industrie pharmaceutique, une réticence à se faire vacciner tant que l'intervalle entre les deux doses n'aurait pas été écourté, la peur

de contracter la COVID-19 après avoir reçu le vaccin, et la conviction que la décision de se faire vacciner ou pas devrait être personnelle.

Certains participants ont réitéré qu'ils n'avaient rien contre les vaccins en général, mais s'opposaient à ceux de la COVID-19. Dans leur optique, ces produits n'avaient pas été soumis aux rigoureux essais habituellement exigés.

Évaluation de publicités sur les vaccins contre la COVID-19 (Canadiens racisés de la RGT qui sont réticents à la vaccination, résidents du nord de l'Alberta, résidents de la GRM fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque)

Nous avons présenté aux participants une publicité sur la COVID-19 en cours d'élaboration par le gouvernement du Canada ainsi qu'une courte vidéo traitant des vaccins approuvés au pays. Les participants nous ont ensuite fait part de leurs commentaires et réactions.

Le message central de la publicité a généralement semblé clair : il s'agissait d'encourager chacun à faire sa part et à se faire vacciner pour que la vie reprenne son cours normal. Les partisans du vaccin contre la COVID-19 ont eu tendance à trouver cette annonce réconfortante et émouvante, tandis que les personnes plus réticentes ont fait valoir que le ton positif de la publicité n'apaisait pas leurs doutes quant à la sécurité du vaccin.

Les groupes ont également regardé une seconde vidéo, comportant cette fois des informations détaillées sur les vaccins approuvés par Santé Canada, leur processus de fabrication et leurs essais. Les participants ont trouvé la vidéo efficace, motivante et instructive. Elle a même recueilli des commentaires favorables auprès de ceux qui avaient fait part de leur réticence à la vaccination, pour son caractère éducatif et informatif. Un petit nombre de participants auraient souhaité qu'elle aborde davantage les effets secondaires possibles des vaccins. D'autres ont noté qu'il serait utile d'entendre les témoignages de personnes déjà vaccinées, pour connaître leur expérience.

Perspectives sur l'après-vaccination

Les participants ont discuté de l'impact de la vaccination et de la nécessité ou non de maintenir les mesures de santé publique une fois que tous les Canadiens qui le souhaitent auront été vaccinés.

De l'avis de la plupart, une partie au moins de ces mesures resteraient en place en dépit des avancées de la vaccination. Les mesures jugées susceptibles de se poursuivre comprenaient le plus souvent le lavage et la désinfection des mains, le port du masque, la distanciation physique dans la mesure du possible, les limites relatives aux rassemblements, et certaines restrictions de voyage.

Tout en reconnaissant que la vaccination à grande échelle produirait les conditions voulues pour retrouver un semblant de normalité, la plupart des participants croyaient que cette « nouvelle normalité » ne ressemblerait pas forcément à l'ancienne. D'autres ont fait remarquer qu'il serait peu judicieux de lever toutes les restrictions sanitaires en vigueur, sachant que 20 à 30 pour cent de la population hésitait à se faire vacciner. Plusieurs participants ont noté qu'une forte pression émanait de certains segments de la population en faveur du retour à la normale et de la reprise des activités sociales et familiales dans des lieux publics.

Invités à dire si de futures restrictions (un reconfinement, par exemple) étaient envisageables advenant que la situation se dégrade, plusieurs participants croyaient que les vaccins et les doses de rappel viendraient à bout des effets les plus délétères du virus, mais que les gouvernements fédéral et provinciaux devraient tout de même se préparer à cette éventualité.

Frontières et restrictions de voyage liées à la COVID-19 (tous les lieux)

Les participants étaient généralement au courant des restrictions de voyage en vigueur au Canada, notamment la preuve d'un test négatif à la COVID-19 exigée pour entrer au pays, les trois jours de quarantaine à l'hôtel, la période d'isolement de 14 jours, les amendes imposées aux contrevenants, et la recommandation d'éviter les déplacements non essentiels. Ils avaient également entendu parler de l'interruption des vols en provenance de l'Inde et du Pakistan.

Les restrictions de voyage suscitaient dans l'ensemble une forte adhésion. Tout en trouvant certains de leurs aspects complexes (par exemple, les différentes règles appliquées aux déplacements par voie terrestre et par voie aérienne), la plupart des participants estimaient que les restrictions devraient être plus strictement appliquées, quitte à irriter les défenseurs de la liberté de mouvement. Ils s'inquiétaient que certains voyageurs contournent aisément les restrictions.

À la question de savoir à quel moment le gouvernement du Canada devrait envisager d'alléger les restrictions, les participants ont hésité à avancer une date. La plupart se sont entendus pour dire que trois grands facteurs devraient plutôt guider cette décision : un taux de vaccination élevé (dans l'idéal, proche du seuil d'immunité collective), un faible nombre de cas et un faible nombre d'hospitalisations (pour éviter d'engorger les hôpitaux). En fait, beaucoup ont plaidé en faveur du maintien des restrictions jusqu'à ce que de plus nombreuses personnes soient vaccinées, non seulement au Canada mais à travers le monde. La possibilité d'éliminer les trois jours de quarantaine à l'hôtel a toutefois recueilli l'appui de certains, qui jugeaient cette exigence aussi coûteuse qu'inefficace.

En ce qui concerne la réouverture des frontières, les participants préconisaient de procéder au cas par cas et prudemment, en accordant des exemptions à certains pays dont le taux de vaccination est élevé ou le nombre de cas, faible. Beaucoup ont fait remarquer que la preuve de vaccination plutôt que le pays d'origine était le critère le plus important et qu'il vaudrait mieux s'abstenir d'admettre au Canada des voyageurs qui ne sont pas complètement vaccinés, y compris venant des États-Unis. Ils ont fait allusion aux manières très différentes d'aborder la santé publique au Canada et aux États-Unis, et à leurs conséquences sur les taux de vaccination, le nombre d'hospitalisations, la fréquence des tests et le bilan des cas dans les deux pays.

La question de savoir si les équipes sportives pourraient obtenir des exemptions à la frontière a provoqué un débat animé. Dans l'ensemble, toutefois, la plupart des participants considéraient que l'exemption envisagée était conforme à celle accordée pour les voyages d'affaires essentiels et n'y voyaient pas de problème du moment que les mesures de sécurité et de contrôle appropriées étaient en place.

Passeports vaccinaux (résidents de la GRM fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque, leaders d'opinion âgés de 65 ans ou plus du Canada atlantique, parents du nord de l'Ontario qui ont des enfants à la garderie, aînés du Manitoba ayant reçu une première dose du vaccin contre la COVID-19, résidents de Saskatoon et de Regina fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque, résidents des Cantons-de-l'Est qui sont réticents à la vaccination, leaders d'opinion de l'est de l'Ontario)

La plupart des participants étaient à la fois au courant et dans l'expectative de la mise en place de « passeports » vaccinaux contre la COVID-19 par le gouvernement du Canada. Certains avaient entendu dire qu'un prototype était déjà en cours d'élaboration au Québec.

Les passeports vaccinaux pour les voyages aériens étaient également plébiscités, davantage dans le contexte des vols internationaux que des vols intérieurs. Certains participants avaient l'impression que ces passeports étaient inévitables et, qu'au fond, ils ne différaient guère des documents déjà exigés pour se rendre dans certains pays. Certains se demandaient pourquoi un tel système n'avait pas été instauré au début de la pandémie puisque selon eux, les déplacements internationaux étaient l'un des principaux vecteurs de transmission du virus, en particulier des variants.

Les participants avaient la ferme conviction que le gouvernement du Canada devrait mener d'actives négociations avec d'autres pays en vue de définir la norme à suivre pour les passeports vaccinaux et préciser les vaccins, les combinaisons de vaccins et l'intervalle entre la première et la deuxième dose qui seraient acceptables. Même ceux qui n'aimaient pas l'idée du passeport vaccinal convenaient que dans l'éventualité où cette mesure s'imposerait, il faudrait s'entendre sur des normes internationales. Quelques-uns ont fait remarquer que ce type de système devrait être temporaire et qu'il faudrait laisser tomber l'exigence du passeport vaccinal une fois la pandémie enrayée.

Les avis concernant l'utilisation de passeports vaccinaux pour les voyages aériens intérieurs étaient partagés, mais tendaient à être plus favorables s'il s'agissait d'une mesure temporaire. Plusieurs participants croyaient que ces passeports pourraient aider à maîtriser la situation sanitaire dans l'immédiat, jusqu'à ce que le Canada atteigne l'immunité collective.

Dans les deux cas, la principale préoccupation soulevée avait trait au risque d'atteintes aux libertés civiles des Canadiens, au premier chef le droit de voyager qu'on soit vacciné ou non. D'autres y voyaient la première étape vers l'adoption d'une politique de vaccination obligatoire et craignaient qu'il en résulte des effets préjudiciables chez les groupes marginalisés, notamment les personnes qui ne peuvent pas se faire vacciner pour des raisons médicales. Certains s'inquiétaient également que ces passeports servent à limiter les possibilités d'emploi des non-vaccinés et minent leur capacité de subvenir aux besoins de leur famille. Quelques-uns considéraient le passeport vaccinal comme un incitatif à la vaccination et, à nouveau, trouvaient que cela bafouait le droit à la liberté de choix. Plusieurs ont avancé que l'obligation d'avoir sur soi une preuve de vaccination ferait peut-être partie intégrante de la vie des Canadiens à l'avenir.

Tandis qu'ils réfléchissaient à l'adoption d'un passeport vaccinal pour les vols intérieurs, les participants ont soulevé divers problèmes d'ordre pratique. Ils se demandaient en particulier s'il serait possible de l'instaurer de manière efficace. La discussion les a également amenés à s'interroger sur

l'impact qu'il aurait sur les familles dont les enfants ne sont pas admissibles à la vaccination, et à conclure que le passeport limiterait les voyages ou les rendrait plus compliqués et plus coûteux.

La question de savoir s'il faudrait exiger une preuve de vaccination pour permettre l'accès à des rassemblements importants, tels que des concerts ou des événements sportifs, n'a pas fait l'unanimité, mais dans l'ensemble les participants étaient moins favorables à ce scénario qu'aux deux autres. Certains croyaient que rendre obligatoire cette preuve de vaccination aurait un effet positif net sur la santé publique et le bien-être des citoyens, alors que d'autres n'étaient pas convaincus de l'efficacité d'une telle politique ou n'en voyaient pas l'urgence. Comme ils l'avaient déjà signalé pour les passeports vaccinaux destinés aux voyages intérieurs, plusieurs participants ont évoqué les difficultés d'application de ces programmes et leur impression qu'ils risquaient d'entraîner des restrictions encore plus importantes dans l'avenir.

Nous avons également demandé aux participants s'ils croyaient que les passeports vaccinaux poseraient un risque pour la vie privée, sachant qu'un système de preuve de vaccination ferait circuler des dossiers de vaccination entre plusieurs administrations. La plupart ne s'en inquiétaient pas, bon nombre supposant que le partage d'informations était déjà passablement répandu au sein des différents ordres de gouvernement et entre eux. Toutefois, la possibilité que des renseignements supplémentaires sur leurs antécédents médicaux et leur état de santé soient saisis et peut-être divulgués en préoccupait certains. Il a également été avancé que certains groupes risquaient d'être pénalisés de façon plus importante ou de façon systémique, et que les informations fournies pourraient servir à surveiller les déplacements des Canadiens.

Partie II : Autres enjeux

Initiatives proposées dans le budget de 2021 (Canadiens racisés de la RGT qui sont réticents à la vaccination, leaders d'opinion âgés de 65 ans ou plus du Canada atlantique, parents du nord de l'Ontario qui ont des enfants à la garderie, aînés du Manitoba ayant reçu une première dose du vaccin contre la COVID-19, résidents de Saskatoon et de Regina fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque, résidents des Cantons-de-l'Est qui sont réticents à la vaccination, leaders d'opinion de l'est de l'Ontario, parents des basses-terres continentales qui ont des enfants à la garderie, résidents du sud de l'Ontario, résidents de la région de Québec ayant reçu une première dose du vaccin contre la COVID-19)

Les participants ont fait part de leurs réflexions au sujet du récent budget fédéral, bien que peu nombreux à avoir entendu parler du budget de 2021 ou à en connaître les détails. Ceux qui en connaissaient ont cité spontanément les dépenses en matière de garde d'enfants, le soutien prévu pour les aînés et les initiatives destinées à faciliter l'accès aux logements abordables. Même si les participants en savaient peu sur le budget de 2021, leurs impressions sur celui-ci étaient tantôt neutres, tantôt positives. Ils ont été nombreux à saluer l'aide financière accrue offerte aux Canadiens et l'augmentation des dépenses dans des secteurs qu'ils jugeaient prioritaires, comme l'accès à des services de garde d'enfants abordables.

Racisme systémique (Canadiens racisés de la RGT qui sont réticents à la vaccination)

La plupart des participants n'avaient pas entendu parler des initiatives visant à lutter contre le racisme systémique et à aider les communautés racisées. Certains ont mentionné que le gouvernement fédéral voulait créer des emplois pour les personnes racisées, en particulier dans le secteur des métiers.

Pour susciter la discussion, nous avons montré aux participants une liste de cinq initiatives contenues dans le budget de 2021, y compris du financement pour lutter contre le racisme à l'échelle communautaire, protéger les communautés qui risquent d'être victimes de crimes haineux, améliorer les résultats sur les plans sociaux et économiques dans les communautés noires et mettre en œuvre, sous la supervision de Statistique Canada, un plan servant à combler les lacunes en matière de données et de connaissances.

Les opinions relatives à ces initiatives étaient très partagées. Beaucoup les considéraient comme nécessaires, vu le climat actuel. Les participants jugeaient essentiel de favoriser une participation accrue des communautés dignes d'équité à un éventail plus large d'activités, notamment à des possibilités politiques, éducatives, institutionnelles et d'emplois.

Certains participants ont émis des doutes sur la transparence de ces initiatives et la responsabilité à cet égard. D'autres recommandaient d'affecter le financement directement aux programmes communautaires, afin d'avoir un impact tangible. Un petit nombre de participants ont formulé des bémols sur les objectifs de ces initiatives, qui visaient selon eux à récolter l'appui du public plutôt qu'à fournir une aide concrète.

Enfin, d'autres reconnaissaient que ces initiatives constituaient un pas dans la bonne direction, mais se demandaient si le gouvernement du Canada aurait les moyens de les financer en pleine pandémie de COVID-19.

Aînés (leaders d'opinion âgés de 65 ans ou plus du Canada atlantique, aînés du Manitoba ayant reçu une première dose du vaccin contre la COVID-19)

Nous avons demandé à deux groupes composés de personnes âgées, résidant respectivement au Canada atlantique et au Manitoba, s'ils se souvenaient d'avoir entendu ou lu quelque chose à propos de mesures visant à aider les aînés dans le budget de 2021. La plupart ont répondu non.

Par la suite, avant de recueillir leurs impressions et leurs réactions, nous leur avons montré une liste d'initiatives touchant les aînés, dont les suivantes : l'augmentation des paiements réguliers de la Sécurité de la vieillesse, le versement d'un paiement unique de 500 \$, un financement de 3 milliards de dollars pour améliorer les normes relatives aux soins de longue durée et un financement de 90 millions de dollars pour lancer l'initiative *Viellir dans la dignité à la maison*.

Dans l'ensemble, les participants appuyaient toutes les initiatives. Le financement destiné à améliorer la qualité des soins dans les établissements de soins de longue durée (SLD) et l'initiative *Viellir dans la dignité à la maison* ont eu particulièrement la cote chez les participants. Plusieurs ont mentionné que les établissements de SLD doivent arrêter de chercher à être rentables et se concentrer plutôt à assurer des soins de haute qualité. D'autres estimaient que les aînés devraient pouvoir continuer à habiter

chez eux le plus longtemps possible et le programme *Vieillir dans la dignité à la maison* les aiderait à cet égard. Certains ont ajouté que l'ampleur et la portée du programme seraient probablement considérables et qu'un financement supplémentaire serait peut-être nécessaire.

De façon générale, la plupart des participants ont réagi favorablement à l'augmentation des paiements de la Sécurité de la vieillesse. Les opinions étaient partagées au départ toutefois quant à savoir si seuls les aînés de 75 ans ou plus devaient être admissibles à une aide supplémentaire ou s'il ne fallait pas plutôt en faire bénéficier tous les Canadiens de plus de 65 ans.

Invités à dire s'il était logique d'accorder une aide supplémentaire aux personnes âgées de plus de 75 ans, les participants étaient généralement d'accord avec l'idée. Parmi les raisons justifiant ce soutien additionnel, ils ont cité des dépenses accrues en matière de mobilité, de transport et de soins médicaux.

Garde d'enfants (parents du nord de l'Ontario qui ont des enfants à la garderie, parents des basses-terres continentales qui ont des enfants à la garderie)

Deux groupes de parents ayant des enfants à la garderie ont pris part à des discussions portant sur les initiatives du budget de 2021 qui visaient à réduire les frais de garde d'enfants, en plus d'accroître le nombre de places en garderie. Les participants ont donné leur point de vue sur ces initiatives et précisé s'ils pensaient que le gouvernement du Canada devrait investir dans les services de garde d'enfants.

La plupart ont parlé en termes élogieux des mesures proposées, notamment des frais de garde de 10 \$ par jour, compte tenu de l'impact qu'ils auraient. Les participants des deux groupes croyaient fermement qu'il fallait que le gouvernement du Canada investisse dans les services de garde d'enfants. Beaucoup d'entre eux trouvaient que les services de garde coûtaient très cher en ce moment et qu'il était de plus en plus difficile d'avoir accès à des places en garderie.

Nous avons montré aux participants un éventail d'initiatives contenues dans le budget de 2021 et ces derniers les ont en général bien accueillies. Ils ont été nombreux à saluer les initiatives visant à réduire les frais de garde d'enfants, à commencer par la mise en place d'un tarif de 10 \$ par jour. De l'avis général, des mesures de la sorte auraient un impact direct dans la vie des parents canadiens. En ce qui concerne les avantages de ces mesures, les participants estimaient qu'elles aideraient immédiatement les mères à réintégrer le marché du travail. Même ceux qui ne pourraient bénéficier de ces initiatives parce que leurs enfants seraient trop vieux étaient favorables à leur mise en œuvre.

Certains ont formulé des préoccupations au sujet de la viabilité d'un système national de garde d'enfants sur le plan budgétaire. Selon eux, au lieu d'appliquer ces initiatives à grande échelle, il serait préférable d'examiner les ressources à la disposition des familles pour déterminer leur admissibilité. Il était également possible à leur avis d'étendre l'application des prestations et des crédits d'impôt en place.

L'idée d'augmenter le salaire médian des éducateurs et éducatrices a été très bien accueillie. Aux dires des participants, l'accès aux meilleurs services de garde d'enfants qui soient passait par le recrutement de personnes talentueuses et pour ce faire, il fallait rehausser les salaires. Cependant, certains

craignaient que cette initiative se traduise par un plus grand nombre de jeunes apprenants par classe et que cela nuise à la qualité de l'éducation générale.

Lorsque nous leur avons demandé s'ils croyaient que les échéanciers fixés pour ces initiatives étaient réalisables, les participants ont émis des doutes. Certains jugeaient qu'une mise en œuvre complète d'ici 2025 à 2026 était raisonnable, tandis que d'autres craignaient qu'un déploiement rapide n'ait des effets négatifs non voulus, notamment sur la qualité des soins et de l'éducation offerts aux enfants.

Les participants convenaient qu'un investissement dans les services de garde d'enfants par le gouvernement du Canada constituait une priorité de premier plan qui aiderait les mères à retourner sur le marché du travail et aurait des répercussions positives à long terme sur l'économie. Il était essentiel selon eux d'investir dans l'éducation de la petite enfance pour former des membres productifs de la société. Pour d'autres, des investissements accrus dans les services de garde d'enfants étaient importants pour contrebalancer la hausse des frais de garde d'enfants et du coût de la vie en général. Lorsque nous avons évoqué l'idée qu'en raison du déficit national, certains s'opposeraient à une augmentation du financement des services de garde d'enfants, les participants estimaient que les avantages à long terme d'un tel investissement étaient supérieurs aux coûts financiers.

Logement (parents des basses-terres continentales qui ont des enfants à la garderie, résidents du sud de l'Ontario, résidents de la région de Québec ayant reçu une première dose du vaccin contre la COVID-19)

Dans les trois groupes qui se sont penchés sur la question du logement, tous les participants s'entendaient pour dire que les prix des logements avaient augmenté au cours de la dernière année. Ils attribuaient cette hausse principalement au nombre limité de logements disponibles, à la demande accrue et aux pressions inflationnistes exercées sur le coût des matériaux de construction. Ils avaient l'impression que tous les paliers de gouvernement pouvaient contrôler dans une certaine mesure les prix des logements, à commencer par les municipalités et les provinces, compte tenu de leur rôle en aménagement et urbanisme dans les régions et à l'échelle interrégionale. Les participants reconnaissaient par ailleurs que le rôle du gouvernement fédéral dans l'établissement d'un seuil et de règles concernant l'admissibilité à un prêt hypothécaire influait aussi sur la demande de logements, et au bout du compte, sur leurs prix.

Les participants connaissaient certaines des mesures que le gouvernement avait prises pour venir en aide aux personnes qui souhaitaient acheter une maison, y compris le Régime d'accession à la propriété (RAP) et les rabais et crédits d'impôt applicables à l'achat d'une première habitation. Dans l'ensemble, ils ont réagi positivement aux mesures contenues dans le budget de 2021; certains estimaient cependant qu'elles ne remédiaient qu'en partie au problème d'abordabilité des logements au Canada. Concernant la proposition d'appliquer une taxe de 1 % sur la valeur des biens immobiliers résidentiels considérés comme vacants ou sous-utilisés appartenant à des propriétaires étrangers non résidents, des participants jugeaient ce taux trop bas pour décourager les acheteurs étrangers d'entrer sur le marché de l'habitation canadien ou d'y exercer des activités. Invités à se prononcer sur le récent resserrement des règles relatives au test de résistance des prêts hypothécaires pour les acheteurs de maison, les participants appuyaient en général cette mesure. Bien que certains trouvaient qu'une telle mesure ajouterait aux défis auxquels font face les jeunes qui veulent accéder au marché de

l'habitation, le plus souvent, les participants pensaient qu'elle protégerait les consommateurs et les empêcherait d'atteindre un lourd niveau d'endettement qui serait difficile à gérer.

Ligne 5 d'Enbridge (résidents de Saskatoon et de Regina fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque, résidents des Cantons-de-l'Est qui sont réticents à la vaccination, leaders d'opinion de l'est de l'Ontario)

Les participants ont discuté d'enjeux liés à la ligne 5 et parmi les trois groupes, c'est celui composé de résidents de Saskatoon et de Regina qui en savait le plus à ce sujet. Après une mise en contexte de ces enjeux, les participants se sont dits préoccupés par les risques pour l'environnement et les problèmes de sécurité, mais les réponses à la question visant à savoir si la ligne devait être fermée ou maintenue ouverte variaient selon le lieu du groupe. Les participants de Saskatoon et de Regina abordaient la question surtout dans une optique économique, insistant sur l'importance d'acheminer par oléoduc le pétrole de l'Ouest canadien aux autres régions du pays. En revanche, les opinions des participants des deux autres groupes étaient plus partagées, car la plupart d'entre eux examinaient la question d'un point de vue environnemental. Par conséquent, les opinions sur la fermeture de la ligne étaient plus arrêtées dans ces groupes à la lumière de ces risques, mais également de l'âge du pipeline. Certains ont souligné que l'impact d'une fuite sur l'environnement se ferait sentir bien au-delà du Michigan.

Dans la foulée de ce qui précède, l'idée que la ligne 5 d'Enbridge devrait être hautement prioritaire dans les relations canado-américaines faisait davantage consensus chez les participants de Saskatoon et de Regina. De l'avis de ces derniers, le Canada devrait avoir le droit d'utiliser ses propres exportations et importations de pétrole et de gaz, sans compter qu'en général, la dépendance du Canada à l'égard des oléoducs sur le territoire des États-Unis demeurerait un enjeu dans l'avenir. Les opinions dans les deux autres groupes étaient variées. Pour certains, cet enjeu figurait au bas dans l'échelle des priorités et il fallait simplement fermer la ligne; pour d'autres, il était moyennement à hautement prioritaire et risquait de servir de précédent.

Enjeux locaux (résidents du nord de l'Alberta)

Le groupe composé de résidents du nord de l'Alberta a débattu d'enjeux propres à la région, notamment du secteur pétrolier et gazier et de l'agriculture.

Invités à définir les principaux enjeux dans leur région, les participants ont cité abondamment la vigueur soutenue du secteur pétrolier et gazier et son importance pour l'économie de la province. Les participants s'inquiétaient du recul de l'emploi dans le secteur et de la difficulté à faire approuver des pipelines et à les construire.

La plupart des participants ne connaissaient aucune initiative du gouvernement du Canada visant à soutenir le secteur pétrolier et gazier, mais de rares participants ont pu en nommer quelques-unes. Certains ont parlé de l'aide financière accordée au gazoduc raccordé à l'usine de Brazeau River de Tidewater. D'autres ont mentionné le système de crédits compensatoires pour les gaz à effets de serre,

le voyant comme un effort positif de la part du gouvernement fédéral pour aider les industries et les secteurs touchés par le système fédéral de tarification du carbone.

Quelques participants avaient entendu parler de mesures adoptées par le gouvernement fédéral pour appuyer le secteur agricole. Ils ont évoqué la possibilité qu'une grande partie de l'aide fournie par le gouvernement du Canada dans la dernière année soit passée inaperçue, car la pandémie monopolisait l'attention.

En ce qui concerne les puits abandonnés (c'est-à-dire les puits pétroliers ou gaziers que des entreprises de l'industrie des combustibles fossiles ont abandonnés), le niveau de connaissance de ce problème variait grandement d'un participant à l'autre. Certains participants avaient entendu dire que le nettoyage de ces puits incombait maintenant au gouvernement provincial et aux propriétaires fonciers locaux, tandis que d'autres ont mentionné que le gouvernement était intervenu pour soutenir le processus de nettoyage.

Par la suite, les participants ont discuté d'une initiative du gouvernement du Canada prévoyant un investissement de 1,7 milliard de dollars pour nettoyer les puits abandonnés en Colombie-Britannique, en Alberta et en Saskatchewan. Les opinions étaient partagées. Quelques-uns voyaient l'initiative comme une évolution positive en ce sens qu'elle créait des emplois dans la province et contribuait à assainir l'environnement. Selon d'autres, elle n'aurait jamais été nécessaire si le secteur avait continué de prospérer et ils considéraient que les emplois créés par ce programme étaient nettement insuffisants pour compenser les pertes d'emplois des dernières années.

Travailleurs sans statut (Canadiens racisés de la RGT qui sont réticents à la vaccination, résidents du nord de l'Alberta, résidents de la GRM fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque)

Les participants se sont penchés sur la question des travailleurs sans statut (c'est-à-dire les personnes qui résident et travaillent au Canada sans disposer des documents voulus).

Ils étaient nombreux à penser que ces personnes étaient pour la plupart entrées légalement au pays et y étaient restées une fois leur permis de travail ou d'études expiré. Plusieurs pensaient que la catégorie des travailleurs sans statut englobait aussi les réfugiés qui tentaient d'obtenir un permis de travail en règle et les travailleurs étrangers qui occupent des emplois peu rémunérés au Canada. Invités à estimer combien de travailleurs sans statut se trouvaient actuellement au Canada, les participants ont donné des estimations fort variées, allant d'une plage aussi basse que 25 000 à 50 000 à une plage aussi élevée que 5 à 10 millions.

Les opinions étaient partagées à la question visant à savoir si ces personnes devaient bénéficier d'une voie vers la résidence permanente et la citoyenneté. Ceux qui y étaient favorables estimaient que ces personnes contribuaient déjà à l'économie canadienne et devaient avoir la possibilité de s'installer en permanence au pays. D'autres ont ajouté que plusieurs de ces travailleurs seraient également confrontés à des conditions difficiles ou dangereuses dans leur pays d'origine s'ils étaient contraints

d'y retourner. Certains étaient d'accord pour offrir une voie vers la citoyenneté au cas par cas, plutôt qu'au moyen d'une disposition de portée générale.

Des participants doutaient généralement de l'existence d'un puissant argument économique en faveur de l'idée d'offrir une voie vers la résidence permanente et la citoyenneté aux travailleurs sans statut, puisque beaucoup d'entre eux ne paient pas d'impôt sur le revenu et qu'ils occupent des emplois dans des secteurs où l'on enregistre souvent des pénuries de main-d'œuvre. La question de l'équité a aussi été soulevée, quelques-uns jugeant qu'il ne fallait pas privilégier un groupe d'immigrants et de réfugiés à un autre seulement parce qu'ils font partie de la population active.

Aux yeux d'autres participants, l'intégration de ces travailleurs à l'économie serait bénéfique, car ils paieraient plus d'impôt et tous en profiteraient. Enfin, certains estimaient que la plupart de ces personnes vivent et travaillent ici comme le font une majorité de Canadiens et qu'il n'y a aucune raison de leur refuser une voie vers la citoyenneté.

COMPLÉMENT D'INFORMATION

The Strategic Counsel

Numéro de contrat : 35035-182346/001/CY

Date d'octroi du contrat : le 18 décembre 2020

Valeur du contrat : 1 618 838,00 \$

Résultats détaillés – Partie I : COVID-19

Chronologie des événements en mai

Afin de situer les groupes de discussion dans le contexte des événements clés ayant eu lieu durant la pandémie de COVID-19, voici un bref rappel de la situation au Canada, de la fin avril à la fin de mai 2021.

- Fin avril
 - On dénombre 1,23 million de cas de COVID-19 au Canada et 24 220 décès associés.
 - Le nombre quotidien de cas diminue de 7 % au Canada pour atteindre une moyenne inférieure à 7 900 cas. Toutefois, le nombre de personnes qui souffrent d'une maladie grave ou chronique continue de grimper, atteignant une moyenne de près de 4 400 personnes atteintes de la COVID-19 hospitalisées chaque jour, dont 1 420 aux soins intensifs.
 - Plus de 13,1 millions de doses de vaccins contre la COVID-19 ont été distribuées au Canada.
 - Un nouveau décret prolonge jusqu'au 21 mai l'interdiction d'entrer au Canada en provenance des États-Unis.
- Du 1^{er} au 9 mai
 - Le 3 mai : Le Comité consultatif national de l'immunisation (CCNI) met à jour ses recommandations sur l'utilisation des vaccins contre la COVID-19 pour inclure un avis sur l'utilisation du vaccin Janssen. Le CCNI recommande d'offrir le vaccin Janssen contre la

COVID-19 aux personnes de 30 ans et plus qui ne veulent pas attendre de recevoir un vaccin à ARN messenger. Le CCNI réaffirme également sa recommandation d'administrer le vaccin contre la COVID-19 durant la grossesse.

- Le 5 mai : Santé Canada autorise l'utilisation du vaccin Pfizer-BioNTech contre la COVID-19 pour les adolescents de 12 à 15 ans.
- Le 5 mai : Le gouvernement du Canada annonce un investissement pouvant atteindre 21,4 millions de dollars pour améliorer le Programme d'emploi et de compétences des jeunes et finance environ 2 000 emplois dans le secteur de l'agriculture.
- [Groupes de discussion des Canadiens racisés de la région du Grand Toronto \(RGT\) qui sont réticents à la vaccination \(4 mai\) et des résidents du nord de l'Alberta \(5 mai\).](#)
- Le 6 mai : Le gouvernement du Canada lance le Réseau d'innovation pour la cybersécurité et s'engage à investir 80 millions de dollars sur quatre ans. Le réseau appuiera la recherche et le développement en cybersécurité, accélérera la commercialisation des produits et services de cybersécurité, et offrira un soutien supplémentaire au développement des talents en cybersécurité au Canada.
- Le 6 mai : Le projet de loi C-3 (*Loi modifiant la Loi sur les juges et le Code criminel*) reçoit la sanction royale et devient une loi du Parlement et fait désormais partie intégrante des lois du Canada. Le texte modifie la *Loi sur les juges* afin que seules soient admissibles à la magistrature les personnes qui ont suivi un cours de perfectionnement complet en matière de droit et de contexte social relatifs aux agressions sexuelles. Il modifie également le Code criminel pour exiger des juges qu'ils précisent les motifs de leurs décisions dans les procédures en matière d'agression sexuelle.
- [Groupe de discussion des résidents de la grande région de Montréal \(GRM\) fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque \(6 mai\).](#)
- Le 7 mai : Le gouvernement du Canada annonce un financement additionnel de 375 millions de dollars pour le Dispositif pour accélérer l'accès aux outils de lutte contre la COVID-19 afin de développer, produire et distribuer des outils de diagnostic, des thérapies et des vaccins aux pays à revenu faible et intermédiaire.
- Du 10 au 16 mai
 - Le 10 mai : Le gouvernement du Canada annonce son plan d'émettre une obligation multimarché libellée en dollars américains pour regarnir et diversifier ses réserves de change.
 - Le 11 mai : Le ministre des Transports annonce un financement supplémentaire de 186 millions de dollars sur deux ans pour le Programme d'aide aux immobilisations aéroportuaires (PAIA) de Transports Canada. Il lance également deux nouveaux programmes de financement de contributions pour aider les aéroports canadiens à se remettre des effets de la pandémie de COVID-19 :
 - le Programme des infrastructures essentielles des aéroports (PIEA) qui fournira environ 490 millions de dollars aux grands aéroports du Canada pour les aider à effectuer des investissements essentiels dans la sûreté, la sécurité et l'accès au transport en commun;

- Le Fonds de soutien aux aéroports (FSA) qui fournira une aide financière de près de 65 millions de dollars aux aéroports admissibles ciblés pour les aider à maintenir leurs activités.
 - Le 11 mai : Le gouvernement du Canada annonce un financement de 10,4 milliards de dollars à quatre projets de transport collectif dans la région du Grand Toronto (RGT).
 - Groupes de discussion des leaders d'opinion, des influenceurs et des personnes plus attentives aux nouvelles ou aux médias du Canada atlantique âgés de 65 ans ou plus (11 mai) et des parents du nord de l'Ontario qui ont des enfants à la garderie (12 mai).
 - Le 12 mai : Le gouvernement du Canada met sur pied le Conseil d'action en matière de finance durable qui réunit des experts financiers des secteurs public et privé pour soutenir la croissance d'un marché financier solide, efficace et durable.
 - Le 13 mai : Le ministre de la Petite Entreprise, de la Promotion des exportations et du Commerce annonce le lancement du modèle d'Accord sur la promotion et la protection des investissements étrangers du Canada (APIE).
 - Groupe de discussion des résidents du Manitoba de 65 ans et plus qui ont reçu une première dose de vaccin contre la COVID-19 (13 mai).
- Du 17 au 23 mai
 - Le 17 mai : Le gouvernement du Canada lance la deuxième phase de sa campagne de publicité sur la vaccination contre la COVID-19 qui a pour thème « l'effet d'entraînement », pour rappeler aux Canadiens qu'ils doivent participer aux efforts collectifs de vaccination pour voir un relâchement des mesures de santé publique et des restrictions.
 - Le 18 mai : Le ministre de l'Emploi, du Développement de la main-d'œuvre et de l'Inclusion des personnes handicapées lance Compétences essentielles, un programme de formation professionnelle qui a pour but d'aider les Canadiens à améliorer leurs compétences de base. Le programme sera appuyé par un investissement de 298 millions de dollars sur trois ans.
 - Groupes de discussion des résidents de Saskatoon et de Regina fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque (17 mai) et des résidents des Cantons-de-l'Est au Québec qui sont réticents à la vaccination (18 mai).
 - Le 19 mai : Le gouvernement du Canada annonce qu'il investira 4 499 737 \$ dans le projet Youth Climate Action Now (YouCAN) de Clean Foundation.
 - Le 20 mai : Le gouvernement du Canada annonce un financement de plus de 21 millions de dollars pour de nouveaux projets dans le cadre du Programme d'amélioration de la sécurité ferroviaire – Infrastructure, Technologie et Recherche pour améliorer la sécurité ferroviaire au Canada.
 - Le 20 mai : Le Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF) annonce la mise en œuvre, à compter du 1^{er} juin 2021, d'un nouveau taux minimum admissible s'appliquant aux prêts hypothécaires non assurés.
 - Le 20 mai : Le ministère des Finances du Canada annonce qu'il prolonge d'un an le projet de règlement initialement rendu public le 2 juillet 2020 et qui prête main-forte aux employeurs promoteurs d'un régime de pension agréé (RPA) ou d'un régime de financement de congé des employés en les aidant dans la gestion et le maintien de leurs obligations en matière de prestations pendant la pandémie de COVID-19.

- Groupe de discussion des leaders d'opinion, des influenceurs et des personnes plus attentives aux nouvelles ou aux médias de l'est de l'Ontario (20 mai).
- Le 21 mai : Le ministre de l'Environnement et du Changement climatique et le ministre des Ressources naturelles participent virtuellement à la réunion des ministres du G7 responsables du climat et de l'environnement organisée par le Royaume-Uni.
- Le 21 mai : Le gouvernement du Canada prolonge jusqu'au 21 juin 2021 les restrictions temporaires en matière de déplacement limitant l'entrée des ressortissants étrangers au Canada.
- Du 24 au 31 mai
 - Groupes de discussion des parents des basses-terres continentales de la Colombie-Britannique qui ont des enfants à la garderie (25 mai) et des résidents du sud de l'Ontario (26 mai).
 - Le 26 mai : Le secrétaire parlementaire du ministre de l'Infrastructure et des Collectivités annonce un financement de 4,2 millions de dollars pour l'exploitation de sites sûrs d'isolement volontaire en Nouvelle-Écosse.
 - Le 27 mai : Le gouvernement du Canada lance la nouvelle Subvention canadienne pour des maisons plus vertes pour aider jusqu'à 700 000 propriétaires canadiens à rendre leurs maisons plus écoénergétiques et réduire leurs factures d'électricité grâce à un investissement de 2,6 milliards de dollars sur une période de sept ans.
 - Groupe de discussion des résidents de la région de Québec qui ont reçu une première dose de vaccin contre la COVID-19 (27 mai).
 - Le 28 mai : Le gouvernement du Canada annonce que les familles admissibles à l'Allocation canadienne pour enfants (ACE) recevront un soutien additionnel pouvant atteindre 1 200 \$ pour chaque enfant de moins de six ans.
 - Le 28 mai : Le gouvernement du Canada annonce un financement d'urgence de 25 millions de dollars pour aider les civils palestiniens qui ont des besoins humanitaires urgents à Gaza et en Cisjordanie.
 - Le 28 mai : La ministre des Relations Couronne-Autochtones fait une déclaration sur la découverte autour du pensionnat de Kamloops.
 - Le 31 mai : On recense 1 378 971 cas de COVID-19 au Canada et 25 512 décès associés. Plus de 23 millions de doses de vaccins contre la COVID-19 ont été administrées au Canada.
 - La moyenne quotidienne sur sept jours est inférieure à 2 700 cas signalés, une diminution de 70 % par rapport au sommet atteint durant la troisième vague.

Le gouvernement du Canada dans l'actualité (tous les lieux)

Lorsque nous avons demandé aux participants ce qu'ils avaient vu, lu ou entendu à propos du gouvernement du Canada au cours des derniers jours, trois questions ont monopolisé les discussions :

- La COVID-19 – Les participants de la plupart des groupes avaient entendu quelque chose au sujet de la pandémie et certains ont décrit de manière généralement positive la gestion de cet enjeu par le gouvernement du Canada. Ils ont cité le déploiement en cours des vaccins et la vaccination ciblée dans les secteurs et régions aux prises avec des éclosions, une livraison à venir de doses du vaccin de Pfizer qui permettrait d'accélérer la distribution à plus grande échelle et les efforts de secours canadiens, notamment en Inde.
- D'autres participants avaient eu vent de commentaires plus critiques se rapportant entre autres au manque de soutien financier offert par le gouvernement fédéral à une entreprise canadienne qui avait mis au point un vaccin contre la COVID-19, aux discordes entre le gouvernement fédéral et l'Ontario au sujet de la réouverture des frontières et à la distribution des deuxièmes doses qui aurait probablement lieu durant l'été aux États-Unis et au Royaume-Uni, ce qui faisait mal paraître le déploiement prévu des deuxièmes doses au Canada, selon certains.
- De plus, quelques participants avaient entendu parler d'autres enjeux liés à la vaccination, y compris la suspension de la distribution du vaccin d'AstraZeneca à cause de craintes relatives aux effets indésirables, la vaccination mixte et l'intervalle entre la première dose et la deuxième dose. Peu de précisions ont été ajoutées à ces commentaires.
- La situation quant aux cas de COVID-19 et aux tendances observées a été mentionnée peu souvent, mais certains participants avaient entendu parler d'une augmentation marquée des cas en Alberta.
- Le projet de loi C-10 – Dans les différents groupes, un certain nombre de participants ont mentionné spontanément avoir entendu ou lu quelque chose au sujet du projet de loi C-10, qui vise à modifier la *Loi sur la radiodiffusion*. Ces participants ont souligné que le projet de loi aurait plusieurs répercussions sur l'aide apportée aux artistes canadiens dont les œuvres sont de plus en plus consommées sur les plateformes mondiales de diffusion en continu et qu'il risquait de restreindre la liberté d'expression dans les médias sociaux.
- Les inconduites sexuelles dans l'armée canadienne – Plusieurs participants ont soulevé cet enjeu en réponse à la question portant sur ce qu'ils avaient vu, lu ou entendu au sujet du gouvernement du Canada au cours des derniers jours. Toutefois, la plupart n'ont formulé aucun commentaire ou jugement sur cette question.

Les enjeux suivants ont été cités spontanément par les participants, mais beaucoup moins souvent que ceux mentionnés précédemment :

- La fermeture de la ligne 5 d'Enbridge;
- Les services de garde d'enfants, en particulier la création d'un système national de garde d'enfants calqué sur le modèle du Québec;
- Le scandale de l'Organisme UNIS;
- La déclaration du premier ministre à la suite de l'arrestation d'un journaliste biélorusse par les autorités biélorusses après l'atterrissage forcé de l'aéronef dans lequel il se trouvait;
- L'appui du gouvernement fédéral envers un cessez-le-feu à la suite de l'escalade des hostilités entre Israël et le Hamas.

Projet de loi C-10 (résidents de Saskatoon et de Regina fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque, résidents des Cantons-de-l'Est qui sont réticents à la vaccination, leaders d'opinion de l'est de l'Ontario, parents des basses-terres continentales qui ont des enfants à la garderie, résidents du sud de l'Ontario, résidents de la région de Québec ayant reçu une première dose du vaccin contre la COVID-19)

Des discussions sur le projet de loi C-10, aussi appelé *Loi modifiant la Loi sur la radiodiffusion et apportant des modifications connexes et corrélatives à d'autres lois*, ont été tenues dans six groupes en mai. Elles visaient à évaluer le niveau de connaissance et de compréhension du projet de loi chez les participants et à savoir ce qu'ils en pensaient.

Les participants connaissaient peu le projet de loi C-10 et seuls quelques-uns d'entre eux avaient lu ou entendu quelque chose à ce sujet. Ceux qui étaient au courant du projet de loi savaient qu'il avait trait à la réglementation de l'Internet et du contenu canadien et qu'il était controversé.

Nous avons montré les renseignements suivants aux participants :

Le projet de loi C-10, intitulé Loi modifiant la Loi sur la radiodiffusion et apportant des modifications connexes et corrélatives à d'autres lois, vise à moderniser la Loi sur la radiodiffusion à une époque où la population canadienne consomme de plus en plus de musique, de films, d'émissions de télévision, de vidéos et de balados en ligne ou par le biais d'applications mobiles. Il permettrait au Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) de réglementer le contenu généré par les utilisateurs et téléversé sur les plateformes des médias sociaux, tout comme il réglemente actuellement le contenu radiophonique et télévisuel. Les changements ne s'appliqueraient qu'au contenu professionnel et sont nécessaires pour que les plateformes de diffusion en continu, qui connaissent un grand succès, contribuent à la création, à la production et à la promotion du contenu canadien et de la culture canadienne. Cette réglementation pourrait contraindre les plateformes de diffusion en continu comme Netflix ou Spotify à verser des fonds qui soutiennent les musiciens, écrivains ou artistes canadiens, ou les obliger à rendre le contenu canadien plus visible sur leurs plateformes.

Les participants ne s'entendaient pas sur la question visant à savoir si le projet de loi C-10 était un pas dans la bonne direction. Ainsi, certains se disaient ouverts à l'idée de moderniser la *Loi sur la radiodiffusion*, tandis que d'autres s'y opposaient farouchement.

Ils s'intéressaient particulièrement aux dispositions de la loi qui touchaient le contenu canadien et ont exprimé des points de vue fort variés à ce sujet.

Plusieurs accueillait favorablement les exigences relatives au contenu canadien, qui seraient avantageuses non seulement pour les artistes canadiens, mais aussi pour les industries auxiliaires, dont l'industrie cinématographique canadienne. D'autres saluaient l'idée de promouvoir la culture canadienne, car ils constataient une prédominance de la culture et des médias américains dans le paysage médiatique canadien. Plusieurs estimaient que la mise en œuvre de ces exigences pourrait aider à assurer des règles du jeu équitables pour les artistes canadiens, tout en stimulant la création de contenu artistique et de divertissement.

Parmi ceux qui appuyaient l'application d'exigences en matière de contenu canadien, l'idée de faire bénéficier de ces mesures les artistes émergents canadiens plutôt que de financer davantage des artistes bien établis a fait consensus. Dans l'ensemble, beaucoup souhaitaient qu'on trouve des façons d'aider les artistes et les créateurs canadiens. Par ailleurs, certains estimaient que les sociétés de production qui tournent au Canada (par exemple à Vancouver et à Regina) devaient en faire plus pour embaucher du personnel de production local et créer du coup davantage d'emplois pour les Canadiens.

De nombreux participants jugeaient inutile d'imposer des exigences en matière de contenu canadien. Selon eux, n'importe quel artiste canadien talentueux finirait par gagner en notoriété par lui-même. D'autres craignaient que le fait d'obliger les fournisseurs de services à financer du contenu canadien n'ait un impact négatif pour le consommateur. Plusieurs croyaient qu'au bout du compte, une telle mesure se traduirait par une hausse du prix des services ou par le retrait des services de diffusion en continu des marchés canadiens.

Même s'il s'agissait d'une préoccupation peu répandue, certains participants avaient peur que les exigences en matière de contenu canadien ne contraignent les diffuseurs à privilégier le contenu canadien et fassent en sorte que du contenu étranger ne soit plus disponible.

Toutes sortes de points de vue ont été formulés à propos de l'idée de réglementer le contenu généré par les utilisateurs sur les plateformes des médias sociaux. Plusieurs étaient favorables à une telle réglementation, estimant qu'il était grand temps qu'elle soit adoptée. De ce nombre, certains craignaient que l'omniprésence du paysage numérique n'empêche de faire appliquer la réglementation auprès des sociétés Internet et du domaine des médias sociaux.

Un éventail d'opinions, allant du scepticisme à une franche opposition, a été exprimé concernant la réglementation d'Internet. Ceux qui étaient contre l'idée doutaient qu'une réglementation de la sorte s'avère efficace. De plus, certains remettaient en question la capacité du CRTC à faire respecter les règles ou règlements qui pourraient être mis en œuvre.

Les participants ont fait souvent part d'inquiétudes relativement à la censure. Ils étaient plusieurs à craindre que la réglementation des médias sociaux n'entraîne des problèmes liés à la liberté d'expression. De l'avis de certains, l'établissement de règles applicables au contenu sur les médias sociaux pourrait créer un précédent en vertu duquel d'autres formes d'expression en ligne seraient interdites.

Après avoir recueilli les opinions des participants sur le projet de loi C-10, nous leur avons demandé s'ils avaient l'impression de comprendre ce qui est proposé dans le projet de loi, ou s'ils pensaient avoir besoin de plus d'informations ou d'une explication plus détaillée.

Un consensus régnait chez les participants quant à la nécessité d'obtenir des informations supplémentaires pour être en mesure de bien comprendre le sens et l'objet du projet de loi.

Les participants trouvaient notamment que plusieurs des termes employés dans le message explicatif étaient vagues et non précis. L'expression « contenu canadien », plus particulièrement ce qui constitue ou non du contenu canadien, gagnerait à être précisée selon eux. D'autres estimaient que les termes

servant à qualifier le contenu comme « généré par les utilisateurs » et « professionnel » étaient ambigus et souhaitaient qu'on leur explique les différences entre les deux.

Par ailleurs, les participants désiraient obtenir d'autres informations sur le projet de loi et ses possibles répercussions. Plusieurs auraient aimé en savoir plus sur les éléments qui seraient réglementés par le projet de loi s'il devenait une loi. Ils voulaient obtenir plus de renseignements sur la manière dont les entreprises pouvaient être incitées ou contraintes à produire du contenu canadien. Un certain nombre aurait aimé comprendre les objectifs à long terme du projet de loi et, en particulier, les cibles fixées en matière de contenu canadien. D'autres souhaitaient savoir à quoi les mesures pour favoriser la création de contenu canadien ressembleraient dans la pratique.

Bien que cette question n'ait pas un rapport direct avec la loi, quelques participants auraient voulu des renseignements supplémentaires sur la situation actuelle des arts au Canada, afin d'avoir un cadre de référence sur lequel fonder leurs opinions.

Le Moyen-Orient (résidents des Cantons-de-l'Est qui sont réticents à la vaccination, leaders d'opinion de l'est de l'Ontario)

Les participants de deux groupes ont été invités à se prononcer sur le récent conflit au Moyen-Orient. Dans l'ensemble, peu d'entre eux en avaient entendu parler. Ils étaient encore moins nombreux à connaître la réponse du gouvernement du Canada, même si certains se rappelaient qu'il avait appelé à un cessez-le-feu. D'autres pensaient que le gouvernement fédéral ne s'était pas prononcé sur l'enjeu. De ce nombre, quelques-uns estimaient que cette approche était la plus diplomatique à adopter dans une telle situation.

Enfin, de rares participants qui n'étaient pas au courant de la réponse du gouvernement du Canada recommandaient d'interrompre les relations avec Israël ou de déclarer publiquement que les bombardements doivent cesser, à l'instar des États-Unis.

Projet de loi 96 (résidents de la région de Québec ayant reçu une première dose du vaccin contre la COVID-19)

Les participants du groupe de la région de Québec ont discuté brièvement du projet de loi C-96, connu alors comme la *modification de la Constitution pour reconnaître le Québec comme une nation et le français comme sa seule langue officielle et commune*. Ils étaient peu au courant du projet de loi, mais certains estimaient que le gouvernement du Canada avait fait preuve d'ouverture d'esprit et réagi de façon généralement positive au projet de loi. Aux dires de quelques participants, le gouvernement fédéral avait laissé entendre que le Canada reconnaîtrait officiellement le caractère distinct du Québec par rapport au reste du Canada.

Perspectives sur la COVID-19 et comportements (tous les lieux)

En mai, divers aspects de la pandémie ont été examinés avec les groupes de discussion. Nous voulions notamment connaître les points de vue des participants sur les mesures de santé publique et les restrictions en place dans leur région, les impacts sur leur vie personnelle et ce qu'ils pensaient de la réponse du gouvernement du Canada. Certaines discussions étaient axées sur les attentes concernant la trajectoire de la pandémie et les impressions à savoir si la propagation du virus irait en augmentant ou en diminuant. Dans quelques groupes, nous avons présenté le concept « un été à une dose, un automne à deux doses » et demandé aux participants comment ils l'interprétaient.

Points de vue sur les restrictions (Canadiens racisés de la RGT qui sont réticents à la vaccination, parents du nord de l'Ontario qui ont des enfants à la garderie, résidents du nord de l'Alberta, résidents de la GRM fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque, leaders d'opinion âgés de 65 ans et plus, aînés du Manitoba ayant reçu une première dose du vaccin contre la COVID-19)

Au début de la conversation, de nombreux participants étaient invités à partager leurs points de vue et leurs impressions à l'égard des restrictions liées à la COVID-19 dans leur province ou région. Ces discussions ont eu lieu à un moment où les restrictions visant à ralentir la troisième vague de COVID-19 étaient plus strictes au Canada, même si elles variaient d'une région à l'autre. Dans l'ensemble, les opinions quant aux restrictions étaient influencées par plusieurs facteurs, notamment :

- le niveau d'infection perçu dans chaque région;
- les restrictions en place;
- le respect des consignes émises par les experts de la santé publique; et
- les conséquences plus générales pour la collectivité – l'impact sur les libertés, le libre choix, l'accès à l'éducation et l'activité économique.

La plupart des participants ont reconnu l'importance des restrictions dues à la COVID-19 malgré les difficultés qui en découlent pour l'économie, l'éducation et la santé mentale. Tous s'entendaient, bien qu'à contrecœur, pour dire que les restrictions étaient nécessaires afin de stopper la propagation du virus. Quelques résidents du nord de l'Alberta qui s'attendaient à ce que leur gouvernement soit beaucoup plus strict en imposant un couvre-feu ou en émettant des ordonnances de rester à la maison étaient soulagés de voir le niveau des restrictions en place.

Néanmoins, de nombreux participants avaient l'impression que les gouvernements provinciaux et fédéral avaient mis trop de temps à resserrer les mesures et à décréter un confinement au moment où les cas de COVID-19 se multipliaient rapidement au pays. Certains croyaient fermement que les mesures de santé publique fluctuaient beaucoup trop, permettant ainsi au virus de se propager. Ils avaient l'impression qu'il aurait été possible de ralentir ou stopper la propagation avec un confinement

plus strict sur une période de deux à six semaines. Quelques-uns étaient d'avis que les pays qui avaient imposé des confinements plus stricts étaient retournés plus rapidement à une vie normale. Dans l'ensemble, la plupart des participants s'entendaient pour dire que le relâchement des mesures ne devrait avoir lieu qu'une fois que les infections à la COVID-19 auraient considérablement diminué dans leurs régions respectives.

Les participants se sont dits fortement préoccupés par l'application des mesures liées à la COVID-19 et ont exprimé deux points de vue différents à ce sujet. D'une part, bon nombre d'entre eux avaient l'impression que les autorités avaient fait preuve de laxisme dans l'application des mesures ordonnées par la santé publique, soulignant qu'ils avaient vu certains groupes enfreindre constamment ces mesures. Ils étaient d'avis que les lacunes dans l'application avaient contribué à la propagation du virus aux populations vulnérables, y compris les communautés autochtones. Dans ce contexte, quelques participants ont mentionné qu'on avait laissé entrer au pays un trop grand nombre de vols internationaux transportant des passagers provenant de foyers d'éclosion de la COVID-19. D'autres avaient le sentiment que les entités responsables de faire appliquer les mesures de santé publique avaient fait preuve d'un excès de zèle; certains ont indiqué avoir reçu des amendes pour non-respect des mesures de distanciation. En revanche, quelques-uns étaient d'avis que la distribution des vaccins était la solution la plus efficace et la moins coûteuse pour contrôler la propagation du virus, comparativement aux mesures restrictives.

La majorité des participants du Canada atlantique ont reconnu l'efficacité des restrictions de voyage mises en place par leurs gouvernements provinciaux respectifs, lesquelles avaient permis d'éviter des mesures plus strictes et élargies. La plupart d'entre eux se sont entendus pour que ces restrictions avaient contribué à maintenir une vie relativement normale. Une des plaintes les plus souvent formulées était l'incapacité de visiter les membres de la famille qui habitent à l'extérieur du Canada atlantique. L'ensemble des participants ont admis que les restrictions actuelles avaient permis aux résidents de vivre normalement, sans qu'il soit nécessaire d'émettre des ordonnances de rester chez soi, comme c'était le cas dans d'autres provinces. L'interdiction de voyager dans d'autres provinces, le fait d'éviter les grosses foules et le port du masque ont été perçus comme des limites raisonnables à une vie normale.

Par conséquent, la plupart des participants étaient d'avis que les restrictions actuelles étaient appropriées et aucun ne jugeait nécessaire d'imposer des mesures plus strictes. Bien que personne ne fut en faveur d'un relâchement des mesures au moment des séances de groupe, les participants s'attendaient à ce que cela se produise une fois la menace de la COVID-19 estompée.

Aide fédérale à l'Ontario (Canadiens racisés de la RGT qui sont réticents à la vaccination)

Les participants de la RGT ont été informés que le gouvernement du Canada avait annoncé qu'il offrirait davantage de soutien à l'Ontario en réponse à la demande d'aide de la province. Il fournirait entre autres le soutien des Forces armées canadiennes pour transporter le personnel médical de Terre-Neuve-et-Labrador et possiblement d'autres provinces, et du financement pour le redéploiement de la Croix-Rouge canadienne pour aider le personnel dans les établissements de soins médicaux.

Dans l'ensemble, les réactions des participants ont été favorables. Certains ont mentionné que si l'Ontario avait besoin d'aide, le gouvernement fédéral avait la responsabilité d'apporter son soutien. Quelques participants qui avaient des proches dans le domaine médical étaient particulièrement heureux de ces mesures et avaient bon espoir qu'elles permettraient d'atténuer la pression exercée sur le système de soins de santé et ses travailleurs. Néanmoins, certains étaient contrariés de voir que l'Ontario avait atteint le point où l'intervention du fédéral était devenue nécessaire. Ils avaient l'impression que la distribution des vaccins avait été mal planifiée et que l'approvisionnement ferait obstacle aux progrès. D'autres se sont demandé si l'Ontario avait réellement besoin d'aide ou si le gouvernement du Canada utilisait ce prétexte pour redorer son image auprès des Ontariens.

Bulle atlantique (leaders d'opinion âgés de 65 ans ou plus du Canada atlantique)

Dans le groupe des résidents du Canada atlantique, la question du rétablissement de la bulle atlantique qui était demeurée en place jusqu'en novembre 2020 a fait l'objet de discussions. La plupart des participants étaient d'avis qu'on devrait attendre que le nombre de cas d'infection à la COVID-19 ait considérablement diminué avant de rétablir la bulle. Le principal facteur expliquant cette hésitation à rétablir la bulle régionale était la menace des nouveaux variants. Les participants ont fait remarquer que cette inquiétude n'était pas présente l'an dernier, au moment où la bulle a été créée. Tous étaient inquiets du fait que ces nouveaux variants étaient beaucoup plus contagieux que le virus initial, et qu'ils pourraient multiplier les décès. La plupart ont exprimé une plus grande crainte à l'égard des variants parce que les Canadiens des provinces de l'Atlantique avaient été davantage protégés contre le virus de la COVID-19 et qu'ils seraient ainsi plus vulnérables aux variants.

La plupart des participants croyaient que les voyages seraient de nouveau permis entre le Canada atlantique et le reste du pays au début de septembre. Quelques-uns ont suggéré décembre. Deux principaux facteurs ont été mentionnés pour ouvrir la région aux visiteurs des autres provinces canadiennes :

- une proportion élevée de Canadiens pleinement vaccinés; et
- le nombre de cas de COVID-19 ailleurs au pays.

Les participants étaient d'avis que les voyages devraient s'étendre uniquement aux provinces où le nombre de cas était peu élevé. La majorité s'entendait également pour dire que le rétablissement de la bulle atlantique devrait précéder l'ouverture aux voyageurs en provenance des autres provinces canadiennes. Cela a été perçu comme étant l'approche la plus sécuritaire avec laquelle les participants étaient à l'aise.

Bilan du gouvernement du Canada en matière de gestion de la COVID-19 (leaders d'opinion âgés de 65 ans ou plus du Canada atlantique, parents du nord de l'Ontario qui ont des enfants à la garderie, aînés du Manitoba ayant reçu une première dose du vaccin contre la COVID-19)

Diverses opinions ont été exprimées en ce qui concerne le bilan du gouvernement du Canada en matière de gestion de la COVID-19 depuis mars 2020. De nombreux commentaires étaient dirigés vers

les gouvernements et les comités consultatifs en général, plutôt que le gouvernement fédéral en particulier.

Les participants s'entendaient pour dire que la gestion de la pandémie était nouvelle et différente de tous les autres problèmes et enjeux auxquels les représentants du gouvernement avaient l'habitude d'être confrontés. Ils ont reconnu que les dirigeants et les experts en santé publique avaient été très visibles dans les communications aux Canadiens en ce qui concerne les mesures mises en place par le fédéral pour stopper la propagation de la COVID-19. Bon nombre d'entre eux croyaient que ces actions du gouvernement du Canada au début de la pandémie démontraient un fort leadership.

La majorité des participants étaient également d'avis que le gouvernement fédéral avait fait du bon travail en offrant un éventail de soutiens financiers aux particuliers, aux familles et aux entreprises pour affronter la pandémie. Ces initiatives ont été perçues comme étant essentielles pour venir en aide aux Canadiens.

Les restrictions de voyage imposées par le gouvernement fédéral tôt durant la pandémie ont suscité des réactions favorables de certains, alors que d'autres ont fait valoir que celui-ci aurait dû être plus proactif en imposant ces restrictions.

Certains participants avaient l'impression que les dirigeants fédéraux en santé publique avaient fait du bon travail en basant leurs décisions sur les données scientifiques, évitant ainsi de politiser la santé publique. Ils ont ajouté que ces dirigeants avaient bien communiqué les messages complexes alors que les détails étaient souvent flous. Quelques-uns ont critiqué les messages à propos des masques, faisant remarquer qu'au départ, ceux-ci n'étaient pas considérés comme nécessaires pour le public alors que par la suite, on a déclaré qu'ils étaient essentiels pour limiter la propagation de la COVID-19.

De nombreux participants étaient d'avis que le gouvernement avait bien travaillé pour se procurer des vaccins, étant donné que le Canada n'avait pas les capacités requises pour en produire. Quelques-uns ont fait remarquer que certains fabricants de vaccins n'avaient pas respecté leur échéance de livraison. D'autres plus critiques ont prétendu que le gouvernement fédéral avait créé de fausses attentes en ce qui concerne la cadence de distribution des vaccins. Quelques participants étaient d'avis que la distribution des vaccins relevait du provincial.

Certains ont émis des commentaires négatifs sur les messages variables concernant le vaccin AstraZeneca. Des participants avaient l'impression que le gouvernement fédéral aurait dû être plus cohérent dans ses messages concernant ses effets secondaires. D'autres ont spéculé que les recommandations changeantes relativement à ce vaccin avaient réduit l'enthousiasme pour celui-ci.

L'avis du Comité consultatif national de l'immunisation (CCNI) de prolonger le délai entre la première et la deuxième dose de vaccin, de 14 à jusqu'à 105 jours, a fait réagir certains participants qui croyaient que c'était une erreur de ne pas respecter les directives du fabricant et qui n'ont pas compris les motifs de cette décision.

Certains s'entendaient pour dire que les règlements de santé publique provinciaux en constant changement étaient également problématiques. Ces participants n'ont pas compris le contexte ni les raisons pour ces changements. Ils ont ajouté que leur fréquence et le manque de cohérence avaient

contribué à prolonger la pandémie. Plusieurs ont discuté des avantages d'un régime réglementaire cohérent.

Quelques participants ont trouvé inacceptable que le Canada n'ait pas d'installations pour fabriquer des vaccins au pays. Ils se sont entendus pour dire que le gouvernement fédéral devrait s'assurer de développer ces capacités pour permettre aux Canadiens d'avoir un meilleur accès aux vaccins à l'avenir.

Perspectives sur la COVID-19

Nous avons demandé aux participants de partager leurs opinions personnelles sur la pandémie de COVID-19 et la propagation du virus au printemps.

Bon nombre d'entre eux croyaient que le pire de la pandémie était derrière nous. Cet optimisme s'expliquait en grande partie par l'opinion que la distribution des vaccins prenait de l'ampleur. La majorité des participants étaient d'avis qu'au fur et à mesure que la population serait vaccinée, les pires aspects de la pandémie nous affecteraient de moins en moins.

La cadence de la vaccination a été perçue comme étant essentielle pour réduire les dangers et les menaces associés aux variants émergents de la COVID-19. Quelques participants croyaient que les files d'attente dans les cliniques de vaccination s'allongeraient au fur et à mesure que le désir d'être vacciné augmenterait.

Plusieurs participants s'entendaient également pour dire que les gouvernements provinciaux et fédéral deviendraient de plus en plus habiles à gérer les éclosions de COVID-19 au fil du temps. Quelques-uns étaient d'avis qu'au fur et à mesure que l'été avancerait, le virus s'atténuerait, comme ce fut le cas en 2020.

De nombreux participants étaient incertains ou ignoraient la façon dont la pandémie allait évoluer. Plusieurs étaient résidents de provinces où les ordonnances de rester chez soi étaient plus restrictives. Ils étaient également moins au courant que la cadence de la vaccination avait augmenté dans les semaines et les mois précédant les discussions. Quelques-uns croyaient que la pandémie irait en s'aggravant dans les mois suivants en raison de l'émergence du variant delta (entre autres).

L'ensemble des participants s'entendaient pour dire qu'il serait extrêmement difficile d'enrayer complètement le virus étant donné ses progrès à ce jour. Dans ce contexte, ils ont conclu que le virus de la COVID-19 deviendrait un événement saisonnier qu'il faudrait gérer au même titre que la grippe.

Changement des comportements (parents du nord de l'Ontario qui ont des enfants à la garderie, aînés du Manitoba ayant reçu une première dose de vaccin contre la COVID-19, parents des basses-terres continentales qui ont des enfants à la garderie)

Nous avons demandé aux participants s'ils avaient changé leurs comportements dans les semaines précédentes et s'ils faisaient quelque chose de différent par rapport à il y avait quelques mois.

Quelques-uns seulement ont admis avoir fait des changements dans leur quotidien. Bon nombre ont mentionné qu'ils continuaient de respecter les consignes de la santé publique et qu'ils avaient annulé les rassemblements intérieurs avec parents et amis qu'ils auraient autrement organisés avant que frappe la troisième vague de COVID-19.

Certains avaient remarqué un changement notable, soit le déclin de leur santé mentale. Bien que plusieurs aient connu des problèmes de santé mentale liés à la pandémie ou connaissaient quelqu'un qui en avait eus, d'autres ont souligné que ces problèmes s'étaient aggravés dans les derniers mois, en raison de l'isolement et des impacts de la pandémie sur la santé publique. Ceux qui étaient particulièrement sociables avant la pandémie et les parents ont parlé de la façon dont leur santé mentale s'était détériorée, surtout dans les derniers temps.

Lorsque nous leur avons demandé de quelle manière la COVID-19 et les restrictions associées les avaient affectés, les participants ont surtout parlé des épreuves et des difficultés qu'ils avaient vécues. De nombreux parents ont mentionné les impacts de la COVID-19 sur leurs enfants, comme les problèmes liés à l'enseignement en ligne et l'augmentation du temps passé devant les écrans. Quelques-uns ont parlé des difficultés qu'ils avaient eues à trouver une garderie lorsqu'ils travaillaient à l'extérieur de la maison.

Des participants ont avoué qu'ils avaient cessé d'écouter les nouvelles, invoquant leur fatigue de la COVID et le sentiment d'impuissance que ces nouvelles provoquent souvent. D'autres ont mentionné qu'eux-mêmes ou certains de leurs proches avaient perdu leurs emplois durant la pandémie et qu'ils avaient éprouvé des difficultés financières. Quelques participants considéraient que les restrictions liées à la COVID faisaient désormais partie de la nouvelle normalité et concentraient leur énergie à s'adapter aux nouvelles routines.

Un été à une dose, un automne à deux doses (parents du nord de l'Ontario qui ont des enfants à la garderie, aînés du Manitoba ayant reçu une première dose du vaccin contre la COVID-19, résidents de Saskatoon et Regina fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque, résidents des Cantons-de-l'Est qui sont réticents à la vaccination, leaders d'opinion de l'est de l'Ontario, résidents du sud de l'Ontario)

Les participants étaient très peu nombreux à avoir entendu l'expression « un été à une dose, un automne à deux doses », même si la plupart ont compris qu'on parlait du calendrier de vaccination et que la majorité des Canadiens avaient reçu une première dose de vaccin à l'été et la seconde, quelque part en automne. Parallèlement à la distribution des vaccins, les participants s'attendaient également à ce qu'on relâche les mesures de santé publique au fur et à mesure que la population serait pleinement vaccinée. Ils ont toutefois interprété l'expression comme faisant allusion au calendrier de vaccination.

Nous avons précisé aux participants que l'expression avait été utilisée pour illustrer les choses qu'il serait possible de faire à l'été si 75 pour cent des Canadiens avaient reçu leur première dose, et ce qui serait permis à l'automne si 75 pour cent de la population canadienne était pleinement vaccinée.

Certains ont trouvé que l'expression avait du sens, qu'elle était suffisamment explicite et qu'elle décrivait bien la situation pour les vaccinés. Ils ont ajouté que les précisions confirmaient généralement leur interprétation. Quelques-uns étaient d'avis que cela pourrait encourager plus de Canadiens à se faire vacciner et à cet égard, ont jugé que l'expression était ambitieuse.

Pour plusieurs autres, l'expression n'invoquait pas nécessairement un changement dans les mesures et les restrictions de santé publique. Cette explication ne les a pas convaincus, étant donné que l'expression faisait allusion au calendrier de vaccination prévu à l'été et à l'automne. Ils avaient compris que les Canadiens qui avaient reçu une première dose de vaccin à l'été seraient admissibles à une deuxième dose à l'automne.

L'expression a suscité des questions de la part des participants, notamment celles-ci :

- Une troisième dose serait-elle requise? Certains avaient entendu dire que Pfizer pourrait recommander une troisième dose de six à douze mois suivant la deuxième afin d'offrir une meilleure protection contre les variants.
- Si les gens se faisaient vacciner et que les mesures de santé publique demeuraient en place, qu'est-ce qui aurait changé entre l'été et l'automne en ce qui concerne les activités permises pour les Canadiens?

Quelques participants doutaient qu'on puisse atteindre l'objectif de 75 pour cent de la population pleinement vaccinée d'ici l'automne 2021, affirmant qu'il était trop optimiste et craignant qu'une telle déclaration puisse donner de faux espoirs à la population.

Lorsque nous leur avons demandé quelles seraient les activités que les Canadiens seraient autorisés à faire durant l'été, compte tenu du taux de vaccination projeté, les participants avaient l'impression que le port du masque demeurerait obligatoire, mais qu'on permettrait les petits rassemblements entre amis à l'extérieur. Plusieurs croyaient également que certains sports d'extérieur reprendraient (comme le tennis ou les activités sportives en petits groupes).

Par contre, les participants s'attendaient à ce que les activités et événements sociaux plus normaux, y compris les voyages, un plus grand nombre de rassemblements intérieurs et les sorties dans les commerces de détail et les restaurants reprennent à l'automne. Certains ont fait remarquer que même si un relâchement des mesures de santé publique pouvait coïncider avec des taux élevés de vaccination, l'augmentation des cas de COVID-19 pourrait nécessiter des changements au plan de réouverture prévu.

Carte postale sur la vaccination de l'Agence de santé publique du Canada (résidents de Saskatoon et Regina fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque, résidents des Cantons-de-l'Est qui sont réticents à la vaccination, leaders d'opinion de l'est de l'Ontario, résidents du sud de l'Ontario)

Dans trois groupes, nous avons présenté aux participants une carte postale sur la vaccination et recueilli leurs commentaires.

Vous avez reçu le vaccin contre la COVID-19? Voici les prochaines étapes

Un plus grand nombre de personnes vaccinées signifie moins de personnes qui tombent malades. Lorsque vous recevez votre vaccin, vous contribuez à protéger votre communauté de sorte que certaines mesures pourront être levées et que nous pourrions nous réunir en toute sécurité.



Les cas sont élevés et la couverture vaccinale est faible.

Continuez de suivre les conseils de santé publique de votre localité et de maintenir les mesures de protection individuelles, que vous ayez reçu un vaccin ou non, pour assurer votre sécurité, ainsi que celle de votre famille et de votre communauté.

Il faut vacciner plus de gens avant que les restrictions puissent être levées.

Communiquez avec des amis, des membres de votre famille ou des voisins qui pourraient avoir besoin d'aide pour prendre leur rendez-vous de vaccination ou pour s'y rendre.

**Restez à la maison • Protégez-vous
• Faites-vous vacciner**



Le nombre de cas est faible, la couverture vaccinale est élevée pour une dose et de plus en plus élevée pour deux doses.

DANS LA MESURE OÙ 75 % des personnes admissibles au vaccin ont reçu une dose et 20 % ont reçu une deuxième dose.

ALORS les restrictions commencent à être levées en fonction des conditions dans votre région, mais vous devez quand même suivre les conseils de santé publique de votre localité et respecter les mesures individuelles comme la distanciation physique et le port d'un masque.

Vous pourrez vous rassembler en petits groupes en plein air avec votre famille et vos amis.

Vous devriez quand même éviter les foules.

**Camping • Randonnées pédestres
• Pique-niques • Terrasses**



Le nombre de cas est faible et la couverture vaccinale à deux doses est élevée.

DANS LA MESURE OÙ 75 % des personnes admissibles au vaccin ont reçu leurs deux doses et sont entièrement vaccinées contre la COVID-19.

ALORS les autorités locales de santé publique pourront lever davantage de mesures et vous devriez pouvoir faire plus d'activités à l'intérieur avec des personnes ne faisant pas partie de votre ménage.

Toutefois, la COVID-19 ne sera pas éliminée, et vous devrez tout de même suivre certaines mesures de santé publique.

**Collèges • Sports intérieurs •
Rassemblement familial**

Pour en savoir plus, visitez le site www.canada.ca/vaccin-covid

L'image ci-dessus comporte un en-tête bleu avec ce texte en blanc : « Vous avez reçu le vaccin contre la COVID-19? Voici les prochaines étapes » et le profil d'une feuille d'érable dans le coin supérieur droit. En dessous, dans une banderole beige, on peut lire ceci : « Un plus grand nombre de personnes vaccinées signifie moins de personnes qui tombent malades. Lorsque vous recevez votre vaccin, vous contribuez à protéger votre communauté de sorte que certaines mesures pourront être levées et que nous pourrions nous réunir en toute sécurité. » En dessous, il y a un fond blanc divisé en trois sections par des lignes grises. Dans la section à l'extrême gauche, on peut voir un cercle rouge avec une seringue au centre et le mot « PRINTEMPS » à l'intérieur d'un rectangle bleu à droite. En dessous, on peut lire en caractères gras « Les cas sont élevés et la couverture vaccinale est faible » puis ce texte, en caractères normaux : « Continuez de suivre les conseils de santé publique de votre localité et de maintenir les mesures de protection individuelles, que vous ayez reçu un vaccin ou non, pour assurer votre sécurité, ainsi que celle de votre famille et de votre communauté. Il faut vacciner plus de gens avant que les restrictions puissent être levées. Communiquez avec des amis, des membres de votre famille ou des voisins qui pourraient avoir besoin d'aide pour prendre leur rendez-vous de vaccination ou pour s'y rendre. » En dessous, un encadré rouge contient le texte « Restez à la maison. Protégez-vous. Faites-vous vacciner. » en bleu. La section du centre montre un cercle jaune avec une seringue au centre et le mot « ÉTÉ » à l'intérieur d'un rectangle bleu à droite. En dessous, on voit ce texte en noir et caractères gras : « Le nombre de cas est faible, la couverture vaccinale est élevée pour une dose et de plus en plus élevée pour deux doses. » En caractères normaux, on peut lire « DANS LA MESURE OÙ 75 % des personnes admissibles au vaccin ont reçu une dose et 20 % ont reçu une deuxième dose. ALORS les restrictions commencent à être levées en fonction des conditions dans votre région, mais vous devez quand même suivre les conseils de santé publique de votre localité et respecter les mesures individuelles comme la distanciation physique et le port d'un masque. Vous pourrez vous rassembler en petits groupes en plein air avec votre famille et vos amis. Vous devriez quand même éviter les foules. » Les mots « DANS LA MESURE OÙ » ET « ALORS » sont en caractères gras et soulignés. En dessous, on peut voir un encadré jaune contenant le texte « Camping. Randonnées pédestres. Pique-niques. Terrasses. » en bleu. La section à l'extrême droite montre un cercle vert avec deux seringues et le mot « AUTOMNE » à l'intérieur d'un rectangle bleu à droite. En dessous en noir et en caractères gras, on peut lire « Le nombre de cas est faible et la couverture vaccinale à deux doses est élevée. » suivi du texte suivant, en caractères normaux : « DANS LA MESURE OÙ 75 % des personnes admissibles au vaccin ont reçu leurs deux doses et sont entièrement vaccinées contre la COVID-19. ALORS les autorités locales de santé publique pourront lever davantage de mesures et vous devriez pouvoir faire plus d'activités à l'intérieur avec des personnes ne faisant pas partie de votre ménage. Toutefois, la COVID-19 ne sera pas éliminée et vous devrez tout de même suivre certaines

mesures de santé publique. » Les mots « DANS LA MESURE OÙ » ET « ALORS » sont en caractères gras et soulignés. En dessous, un encadré vert contient le texte suivant, en bleu : « Collèges. Sports intérieurs. Rassemblement familial. » Sous l'encadré, on voit une banderole beige avec le texte suivant en caractères noirs : « Pour en savoir plus, visitez le site canada.ca/vaccin-covid », avec l'adresse du site en caractères gras. Au bas de la page, l'image montre une banderole bleue avec le mot symbole de l'Agence de la santé publique du Canada dans le coin gauche, et celui du gouvernement du Canada dans le coin droit.

Bon nombre de participants ont réagi favorablement au style et au contenu de la carte postale, notamment aux couleurs, aux graphiques et à la présentation. Certains ont trouvé que le système de code aux couleurs des feux de circulation était un outil créatif et pratique. D'après eux, il s'agissait d'une représentation raisonnable de ce à quoi on pourrait s'attendre à l'été et à l'automne, compte tenu de la couverture vaccinale et des cas de COVID-19. Les participants ont aimé le fait que la carte postale présente un plan et donne de l'espoir aux Canadiens. Ils étaient d'avis que la carte offrait un bon équilibre entre l'optimisme et la prudence, dans les circonstances. La plupart croyaient également que le principal message qui invitait la population à se faire vacciner était clairement communiqué, au même titre que le message supplémentaire qui expliquait que nous protégerions ainsi nos voisins et notre communauté. En ce sens, ils étaient favorables au ton dynamique et à la notion de « bon voisinage ».

Certains ont été un peu plus critiques et croyaient que la reprise des activités et le relâchement des mesures devraient être plus clairement associés aux cas de COVID-19 plutôt qu'aux taux de vaccination. Ils ont trouvé que la carte postale était vague en ce qui concerne les types d'activités qui étaient permis ou non (comme se rassembler à l'église, assister à des matchs de baseball, et ainsi de suite) et avaient l'impression qu'elle ne faisait que décrire la situation actuelle, sans donner de nouveaux détails. Plusieurs participants ont exprimé leur déception à l'égard des scénarios proposés pour l'été et l'automne, les trouvant beaucoup trop stricts en ce qui a trait au maintien des restrictions de santé publique après la première et deuxième dose de vaccin.

Lorsque nous leur avons demandé si la carte postale les encouragerait à prendre un rendez-vous pour se faire vacciner, la plupart des participants ont répondu par l'affirmative et ont fait remarquer qu'à tout le moins, elle leur servirait de rappel. Même si quelques-uns étaient d'avis que les personnes qui souhaitent se faire vacciner le feraient de toute façon, sans qu'il soit nécessaire de leur rappeler, d'autres croyaient que celles qui hésitent encore pourraient être influencées par l'information présentée sur la carte.

Plus particulièrement, les participants s'entendaient pour dire que l'optimisme associé à la vaccination généralisée encouragerait ceux qui hésitaient à se faire vacciner. Par ailleurs, certains ont suggéré que ceux qui hésitaient avaient d'autres inquiétudes que la carte postale n'atténuait pas. Ils étaient d'avis que ce groupe aurait besoin d'information supplémentaire.

Fatigue associée à la COVID-19 (résidents de la GRM fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque, résidents de Saskatoon et Regina fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque)

Deux groupes de discussion étaient composés de participants qui se disaient fatigués de la pandémie et des mesures et restrictions de santé publique associées, et qui ont avoué avoir mené des activités

qui les avaient exposés à un risque plus élevé de contracter la COVID-19. Nous leur avons demandé de décrire les expériences qu'ils avaient vécues durant la pandémie et plus particulièrement, ce qu'ils avaient trouvé le plus difficile en ce qui concerne les conseils des autorités de santé publique.

Les participants ont exprimé leur frustration envers ce qui suit :

- L'incohérence perçue dans l'application des mesures de santé publique – Certains participants ont commenté le fait qu'ils pouvaient être en compagnie de jusqu'à quatre personnes au restaurant, mais qu'on leur déconseillait cependant de recevoir dans leur maison des personnes ne faisant pas partie de leur ménage. D'autres se sont interrogés quant au nombre de personnes qu'on autorisait en même temps dans les magasins à grande surface et la contradiction avec la recommandation de deux mètres de distance. Certains se sont aussi demandé pourquoi le port du masque était obligatoire dans certaines circonstances et pas dans d'autres.
- L'isolement – Plusieurs participants ont exprimé leurs préoccupations de ne pas pouvoir visiter les membres de leur famille et leurs amis, et leur insatisfaction de ne pouvoir le faire que virtuellement. Ceci était particulièrement difficile pour ceux qui ont des parents âgés ou des membres de la famille qui ont besoin de soins quotidiens. D'autres ont mentionné les répercussions de l'isolement, surtout le manque d'exutoires pour dépenser leur énergie, comme les activités sportives, pour maintenir une bonne santé mentale.
- La perte de liberté – Un petit nombre de participants étaient particulièrement déçus de l'impact des restrictions sur leur vie sociale, notamment de l'absence d'activités nocturnes.
- Le cycle d'ouverture et de fermeture – Les participants se sont dits frustrés par la situation et son manque de fluidité, et par le caractère changeant des mesures de santé publique. Ils ont exprimé leur préoccupation face à ce qu'ils percevaient comme un manque de planification à long terme pour lutter contre la COVID-19 et la situation qui changeait sans cesse. Certains croyaient que les mauvaises communications concernant les mesures de santé publique avaient contribué à créer une certaine confusion et que les gouvernements de tous les paliers avaient diffusé des messages contradictoires. En revanche, certains ont reconnu que les circonstances de la pandémie étaient sans précédent.
- Les files d'attente dans les commerces de détail – Bien qu'il s'agisse d'un inconvénient mineur mentionné par quelques participants seulement, ceux-ci ont exprimé leur frustration et leur fatigue de devoir attendre dans de longues files d'attente lorsqu'ils sortent faire leurs courses habituelles.

Dans ces groupes, quelques participants ont mentionné avoir contracté la COVID-19 et s'être sentis plus à l'aise de visiter les membres de leur famille car ils avaient l'impression d'avoir développé une immunité naturelle au virus.

Vaccins contre la COVID-19 (tous les lieux)

Dans tous les groupes tenus au cours du mois de mai, le sujet des vaccins contre la COVID-19 a été abordé. Les participants nous ont dit ce qu'ils avaient vu, lu ou entendu à leur sujet et ce qu'ils pensaient de la prestation du gouvernement fédéral sur le plan de l'approvisionnement en vaccins et de la vaccination elle-même.

Connaissances au sujet des vaccins contre la COVID-19 (tous les lieux)

Les participants de tous les groupes suivaient attentivement les nouvelles au sujet des vaccins contre la COVID-19. Beaucoup ont mentionné la cadence accélérée de la campagne, notant que les taux de vaccination progressaient dans leur province et que des cohortes plus jeunes avaient maintenant accès à la première dose (p. ex. les quadragénaires ou même, dans certaines régions, des tranches d'âge inférieures). Plusieurs participants du sud de l'Ontario ont signalé que la province ouvrirait bientôt la vaccination aux jeunes de 12 ans, dans la foulée de l'approbation par Santé Canada du vaccin contre la COVID-19 de Pfizer-BioNTech pour les 12 à 15 ans (précédemment approuvé pour les 16 ans et plus). Les participants de Québec, qui avaient reçu leur première dose, ont mentionné que le deuxième rendez-vous pourrait avoir lieu plus tôt que prévu, soit en août plutôt qu'en septembre. Ces facteurs contribuaient à l'impression que le programme de vaccination allait bon train.

La décision de suspendre l'administration du vaccin d'AstraZeneca à cause des risques de caillot sanguin qui y sont associés était une autre nouvelle largement connue qui a donné lieu à des discussions. D'après certains, le problème se produisait plus souvent qu'on ne l'avait cru au départ, mais d'autres ont reconnu que les scientifiques et les experts continuaient d'insister sur la rareté de ce type d'événement indésirable. Plusieurs ont mentionné que ce produit n'était autorisé que pour les gens de 60 ans ou plus.

D'autres commentaires des participants ont montré que les questions suivantes retenaient tout particulièrement leur attention :

- La possibilité de combiner des vaccins différents, en particulier la question de savoir si l'on avait conclu à la sécurité et à l'efficacité du procédé. Alors que certains se demandaient avec inquiétude si des données et des preuves scientifiques cautionnaient cette façon de faire, d'autres pensaient que l'interchangeabilité des vaccins serait une option valable en cas de rupture de stock;
- Les niveaux d'immunité ou d'efficacité variables associés à chacune des marques, certains participants ayant entendu dire que les personnes vaccinées avec AstraZeneca pourraient avoir besoin de rappels pour atteindre un niveau d'immunité comparable à celui de Pfizer et Moderna;
- En lien avec ce qui précède, et compte tenu du risque de caillots sanguins, une préférence croissante pour les marques Pfizer et Moderna chez les Canadiens qui souhaitent se faire vacciner;
- Les préoccupations relatives à l'intervalle entre les deux doses, au motif qu'il n'est pas conforme aux recommandations des fabricants;
- Enfin, la réception ou l'arrivée prochain d'une cargaison importante de vaccins de marque Pfizer.

Certains écarts ont été observés d'un groupe à l'autre, selon la composition du groupe ou le lieu de résidence de ses participants. Dans le groupe de Canadiens racisés de la Région du Grand Toronto (RGT) qui hésitaient à se faire vacciner, les participants ont exprimé leur scepticisme face à l'annonce que les personnes de 18 ans et plus étaient admissibles à la vaccination. Ils mettaient en doute la sécurité du vaccin, dont l'élaboration et la mise en marché leur paraissaient avoir été extrêmement rapides. Ils ont également mentionné le faible taux de prise vaccinale dans les communautés racisées ainsi que chez les jeunes, un phénomène qu'ils attribuaient en partie au fait que ces derniers sont en général moins touchés par le virus et par ses conséquences les plus graves. Certains ont fait remarquer

que les services locaux de santé publique menaient des efforts assidus pour accroître le taux de vaccination dans ces groupes cibles.

Ceux qui avaient indiqué une réticence à se faire vacciner prêtaient une oreille attentive aux nouvelles du vaccin d'AstraZeneca, notamment à ses effets secondaires possibles, et craignaient que les personnes ayant reçu ce produit en première dose ne puissent pas obtenir une autre marque pour la seconde. Ils s'intéressaient également davantage à l'étendue (ou aux limites) des recherches menées en vue du développement des vaccins. Ils ont affirmé, par ailleurs, que les informations au sujet du vaccin relayées par différentes sources ne concordaient pas toujours et que cela semait la confusion.

Les leaders d'opinion de l'est de l'Ontario ont aussi reproché aux responsables de la santé publique et aux organismes clés (p. ex., Santé Canada et le Comité consultatif national de l'immunisation [CCNI]) de diffuser des messages contradictoires. Deux sujets leur semblaient particulièrement flous : l'intervalle approprié entre la première et la deuxième dose, et la combinaison de doses de vaccins différents. Ces participants souhaitaient plus d'information et des éclaircissements sur ces questions.

Plusieurs personnes ont aussi mentionné qu'elles suivaient moins régulièrement les nouvelles et les informations sur la COVID-19, y compris sur les vaccins.

Évaluation de l'acquisition et du déploiement des vaccins par le Canada (Canadiens racisés de la RGT qui sont réticents à la vaccination, résidents du nord de l'Alberta, résidents de la GRM fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque, leaders d'opinion âgés de 65 ans ou plus du Canada atlantique, parents du nord de l'Ontario qui ont des enfants à la garderie, aînés du Manitoba ayant reçu une première dose du vaccin contre la COVID-19)

Performance du gouvernement du Canada sur le plan de l'achat et de la distribution des vaccins

Dans six des douze groupes tenus en mai, les participants devaient évaluer la performance du gouvernement du Canada sur le plan de l'approvisionnement en vaccins et de leur acheminement aux provinces et aux territoires. Dans la plupart des cas, les opinions ont été neutres ou un tant soit peu critiques.

Les participants plutôt neutres estimaient généralement que le gouvernement fédéral faisait de son mieux dans les circonstances. Le manque d'infrastructures nationales de production de vaccins constituait à leurs yeux un handicap au départ. De plus, s'il est vrai que le Canada avait dû composer avec des ruptures d'approvisionnement inattendues, certains estimaient que la faute en revenait aux fabricants de vaccins qui ne parvenaient pas à respecter le calendrier de livraison prévu plutôt qu'au gouvernement fédéral. Quelques-uns ont également insisté sur le fait que ce dernier, à l'instar d'autres ordres de gouvernement au Canada et à l'étranger, était en terrain inconnu et s'adaptait comme il pouvait à des conditions changeantes.

Les critiques de la performance du gouvernement fédéral ont tourné autour des points suivants :

- La comparaison avec les États-Unis, où d'après certains participants la distribution des doses progressait dans l'ensemble du pays à un rythme nettement plus rapide qu'au Canada. Plusieurs

ont évoqué la lenteur du déploiement dans les grands centres urbains densément peuplés comme Toronto, aux prises avec des taux de transmission en hausse;

- Les inquiétudes suscitées par l’allongement du délai entre les injections. Certains participants qui avaient déjà reçu leur première dose du vaccin ne savaient pas quand ils recevraient la deuxième, et cette incertitude minait leur confiance tant dans les vaccins qu’à l’égard du gouvernement fédéral;
- La dépendance du pays face aux fabricants étrangers, vue comme la cause de l’approvisionnement en vaccins plus tardif au Canada qu’ailleurs. Dans le même ordre d’idées, certains participants ont exprimé leur frustration devant le fait qu’un premier accord d’achat de vaccins était tombé à l’eau;
- L’impression que les communications à propos des efforts fédéraux pour obtenir des doses et les distribuer auraient pu être meilleures. À titre d’exemple, le gouvernement du Canada aurait pu mieux promouvoir les avantages et l’efficacité du vaccin d’AstraZeneca, et des vaccins en général, en fournissant des données sur leurs effets secondaires possibles et la faible probabilité qu’ils se produisent. Certains participants estimaient que le gouvernement n’avait pas communiqué ce genre d’information, de sorte que la couverture vaccinale ne progressait pas à un rythme optimal. Cela dit, quelques autres avaient des réserves au sujet du vaccin d’AstraZeneca; selon eux, si les États-Unis offraient leurs lots excédentaires, c’était parce que les Américains croyaient ce vaccin moins efficace que les autres.

Performance du gouvernement du Canada sur le plan de la vaccination

Nous avons invité les participants à évaluer la performance du Canada pour ce qui est de vacciner sa population ainsi qu’à désigner les pays qui pourraient servir de points de comparaison. La plupart pensaient que les États-Unis, de par leur proximité géographique, étaient la référence la plus pertinente. Certains ont toutefois contesté l’utilité des comparaisons avec les États-Unis ou avec tout autre pays capable de fabriquer des vaccins, ce facteur leur conférant un avantage intrinsèque. D’autres ont avancé que les pays européens, notamment ceux dont la population est semblable à celle du Canada, offraient des repères plus valables. Quelques participants ont mentionné le G20 ou le G7, en faisant remarquer que le Canada devrait évaluer sa performance à l’aune de pays possédant les mêmes moyens financiers. L’Australie a été citée en guise d’exemple dans ce contexte. Certains participants préconisaient plutôt d’examiner les classements mondiaux : selon eux, le Canada avait pris du retard sur des pays autrement plus petits, comme les Maldives. Enfin, quelques autres ont noté qu’il était difficile de répondre à la question, étant donné le vaste territoire et la population diversifiée du Canada.

Tout au long du mois de mai, alors que la vaccination avançait au pays, nous avons présenté aux participants des données sur le pourcentage de Canadiens qui avaient reçu au moins une dose du vaccin contre la COVID-19 ainsi que sur le classement du Canada à l’échelle internationale et au sein du G20. Le tableau qui suit résume l’information fournie selon l’emplacement des groupes :

Groupe	Pourcentage de Canadiens ayant reçu au moins une dose du vaccin contre la COVID-19	Classement du Canada à l'échelle internationale	Classement du Canada au sein du G20
Canadiens racisés de la RGT qui sont réticents à la vaccination	34 %	13	3
Résidents du nord de l'Alberta	35 %	13	3
Résidents la GRM fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque	35 %	14	3
leaders d'opinion âgés de 65 ans ou plus du Canada atlantique	39 %	14	3
Parents du nord de l'Ontario qui ont des enfants à la garderie	40 %	13	3
Aînés du Manitoba ayant reçu une première dose du vaccin contre la COVID-19	41 %	13	3

Nous avons ensuite demandé aux participants si ces chiffres les surprenaient, ou si le taux de vaccination du Canada et son classement actuel correspondaient à ce qu'ils s'étaient imaginé.

La plupart ont été agréablement surpris de voir que le Canada s'en tirait aussi bien. Certains s'étaient figuré que le Canada tirait de l'arrière par rapport à ses homologues du G20. Selon d'autres, ces données montraient à quel point l'on avait accéléré la cadence de vaccination au cours des dernières semaines. Beaucoup trouvaient que l'on gagnerait à communiquer ces informations aux Canadiens, afin de rectifier les fausses impressions au sujet de la performance du pays à ce jour. Certains pensaient que ces progrès tangibles seraient une nouvelle encourageante pour les personnes qui hésitaient à se faire vacciner. Un petit nombre de participants étaient néanmoins préoccupés par le retard du Canada sur les États-Unis ou se demandaient pourquoi le taux de transmission du virus se maintenait à des niveaux si élevés dans certaines régions du pays.

Les participants de deux groupes – les résidents du nord de l'Alberta et les Canadiens racisés de la RGT réticents à la vaccination – étaient plus enclins à douter des informations fournies. Ils se sont dits sceptiques quant à la crédibilité des données, en expliquant que celles-ci pouvaient être manipulées pour bonifier le message. Ils trouvaient également qu'elles ne correspondaient pas à leur perception de la réalité sur le terrain, selon laquelle la réponse du Canada avait tardé à se mettre en branle.

Quelques autres ont fait valoir qu'il serait plus pertinent d'indiquer le pourcentage de la population pleinement (plutôt que partiellement) vaccinée. Plusieurs participants, tout en reconnaissant que ces chiffres brossaient un tableau plus positif de la situation du Canada, ont indiqué qu'ils aimeraient tout de même les examiner de plus près. Ils se demandaient si ce bilan national ne cachait pas d'importants écarts régionaux dans les taux de vaccination. Par ailleurs, les participants avaient la nette impression que dans certaines villes la capacité des unités de soins intensifs continuait d'être dépassée par les cas de COVID-19. Tout compte fait, ils étaient nombreux à croire que le Canada pouvait faire beaucoup mieux.

Expérience de la vaccination et comportements des personnes vaccinées (aînés du Manitoba ayant reçu une première dose du vaccin contre la COVID-19, résidents de la région de Québec ayant reçu une première dose du vaccin contre la COVID-19)

Les participants de deux groupes avaient été recrutés parce qu'ils avaient reçu la première dose du vaccin. Une partie de la discussion a porté sur leur point de vue et leurs comportements après ce premier rendez-vous et sur leur opinion du processus de vaccination dans son ensemble.

Selon la très grande majorité, la campagne de vaccination avançait rondement, bien que certains aient fait état de lenteurs initiales. L'expérience de la prise de rendez-vous et de la vaccination en tant que telle a également été décrite en termes positifs : ils trouvaient que tout cela avait été bien organisé et étaient généralement impressionnés par le processus.

Les participants ont dit qu'ils se sentaient mieux protégés, surtout contre les variants, et soulagés d'avoir été vaccinés. La plupart d'entre eux ne relâchaient pas pour autant leur vigilance, mais continuaient de respecter les mesures de santé publique. Comme ils l'ont fait remarquer, sur ce plan, leurs comportements et leur routine quotidienne n'avaient guère changé, voire pas du tout.

Dans la suite de la discussion, les participants ont expliqué qu'ils continuaient d'observer les consignes sanitaires et les restrictions en vigueur dans leur région, et qu'ils ne modifieraient sans doute pas leurs comportements tant que plus de gens ne seraient pas pleinement vaccinés et que les restrictions n'auraient pas été officiellement levées. Certains ont précisé que pour aborder sereinement la réouverture, ils souhaiteraient que les deux tiers au moins de la population soient immunisés. Cela dit, plusieurs ont reconnu qu'ils rendaient plus facilement visite aux autres membres de leur famille – enfants, petits-enfants et grands-parents – et magasinaient l'esprit plus tranquille. Certains ont dit qu'ils ne portaient pas le masque lorsqu'ils montaient en voiture avec des collègues. En revanche, beaucoup hésitaient toujours à fréquenter les restaurants.

Invités à dire ce qui changerait après avoir reçu la deuxième dose du vaccin, les participants pensaient qu'une partie des restrictions seraient probablement maintenues. Ils s'attendaient notamment à ce qu'il demeure obligatoire de porter le masque dans les lieux publics fermés et dans les transports en commun. La question de savoir à quel moment les rassemblements intérieurs entre personnes vaccinées seraient possibles a suscité des réponses tâtonnantes, mais certains pensaient que cela ne se produirait pas avant qu'au moins 75 pour cent de la population soit pleinement vaccinée ou que l'on dispose de traitements plus efficaces contre la COVID-19.

Allongement de l'intervalle entre les doses (aînés du Manitoba ayant reçu une première dose du vaccin contre la COVID-19)

Nous avons demandé au groupe de participants du Manitoba, qui avaient tous reçu la première dose du vaccin, comment ils réagissaient à la recommandation du Comité consultatif national de l'immunisation (CCNI) de laisser jusqu'à quatre mois entre l'administration des deux doses, et à la décision de certaines provinces de l'appliquer.

Les avis sur ce point étaient partagés. Certains participants acceptaient la recommandation du CCNI, mais ont précisé qu'ils seraient inquiets si l'on dépassait le délai de quatre mois. Dans l'ensemble, ils croyaient préférable d'administrer rapidement la première dose à plus de gens, plutôt que de recevoir immédiatement la deuxième. D'autres, qui n'étaient pas en faveur du report, s'interrogeaient sur l'efficacité de la première dose contre les variants et sur la performance globale du vaccin dans le cas d'un intervalle de quatre mois entre les deux injections. L'objectif prioritaire, et l'approche la plus efficace pour freiner la transmission de la COVID-19, consistait selon eux à immuniser complètement le plus de gens possible.

Réticence à la vaccination (Canadiens racisés de la RGT qui sont réticents à la vaccination, résidents des Cantons-de-l'Est qui sont réticents à la vaccination)

Les participants de deux groupes avaient exprimé, au moment du recrutement, leur réticence à recevoir le vaccin contre la COVID-19. Nous leur avons posé une série de questions pour mieux comprendre leur point de vue ainsi que les obstacles et les incitatifs à la vaccination.

Ces participants ont été pratiquement unanimes à réitérer leur hésitation vaccinale. Voici les raisons invoquées à cet égard :

- Le désir d'attendre que plus de gens aient été vaccinés et que l'on ait réuni plus de données sur l'efficacité du vaccin et ses effets secondaires, en particulier chez les groupes racisés – Certains participants avaient le sentiment que très peu de personnes d'origine ethnique avaient participé aux essais cliniques;
- La méfiance à l'égard de l'industrie pharmaceutique (la « Big Pharma ») et des élus – Aux yeux de certains, le programme de vaccination contre la COVID-19 était ni plus ni moins un essai clinique d'envergure planétaire;
- La volonté de faire des recherches personnelles et de s'informer au sujet du vaccin, étant donné la perception qu'il fait appel à une nouvelle technologie de fabrication et que son développement et son approbation ont été rapides (plus que pour d'autres vaccins);
- Une réticence à se faire vacciner avant que l'intervalle entre la première et la deuxième dose ne soit réduit;
- La crainte de contracter la COVID-19 en dépit de la vaccination. Par ailleurs, certains participants avaient entendu des histoires de gens qui avaient contracté le virus en se faisant vacciner;
- Le principe selon lequel la décision de se faire vacciner ou non, et à quel moment, est personnelle et n'a pas lieu d'être « imposée » aux citoyens. Quelques participants se croyaient peu susceptibles

de contracter la COVID-19 étant donné leur mode de vie et ne voyaient donc pas d'inconvénient à différer leur rendez-vous.

Plusieurs participants ont précisé qu'ils n'étaient pas contre tous les vaccins, mais seulement contre ceux de la COVID-19. Dans leur optique, ces produits n'avaient pas été soumis à des analyses et des essais aussi rigoureux que les autres.

Les principales questions des participants au sujet des vaccins portaient sur ce qui suit :

- Leurs ingrédients ou leurs composants;
- Leurs risques et leurs effets secondaires possibles;
- Leur fabrication et leur distribution rapides.

Évaluation d'une publicité sur les vaccins contre la COVID-19 (Canadiens racisés de la RGT qui sont réticents à la vaccination, résidents du nord de l'Alberta, résidents de la GRM fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque)

Nous avons présenté aux participants une publicité sur la COVID-19 à laquelle travaillait le gouvernement du Canada ainsi qu'une courte vidéo traitant des vaccins approuvés au pays. Nous avons procédé par alternance dans chacun des trois groupes afin d'atténuer tout biais pouvant découler de l'ordre dans lequel les participants avaient été exposés aux publicités. Nous avons ensuite recueilli leurs commentaires.

Les premières réactions des participants à la publicité à l'étude décrite ci-dessous ont sensiblement varié d'un groupe à l'autre.

[PHAC Mass Vaccination](#)

La vidéo ci-dessus commence par montrer une femme en train de se faire vacciner. La caméra se déplace ensuite vers la droite pour montrer un homme lui aussi en train de se faire vacciner. La caméra poursuit son mouvement vers la droite et l'on voit l'homme se lever et s'éloigner. Devant lui, un homme portant un tablier met une nappe sur une table, au-dessus de laquelle une enseigne dit « OUVERT ». Devant l'homme au tablier, une femme en fauteuil roulant tient une barbe à papa, tandis qu'un homme à ses côtés tient un ours en peluche. Devant eux, trois personnes dansent sous une boule disco. À leur gauche, deux femmes autochtones chantent dans des micros. La caméra se déplace de nouveau vers la droite et montre un homme tenant d'une main un billet et tirant sa valise de l'autre; au-dessus, un panneau représente un avion en train d'atterrir. Devant le voyageur, une femme vêtue de la toge et du mortier pour la collation des grades monte sur scène, sous les feux des projecteurs, un parchemin roulé à la main. Devant elle, un homme et une femme tiennent un tambour à main et s'asseyent sur un banc. À leur gauche, des enfants en tenue de hockey se rejoignent et sautent de joie après avoir marqué un but. La caméra se déplace de nouveau vers la droite, montrant un homme et son enfant qui s'élancent vers une femme plus âgée pour lui faire un câlin. On voit ensuite un écran blanc sur lequel figure, en caractères gras, le message « On peut tous aider » (chaque mot étant respectivement écrit en caractères bruns, bleus, orange et jaunes) et, en plus petits caractères bleus, « à y arriver en se faisant vacciner ». Au bas de l'écran, on peut lire en petits caractères bleus « Continuez de respecter les mesures de santé publique, peu importe votre statut de vaccination contre la COVID-19. Canada.ca/vaccin-covid ». Au cours de la vidéo, on entend le texte suivant lu par une voix hors champ : « Ça commence par un petit geste, mais même les plus petits gestes peuvent créer une vague. Si on est plusieurs à faire notre part en se faisant vacciner, un petit geste peut créer quelque chose de grand. On peut tous aider à y arriver en se faisant vacciner. Un message du gouvernement du Canada ». À la fin de la publicité, on voit un écran blanc où apparaît le mot-symbole du gouvernement du Canada et on entend simultanément la signature sonore du gouvernement du Canada.

Les participants de deux groupes – celui du nord de l'Alberta et celui de la GRM – ont aimé la publicité pour son caractère inclusif, porteur d'espoir, touchant et réconfortant. En revanche, les participants de la RGT (des Canadiens racisés réticents à la vaccination) sont restés sceptiques, même s'ils reconnaissaient la force émotive de l'annonce. Ils trouvaient qu'une approche axée sur l'information et l'éducation aurait été plus efficace. En général, l'appel à une reprise des activités habituelles grâce à la vaccination des Canadiens les laissait insensibles, car la publicité ne faisait rien pour dissiper leurs réserves et leurs préoccupations au sujet du vaccin.

Son message principal, néanmoins, était clair pour tout le monde : il s'agissait d'encourager la vaccination, présentée comme le meilleur moyen de retourner vers une vie normale, et chacun devait contribuer à cet effort. Certains participants approuvaient cette position qu'ils considéraient comme manifestement pro-vaccin, en particulier l'analogie de « l'effet de vague » soulignant qu'un certain seuil de vaccination doit être franchi pour obtenir un impact notable, et l'idée que même un geste simple peut avoir des effets importants. D'autres ont affirmé que malgré sa capacité à émouvoir, la publicité ne parviendrait peut-être pas à décider les gens dont la réticence à la vaccination tient surtout à des interrogations sur l'innocuité des vaccins et leurs fondements scientifiques. D'après ces participants, une autre annonce communiquant plus d'informations serait souhaitable pour répondre à ces questions.

Exception faite de ceux qui étaient réfractaires à la vaccination, la plupart des participants ont trouvé que la publicité communiquait bien la nécessité d'un effort collectif en faveur de la vaccination et qu'il s'agissait d'un aspect important du message. Ils jugeaient utile de le transmettre, d'une part, parce qu'en ces temps difficiles, le sentiment d'appartenance à la collectivité était essentiel pour vaincre la COVID-19, et d'autre part parce qu'il aurait peut-être un effet rassembleur inespéré à un moment où les divisions étaient fortes (ils faisaient référence aux tensions raciales).

Invités à mentionner les aspects de l'annonce qui leur avaient déplu, les participants ont généralement trouvé peu à redire si ce n'est pour un détail : l'image du voyageur muni de sa valise a paru incongrue à certains dans un contexte où les déplacements, en particulier à des fins non essentielles, étaient restreints ou déconseillés. Cela dit, l'image a rappelé aux personnes qui hésitaient à se faire vacciner qu'elles auraient peut-être à le faire, en définitive, si elles souhaitaient voyager.

Nous avons montré aux participants une seconde vidéo (dont la description suit) portant sur les vaccins qui étaient approuvés au Canada. Les réactions y ont été largement favorables, et ce, dans tous les groupes.

[Dr Sharma Authorized Quickly](#)

La vidéo ci-dessus ne fut évaluée qu'après de groupes de langue anglaise; aucune version française n'a donc été produite.

Au début de la publicité, on voit sur un fond bleu-gris neuf photos carrées de personnes différentes (par le genre, l'âge et l'origine ethnique) qui sourient à la caméra. Du côté droit de l'écran, on voit aussi le contour d'une feuille d'érable tracé en blanc. Lorsque la vidéo commence, toutes les photos se replient les unes sur les autres et finissent par disparaître, et on peut lire en caractères gras blancs « COVID-19 vaccines were authorized quickly. How do we know they are safe? ». L'écran suivant présente la même feuille d'érable dans son coin droit, ainsi qu'un titre, en caractères blancs : « Vaccine Safety. COVID-19 Vaccines Explained »; les mots « vaccine safety » sont en gras. La vidéo met alors en scène M^{me} Supriya Sharma, conseillère médicale principale à Santé Canada, qui explique ce qui suit : « COVID-19 vaccines went through exactly the same type of review that any

vaccine would. In Health Canada, we have dedicated special teams that are only reviewing these vaccines and they look at the same amount of data as they would for any vaccine that would be authorized in Canada, they just do that faster. So the teams are only working on one COVID-19 vaccine at a time, they are working 24/7 and they are making sure that all of the data shows us that these vaccines are safe and effective and that ultimately the benefits outweigh the potential risks ». La scène suivante revient au fond bleu-gris, où l'on peut lire en caractères gras blancs au haut de l'écran : « Got questions? ». En dessous, trois bulles de texte indiquent, en caractères bleu-gris sur un fond blanc : « Are the vaccines effective? », « Are side effects common? », « What is an mRNA vaccine? ». Sur l'écran suivant, on peut lire, en caractères gras blancs, les mots « Good. We've Got Answers », suivis de « Canada.ca/covid-vaccine » en caractères blancs. À la fin de la publicité, on voit un écran blanc où apparaît le mot-symbole du gouvernement du Canada et on entend simultanément la signature sonore du gouvernement du Canada.

Les participants ont trouvé la vidéo efficace, motivante et instructive. L'approche adoptée et les renseignements fournis leur paraissaient rassurants et leur donnaient l'impression que le gouvernement du Canada faisait preuve de plus d'ouverture, d'honnêteté et de transparence au sujet des vaccins.

Dans le groupe de participants qui avaient fait part de leur réticence à la vaccination, plusieurs ont indiqué que le caractère éducatif de la vidéo avait éveillé leur intérêt. Ils ont noté qu'elle était encourageante et les incitait à considérer les faits. Sans nécessairement les amener à se faire vacciner, elle paraissait à de nombreux participants de ce groupe pouvoir leur être utile au moment de prendre leur décision. Le sérieux de son propos leur convenait et ils aimaient tout particulièrement qu'elle indique le site Web à consulter pour trouver des informations complémentaires et des réponses à leurs questions. Certains ont mentionné qu'ils auraient souhaité plus de données sur les vaccins au lieu d'écouter une professionnelle de la santé dont le but, leur semblait-il, était de les convaincre de l'innocuité de ces produits. D'autres ne se trouvaient toujours pas assez informés sur leurs effets secondaires et leurs risques potentiels. Enfin, quelques-uns ont avoué y voir moins clair qu'avant, puisqu'ils s'interrogeaient maintenant sur les risques associés aux différents types de vaccins offerts.

Dans l'ensemble, toutefois, la plupart des participants estimaient que cette vidéo axée sur les faits et l'information complétait bien la publicité, plus percutante émotionnellement. Ils trouvaient que la vidéo renfermait des renseignements importants et répondait à une bonne partie des questions que les gens se posent au sujet de la vaccination, par exemple sur son efficacité, les mesures prises pour tester et approuver les vaccins, la rapidité de leur mise au point et les sources d'information complémentaire disponibles.

Bien que certains participants aient trouvé que la vidéo répondait à la plupart de leurs interrogations relatives aux vaccins, surtout en ce qui concerne leur développement accéléré, d'autres avaient toujours des questions ou des réserves. Entre autres, ils souhaitaient entendre de la bouche de personnes vaccinées comment elles se sentaient une ou deux semaines après leur rendez-vous. D'autres questions ont aussi été soulevées :

- Les vaccins pourraient-ils avoir une incidence sur la fertilité et la grossesse?
- Quelle est l'action physiologique du vaccin? Comment est-il métabolisé?
- Comment se sent-on tout de suite après l'inoculation?
- Dans quelle mesure les vaccins sont-ils efficaces? Sont-ils efficaces contre les variants?
- Comment les différents vaccins offerts se comparent-ils en termes d'efficacité?

- Un intervalle de trois ou quatre mois entre la première et la deuxième dose est-il trop long?
- Des injections de rappel seront-elles nécessaires?
- Recueille-t-on des données sur les effets secondaires des vaccins et leurs conséquences à long terme? Le gouvernement du Canada dispose-t-il d'un plan pour gérer ces effets s'ils s'avèrent problématiques?

Perspectives sur l'après-vaccination (tous les lieux)

Les participants ont eu une discussion sur l'impact de la vaccination et sur l'utilité de maintenir les mesures de santé publique une fois que tous les Canadiens qui le souhaitent auront été vaccinés. La plupart pensaient qu'à la lumière de la menace des variants, les principales mesures et pratiques de santé publique étaient susceptibles de rester en vigueur encore quelque temps, notamment :

- Le lavage des mains et l'installation de nouveaux postes sanitaires;
- Le port du masque, en particulier dans les lieux publics clos comme les épiceries, les hôpitaux et les cliniques médicales, et les avions;
- La distanciation physique dans les lieux où des contacts étroits peuvent se produire, par exemple dans les magasins d'alimentation, les centres d'entraînement, les bureaux et les salles de classe;
- Les limites au nombre de personnes autorisées à se rassembler;
- Certaines restrictions de voyage, en particulier vers des pays qui présentent de faibles taux de vaccination, des taux élevés de transmission ou des signes de propagation des variants.

Tout en reconnaissant qu'une vaccination généralisée produirait les conditions voulues pour retrouver un semblant de normalité, la plupart des participants croyaient que la « nouvelle normalité » ne ressemblerait pas forcément à l'ancienne. Ils assimilaient les changements d'attitude et de comportement depuis la pandémie à ce qui s'est passé après les attentats terroristes du 11 septembre 2001; autrement dit, ils s'attendaient à ce que l'expérience de la COVID-19 modifie pour de bon le fonctionnement social, surtout chez la « génération COVID-19 ». Certains participants avaient l'impression que la pandémie avait eu des effets irréversibles sur l'économie et que les entreprises ayant modifié leur modèle opérationnel (par exemple, en déplaçant leurs activités en ligne) n'allaient sans doute pas retourner à leurs anciennes façons de faire.

Par ailleurs, sachant que 20 à 30 pour cent de la population hésitait à se faire vacciner, quelques participants ont fait remarquer qu'il serait malavisé de lever toutes les restrictions sanitaires en vigueur. Beaucoup ne voyaient pas d'inconvénient à ce que l'on maintienne certaines mesures de santé publique et espéraient même que ce serait le cas. De leur point de vue, les gens s'étaient généralement bien adaptés aux circonstances, en particulier au télétravail, et les restrictions avaient apporté des améliorations à leur qualité de vie.

En contrepoint, plusieurs participants ont noté qu'une forte pression émanait de certains segments de la population en faveur du retour à la normale et de la reprise des sorties sociales et familiales. Il leur semblait donc inévitable que diverses mesures de précaution finissent par être assouplies ou supprimées.

Lorsque nous leur avons demandé s'il pourrait être nécessaire de rétablir certaines restrictions à cause des variants, beaucoup pensaient que les injections de rappel permettraient de parer à cette éventualité. De l'avis de plusieurs, la COVID-19, ses variants ou d'autres virus allaient devenir un aspect normal de la vie et de la santé publique, et les gouvernements devaient donc se préparer à d'éventuels confinements. Dans la même veine, certains participants supposaient que la COVID-19 susciterait des recherches en vue de la mise au point rapide d'un nouveau vaccin qui viendrait s'ajouter au calendrier d'immunisation systématique des enfants.

Frontières et restrictions de voyage liées à la COVID-19 (tous les lieux)

De nombreux participants étaient au courant des restrictions de voyage actuellement en vigueur au Canada, notamment celles-ci :

- La recommandation d'éviter les voyages non essentiels;
- La suspension des vols en provenance de l'Inde et du Pakistan;
- L'obligation de fournir la preuve d'un résultat négatif à un test de dépistage de la COVID-19 pour entrer au pays;
- Trois jours d'isolement dans un hôtel désigné par le gouvernement, aux frais du voyageur;
- Une quarantaine de deux semaines pour ceux qui arrivent ou qui rentrent au Canada;
- L'imposition d'amendes aux voyageurs qui enfreignent les règles.

Outre ce qui précède, certains participants ont mentionné l'interdiction de se déplacer entre certaines provinces, la fermeture des points frontaliers terrestres entre le Canada et les États-Unis à moins de raisons essentielles, les restrictions à l'entrée des étudiants étrangers, et l'obligation de porter un masque à bord des avions.

À la suite de notre question sur les restrictions de voyage, les participants ont spontanément commenté leur efficacité. Elles prêtaient à confusion, selon certains, à cause des règles différentes appliquées aux voyages par voie terrestre et par voie aérienne et de la variabilité des restrictions inter ou intraprovinciales. D'autres avaient l'impression que beaucoup de gens ne les respectaient pas, soit en passant outre la quarantaine, soit en présentant des tests de dépistage falsifiés. Plusieurs s'inquiétaient que certaines personnes qualifient leurs déplacements d'essentiels alors qu'ils ne l'étaient probablement pas, ce qui expliquerait le volume important de voyageurs aériens en partance ou à destination du Canada. Quelques participants se sont dits préoccupés par le fait que les compagnies aériennes tournaient à plein régime, sans intégrer de mesures de distanciation physique dans leurs plans d'attribution des places. D'après quelques autres, une adoption précoce des restrictions de voyage aurait permis d'aplatir la courbe de la pandémie beaucoup plus rapidement.

Lorsque nous avons donné plus de détails aux participants au sujet des restrictions de voyage en vigueur, celles-ci ont recueilli l'assentiment général. Les participants estimaient néanmoins que leur application devrait être plus rigoureuse et valoir aussi bien pour les déplacements par voie terrestre

que par avion. Quelques-uns ont recommandé de suspendre tous les voyages aériens, à titre préventif, pour réduire la transmission des nouveaux variants. De l'avis de certains, il aurait fallu à tout le moins interdire les voyages depuis le Royaume-Uni lorsque ce pays était aux prises avec une propagation galopante des variants de la COVID-19. Plusieurs ont également noté que le fait d'avoir suspendu les liaisons avec l'Inde et le Pakistan n'empêchait pas les résidents de ces pays d'entrer au Canada par des voies indirectes ou en empruntant d'autres parcours de vol. Selon eux, aucun ressortissant de ces pays ne devrait être admis au Canada pour le moment. D'autres pensaient que tous les voyages motivés par des raisons autres qu'une urgence ou des obligations professionnelles devraient être strictement interdits. En définitive, aux yeux des participants, le bien-être sociétal passait avant les libertés individuelles, même si plusieurs reconnaissaient que le maintien des restrictions serait un irritant pour certains Canadiens.

À la question de savoir à quel moment le gouvernement du Canada devrait assouplir les restrictions, les participants ont hésité à avancer une date. La plupart s'entendaient pour dire que trois grands facteurs devraient guider cette décision : un taux de vaccination élevé (dans l'idéal, proche du seuil d'immunité collective) ainsi qu'un faible nombre de cas et d'hospitalisations (pour éviter d'engorger les hôpitaux).

Dans les faits, les participants croyaient important d'atteindre un stade où la pandémie serait bien plus gérable – c'est-à-dire où le virus serait endémique plutôt qu'épidémique. Certains ont également soutenu que l'introduction du passeport vaccinal et des tests de dépistage rapide de la COVID-19 aux aéroports étaient des conditions préalables pour alléger les restrictions de voyage. Beaucoup se sont prononcés fermement en faveur du maintien des restrictions jusqu'à ce qu'une plus grande partie de la population soit vaccinée, pas seulement au Canada mais à l'échelle mondiale. La progression continue des variants était un facteur important justifiant la prolongation des restrictions jusqu'à ce que de nouvelles données confirment que la pandémie est maîtrisée.

En ce qui concerne des restrictions de voyage particulières, plusieurs participants avaient maille à partir avec le séjour obligatoire de trois nuits dans un lieu d'hébergement (un hôtel) désigné en attendant les résultats du test de dépistage de la COVID-19 effectué à l'arrivée. Certains croyaient que le séjour à l'hôtel ne devrait plus être imposé, le jugeant coûteux et inefficace. À l'inverse, d'autres étaient réticents à ce qu'on élimine cette restriction trop rapidement et croyaient que cette mesure s'imposait tant que plus de Canadiens ne seraient pas entièrement vaccinés.

Au chapitre des exemptions de voyage accordées à certains pays affichant des taux de vaccination élevés ou un faible nombre de cas, la plupart des participants trouvaient logique d'aborder la réouverture au cas par cas. D'après eux, afin d'atténuer les risques, on ne devrait ouvrir la frontière qu'aux pays qui satisfont à ces critères. Plusieurs participants ont aussi fait valoir que la principale exigence devrait reposer sur la preuve de vaccination et non le pays d'origine. Dans l'ensemble, l'approche qui paraissait la plus responsable, pour protéger les Canadiens et les voyageurs étrangers, consistait à ouvrir les frontières uniquement aux personnes vaccinées. Plusieurs participants ont également indiqué que les voyageurs entièrement vaccinés devraient être exemptés de l'obligation de quarantaine à leur arrivée au Canada. Le passeport vaccinal était vu comme un élément clé dans ce

contexte; certains préconisaient d'ailleurs la création d'un document universel, pour éviter un système plus complexe où chaque pays instaurerait son propre passeport vaccinal.

Pour ce qui est de la frontière canado-américaine, les participants ont salué la décision du gouvernement du Canada d'interdire les déplacements non essentiels en provenance ou à destination des États-Unis. Beaucoup croyaient cette mesure nécessaire; ils ont souligné la différence d'approche en matière de santé publique du Canada et des États-Unis, qui leur semblait avoir eu une incidence sur les taux de vaccination, le nombre d'hospitalisations, la fréquence des tests et le bilan des cas dans les deux pays. Quelques participants ont mentionné que les risques liés à l'ouverture de la frontière avec les États-Unis devraient être déterminés de la même façon que pour tout autre pays.

La question de savoir si les équipes sportives professionnelles devraient bénéficier ou non de certaines exemptions à la frontière a fait débat dans chacun des groupes. Certains participants trouvaient qu'on ne devrait pas faire d'exception pour les athlètes professionnels, puisque le virus posait une menace pour eux comme pour leur entourage. Plusieurs ont fait remarquer que le risque d'accroître la propagation communautaire de la COVID-19 était considérable, vu le nombre de personnes mobilisées dans la tenue d'événements sportifs professionnels et les interactions fréquentes des joueurs avec les médias. Dans l'ensemble, cependant, la plupart des participants considéraient que l'exemption envisagée était conforme à celle accordée pour les voyages d'affaires essentiels; ils n'y voyaient pas de problème du moment que les mesures de sécurité et de contrôle appropriées étaient en place, par exemple loger tous les joueurs dans le même hôtel et minimiser leurs contacts avec d'autres, y compris les membres de leur famille.

Passeports Vaccinaux (résidents de la GRM fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque, leaders d'opinion âgés de 65 ans ou plus du Canada atlantique, parents du nord de l'Ontario qui ont des enfants à la garderie, aînés du Manitoba ayant reçu une première dose du vaccin contre la COVID-19, résidents de Saskatoon et de Regina fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque, résidents des Cantons-de-l'Est qui sont réticents à la vaccination, leaders d'opinion de l'est de l'Ontario)

Nous avons abordé la question des « passeports » vaccinaux dans plusieurs groupes de discussion, en nous intéressant à ce que les participants avaient entendu à leur sujet, à leur utilisation dans différents

scénarios (p. ex., pour voyager au Canada et à l'étranger, et pour participer à des événements) et aux enjeux qu'ils posent en matière de respect de la vie privée.

La plupart des participants étaient au courant de l'avènement possible des passeports vaccinaux. Beaucoup avaient entendu dire que le gouvernement du Canada envisageait de créer un tel système de preuve de vaccination et travaillait peut-être déjà à son élaboration. Les participants de certains groupes savaient que le Québec planchait actuellement sur un prototype. D'autres ont fait remarquer que des certificats de vaccination étaient exigés depuis pas mal de temps déjà pour voyager dans certaines régions du monde. À cet égard, l'idée d'un passeport confirmant la vaccination contre la COVID-19 ne leur semblait pas nouvelle.

Dans chacun des groupes, plusieurs participants ont relayé des commentaires négatifs entendus au sujet des passeports vaccinaux ou fait part de leur impression que la perspective d'implanter un tel programme au pays suscitait peu d'enthousiasme au sein de la population. Les réticences qui leur parvenaient aux oreilles tournaient autour des points suivants :

- Les problèmes que cela poserait pour les personnes qui ne souhaitent pas se faire vacciner. Certains estimaient qu'il fallait respecter les choix individuels en la matière et que le droit de voyager ne devrait pas être l'apanage des personnes vaccinées;
- En lien avec ce qui précède, les problèmes que le passeport vaccinal pourrait poser aux gens qui, pour des raisons médicales, ne peuvent pas recevoir le vaccin;
- Les querelles familiales que cette question semble provoquer lorsque les attitudes divergent face à la vaccination;
- L'obligation de présenter des documents, jugée trop intrusive par plusieurs;
- Les répercussions sur l'emploi, dans la mesure où certains employeurs pourraient refuser de donner du travail à des personnes non vaccinées;
- L'argument invoqué par certains que le passeport vaccinal est tout bonnement superflu;
- Les débats semblables ayant cours dans d'autres pays sur les avantages et les inconvénients d'instaurer un système d'attestation vaccinale. De l'avis de certains, ces débats signalaient la nécessité de créer les passeports vaccinaux de façon concertée à l'échelle internationale et l'importance d'une communication claire entre les pays à ce sujet.

Passeports vaccinaux pour les voyages internationaux

Les participants étaient largement favorables aux passeports vaccinaux dans le contexte des voyages internationaux, voyant là un moyen de combattre les nouveaux variants. Certains d'entre eux ont toutefois précisé qu'ils n'appuieraient leur utilisation qu'aux points d'entrée au Canada, et non dans le cadre des activités quotidiennes des Canadiens.

Plusieurs pensaient que les passeports vaccinaux étaient un passage obligé pour la reprise des voyages internationaux. Ils s'attendaient à ce que d'autres gouvernements les adoptent et à ce qu'ils fassent bientôt partie des exigences à respecter pour les Canadiens planifiant un séjour à l'étranger. Ces participants étaient d'avis que le gouvernement du Canada devrait mener d'actives négociations avec

ses homologues ailleurs dans le monde en vue de définir une norme de vaccination commune. Ils croyaient notamment nécessaire d'établir des normes internationales qui précisent quels vaccins, combinaisons de vaccins ou intervalles entre la première et la deuxième dose sont acceptables. Certains se demandaient d'ailleurs pourquoi l'on n'avait pas instauré un système de preuve de vaccination plus tôt, car dans leur optique, l'essentiel de la transmission du virus découlait des voyages internationaux.

Même les participants hostiles à l'idée du passeport vaccinal convenaient que si cette mesure s'imposait, des normes internationales seraient nécessaires. D'autres jugeaient cette exigence raisonnable à l'heure actuelle, mais s'attendaient à ce qu'elle soit temporaire. Ils ne voyaient aucune raison de la maintenir une fois la pandémie résorbée.

Les participants ont soulevé plusieurs éléments de préoccupation au sujet des passeports vaccinaux, faisant écho à ce qui avait été dit au début de la discussion. Beaucoup ont noté que leur mise en œuvre aurait des répercussions sur les libertés civiles, notamment en portant atteinte aux possibilités de voyage des non-vaccinés. Certains sceptiques de l'initiative pensaient qu'elle forcerait les gens à se faire vacciner pour voyager, ce qui leur semblait une contrainte indue. D'autres craignaient qu'elle marque la première étape vers une politique de vaccination obligatoire. S'engager dans cette voie, selon eux, contrevenait directement au droit qu'ont les Canadiens de choisir de se faire vacciner ou non, et risquait de nuire aux perspectives d'emploi des personnes non vaccinées et à leur capacité d'assurer la subsistance de leur famille. Quelques participants ont également signalé que les passeports vaccinaux risquaient de marginaliser davantage encore certaines communautés, dont des groupes minoritaires et des gens qui ne sont pas admissibles à la vaccination pour des raisons médicales. La possibilité d'une discrimination en fonction du statut vaccinal les inquiétait.

Passeports vaccinaux pour les voyages intérieurs

Nous avons demandé aux participants ce qu'ils pensaient de l'adoption éventuelle d'un passeport vaccinal pour les voyages aériens intérieurs. Les opinions à ce sujet étaient partagées, mais de nombreux participants se sont dits ouverts à cette mesure pour autant qu'elle soit temporaire. Plusieurs voyaient les preuves de vaccination comme un outil pertinent dans l'immédiat, question de contenir la situation sanitaire jusqu'à ce que le Canada atteigne l'immunité collective.

Plusieurs avaient entendu parler des enjeux posés par les passeports vaccinaux sur le plan des droits de la personne. Ils estimaient cependant que les avantages de l'immunisation pour la santé publique l'emportaient sur l'inconvénient d'avoir à présenter une preuve de vaccination ou sur les arguments de ceux qui y voyaient un affront à leurs droits garantis par la Charte. D'autres ont cité la menace des variants – en particulier le variant delta – comme une raison impérieuse d'exiger le passeport vaccinal pour les vols intérieurs.

Certains participants souhaitaient la mise en place des passeports vaccinaux pour les voyages intérieurs afin de pouvoir plus facilement rendre visite à des parents et amis qu'ils n'avaient pas vus, dans bien des cas, depuis le début de la pandémie. Ils ont cité la bulle atlantique comme l'exemple d'une situation où un tel document serait utile, supposant qu'il leur permettrait de voyager dans la

région sans faire de quarantaine ou à tout le moins de réduire la durée de leur isolement. D'autres participants réceptifs au concept le trouvaient surtout pertinent dans le cas des voyages aériens, vus comme le principal vecteur de transmission du virus et comme une activité plus risquée que les voyages en voiture, par exemple.

En parallèle, de nombreux bémols ont été formulés. Plusieurs participants ont parlé de la logistique des passeports vaccinaux, en se demandant quelle forme ils prendraient (p. ex., seraient-ils intégrés à un passeport, ressembleraient-ils à un permis de conduire, ou s'agirait-il d'une sorte d'attestation numérique?) et dans quels contextes on les exigerait. La possibilité d'une mise en œuvre efficace inspirait également un certain scepticisme. D'autres se demandaient comment les règlements seraient appliqués, et si les personnes ne pouvant être vaccinées auraient droit à des exemptions. Plusieurs s'interrogeaient sur les conséquences du passeport vaccinal pour les familles dont les enfants n'ont pas l'âge minimal requis pour être vacciné, en notant que le passeport rendrait les voyages plus compliqués et plus coûteux.

Une minorité de participants s'opposaient farouchement à l'idée d'un passeport vaccinal pour les voyages intérieurs. Il n'y avait pas lieu de l'exiger, selon eux, puisqu'un passeport ordinaire n'était pas obligatoire pour voyager au Canada. Quelques autres du même camp ont expliqué leurs réticences à l'égard des passeports vaccinaux par le fait que le Canada approchait le seuil d'immunité collective, qui rendrait inutile un système de preuve de vaccination.

Plusieurs ont mentionné que les passeports vaccinaux pourraient être un moyen d'encourager la vaccination. Selon le cas, les participants qui avaient fait ce commentaire croyaient que cette stratégie serait perçue comme constructive ou comme ayant un caractère punitif.

Preuve de vaccination pour assister à des concerts et à des événements sportifs

La discussion a également englobé la question de savoir si l'on devrait exiger une preuve de vaccination pour permettre l'accès à des activités telles que des concerts, des festivals ou des événements sportifs. Comme pour les passeports vaccinaux utilisés dans le contexte des voyages, les participants ont exprimé des points de vue et des sentiments variés à ce sujet. Dans l'ensemble, ils approuvaient davantage l'idée d'exiger une preuve de vaccination pour les voyages aériens que pour la participation à des événements.

Ceux qui étaient favorables à cette mesure estimaient qu'elle aurait un effet positif net sur la santé et le bien-être de la population. Plusieurs ont fait remarquer que s'ils devaient assister à une manifestation de grande envergure, ils souhaiteraient avoir l'assurance que le reste de l'auditoire est vacciné. Les grands rassemblements leur semblaient comporter des risques considérables ou constituer des activités « superpropagatrices ». Certains ont mentionné qu'ils appuieraient la mise en œuvre de ce système s'il permettait de revenir plus rapidement à un semblant de normalité.

Certains participants étaient réceptifs au passeport vaccinal, mais non convaincus pour l'instant de son efficacité. Ils avaient le sentiment que si des données suffisamment concluantes sur l'efficacité de la preuve de vaccination leur étaient présentées, ils se rallieraient à l'initiative. Quelques-uns se disaient

aussi que les gens étaient libres de choisir de participer ou non à un événement, sachant que le public compterait des personnes vaccinées comme non vaccinées.

Plusieurs jugeaient la question peu urgente, car ces types d'événements n'auraient sans doute pas lieu tant que le déploiement des vaccins ne serait pas suffisamment avancé pour rendre caduque l'exigence d'une preuve de vaccination.

La perspective d'une preuve de vaccination rendait maints participants nerveux. D'un point de vue pratique, son application leur paraissait difficile. Ils se demandaient qui en serait responsable et par quels moyens l'on déterminerait avec certitude le statut vaccinal d'un particulier. D'après beaucoup, le fait d'exiger une preuve de vaccination pour des activités autres que les voyages risquait de passer pour une intrusion et un empiétement sur les libertés civiles des Canadiens. L'instauration de ce type de système leur semblait ouvrir la porte à d'autres restrictions prochaines, dont ils se demandaient si elles ne deviendraient pas une caractéristique permanente de la vie au Canada.

Passeports vaccinaux contre la COVID-19 et respect de la vie privée

Nous avons demandé aux participants s'ils croyaient que les passeports vaccinaux poseraient un risque pour la vie privée, sachant qu'un système de preuve de vaccination supposait le transfert de dossiers de vaccination entre différents ordres de gouvernement. Dans bien des cas, la protection de leurs renseignements personnels ne les préoccupait pas outre mesure; comme l'ont mentionné certains, ce genre de partage d'information avait sans doute déjà lieu.

Cela dit, certains avaient des réserves en ce qui concerne la communication d'informations médicales entre divers ordres de gouvernement, et en particulier le risque de piratage de leurs dossiers médicaux qui pourrait en résulter. D'autres participants mal à l'aise avec le concept de passeport vaccinal craignaient qu'il donne lieu à une forme de discrimination fondée sur le statut vaccinal, laquelle se ferait plus fortement sentir au sein des groupes minoritaires. D'autres encore redoutaient que les passeports vaccinaux obligent les gens à fournir d'autres renseignements médicaux que leur état d'immunisation contre la COVID-19. Enfin, même s'il s'agissait d'une opinion peu répandue, certains s'effrayaient à l'idée que ces passeports puissent permettre de suivre les déplacements des Canadiens.

Résultats détaillés – Partie II : autres enjeux

Initiatives proposées dans le budget de 2021 (Canadiens racisés de la RGT qui sont réticents à la vaccination, leaders d'opinion âgés de 65 ans ou plus du Canada atlantique, parents du nord de l'Ontario qui ont des enfants à la garderie, aînés du Manitoba ayant reçu une première dose du vaccin contre la COVID-19, résidents de Saskatoon et de Regina fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque, résidents des Cantons-de-l'Est qui sont réticents à la vaccination, leaders d'opinion de l'est de l'Ontario, parents des basses-

terres continentales qui ont des enfants à la garderie, résidents du sud de l'Ontario, résidents de la région de Québec ayant reçu une première dose du vaccin contre la COVID-19)

Connaissance du budget

Les participants ont fait part de leurs impressions et réactions au sujet du récent budget fédéral. Lorsqu'on leur a posé la question, certains ont mentionné avoir entendu parler du budget, mais la plupart n'en avaient pas eu vent. Plusieurs qui n'avaient pas entendu grand-chose ou n'avaient rien entendu du tout sur le budget ne s'y intéressaient tout simplement pas ou continuaient d'être submergés par les nouvelles et informations concernant la pandémie.

Ceux qui connaissaient un peu le budget se souvenaient de certaines initiatives. La mesure dans laquelle elles ont été citées variait, mais témoignait de l'intérêt que les participants portaient aux initiatives qui les concernaient directement, dont les suivantes :

- L'aide destinée aux personnes âgées, qui a été mentionnée le plus souvent par les personnes appartenant à ce groupe d'âge;
- Le crédit d'impôt pour personnes handicapées;
- Les services de garde d'enfants abordables et le fonds d'aide pour l'éducation des enfants ont été retenus par de nombreux participants, en particulier par ceux ayant des enfants à la garderie;
- Les investissements dans les infrastructures et les initiatives en matière de logement abordable;
- Les investissements dans les collectivités autochtones;
- Le soutien offert aux étudiants de niveau postsecondaire.

D'autres ont formulé des commentaires plus généraux sur le budget, par exemple, qu'il comportait des dépenses élevées ou mettait résolument l'accent sur des enjeux importants pour les femmes.

Invités à dire ce qu'ils pensaient du budget, dans son ensemble, les participants l'évaluaient surtout en termes neutres ou positifs. Beaucoup ont bien accueilli le financement et les initiatives se rapportant à l'accès à des services de garde d'enfants abordables, au logement et à la recherche médicale. Le fait que le budget vise à offrir un soutien concret aux Canadiens afin de les aider à faire face aux difficultés économiques et sociales engendrées par la pandémie de COVID-19 était vu par certains comme une utilisation prudente des fonds publics.

Ceux qui étaient un peu plus critiques s'inquiétaient des répercussions financières des mesures budgétaires proposées et de l'impact qu'elles auraient sur la dette et le déficit du Canada.

Racisme systémique (Canadiens racisés de la RGT qui sont réticents à la vaccination)

La plupart des participants n'avaient pas entendu parler des initiatives visant à lutter contre le racisme systémique et à aider les communautés racisées. Ceux qui les connaissaient en partie ont mentionné que le gouvernement fédéral voulait créer des emplois pour les personnes racisées, en particulier dans le secteur des métiers.

Pour susciter la discussion, nous avons montré aux participants une liste de cinq initiatives contenues dans le budget de 2021 :

- *11 millions de dollars sur deux ans pour permettre à la Fondation canadienne des relations raciales d'intensifier ses efforts destinés à renforcer l'autonomie des Canadiens racisés et à aider les groupes communautaires à lutter contre le racisme sous toutes ses formes;*
- *2 millions de dollars à Sécurité publique Canada pour renforcer ses programmes qui visent à protéger les communautés qui risquent d'être victimes de crimes haineux;*
- *200 millions de dollars afin d'établir un nouveau Fonds de dotation philanthropique dirigé par les Noirs pour contribuer à la lutte contre le racisme envers les Noirs, et améliorer les résultats sur les plans sociaux et économiques dans les communautés noires;*
- *100 millions de dollars pour appuyer les organismes à but non lucratif dirigés par des Noirs afin qu'ils puissent mieux servir les communautés noires du Canada;*
- *172 millions de dollars à Statistique Canada en vue de mettre en œuvre un plan d'action sur les données qui comblera les écarts en matière de données et de connaissances.*

Les opinions relatives à ces initiatives étaient très partagées. Beaucoup considéraient les initiatives comme nécessaires, vu le climat actuel. Ils jugeaient essentiel d'inclure les communautés noires aux possibilités politiques, éducatives, institutionnelles et d'emplois.

Certains participants ont émis des doutes sur la transparence de ces initiatives et la responsabilité à cet égard. Plusieurs recommandaient d'affecter le financement directement aux programmes communautaires et d'en faire bénéficier les groupes qui en ont vraiment besoin. Certains ont salué les mesures prises par le gouvernement fédéral pour s'attaquer aux problèmes sociaux urgents, en émettant comme réserve que les fonds ne serviraient pas à grand-chose s'ils étaient mal distribués.

Un petit nombre de participants ont formulé des bémols sur les objectifs de cette initiative. Ce genre de mesures n'étaient selon eux que de la poudre aux yeux destinée à récolter des appuis, plus particulièrement au sein des minorités racisées.

Enfin, d'autres reconnaissaient que ces initiatives constituaient un pas dans la bonne direction pour lutter contre le racisme systémique, mais remettaient en question la capacité du gouvernement fédéral à les financer en pleine pandémie de COVID-19.

De rares participants se questionnaient sur l'utilisation du terme « Noirs » dans la liste d'initiatives, craignant que cet emploi n'accentue les clivages entre les immigrants.

Aînés (leaders d'opinion âgés de 65 ans ou plus du Canada atlantique, aînés du Manitoba ayant reçu une première dose du vaccin contre la COVID-19)

Dans les deux groupes composés de personnes âgées, résidant respectivement au Canada atlantique et au Manitoba, nous avons demandé aux participants s'ils se souvenaient d'avoir entendu ou lu quelque chose à propos de mesures visant à aider les aînés dans le budget. La plupart ont répondu par la négative, en prenant soin de préciser que s'ils avaient eu vent de telles initiatives budgétaires, ils s'en seraient souvenus.

Par la suite, avant de recueillir les impressions et les réactions des participants, nous leur avons montré une liste d'initiatives touchant les aînés contenues dans le budget fédéral, dont les suivantes :

- *Augmenter de 10 % les paiements réguliers de la Sécurité de la vieillesse (SV) pour les pensionnés de 75 ans ou plus à compter de juillet 2022 en permanence;*
- *Verser un paiement unique de 500 \$ en août 2021 aux pensionnés de la SV qui auront 75 ans ou plus à compter de juin 2022;*
- *Accorder un financement de 3 milliards de dollars sur cinq ans pour assurer l'application des normes relatives aux soins de longue durée et apporter des changements permanents afin de protéger les aînés et d'améliorer leur qualité de vie;*
- *Accorder un financement de 90 millions de dollars sur trois ans, à compter de 2021-2022, afin de lancer l'initiative pour vieillir dans la dignité à la maison qui vise à aider les organismes communautaires à apporter du soutien aux aînés à faible revenu et autrement vulnérables à vieillir chez eux, y compris par le jumelage d'aînés avec des bénévoles qui les aideront à préparer les repas, à faire l'entretien ménager, les courses et ainsi de suite, ce qui amènerait les aînés à rester chez eux plus longtemps.*

La plupart des participants appuyaient toutes les initiatives. Ils ont salué en particulier l'augmentation du financement destiné aux établissements de soins de longue durée (SLD) et l'initiative *Vieillir dans la dignité à la maison*. Les participants ont mentionné que la pandémie avait mis en lumière le besoin d'investir davantage dans de nombreux établissements de SLD et de revoir les normes qui s'y appliquent actuellement. Cela dit, ils reconnaissaient que ces établissements relevaient à la fois du gouvernement fédéral et des gouvernements provinciaux. Certains dont le conjoint ou un parent vivait dans un établissement de SLD ont parlé de leur expérience, en particulier des impacts négatifs sur eux. Ils s'entendaient pour dire que l'industrie comptait beaucoup d'établissements de SLD privés, où la recherche de profits prime, de sorte qu'ils fonctionnent avec un effectif insuffisant et n'adoptent pas une approche axée sur le patient. Ils avaient aussi l'impression que les profits engrangés par les établissements de SLD n'étaient pas suffisamment réinvestis dans les soins fournis aux patients. Les participants ont pris soin d'ajouter que ce n'était pas représentatif de l'industrie dans son ensemble.

Beaucoup étaient favorables au soutien destiné à aider les aînés à vieillir chez eux, estimant que cette approche réduirait la pression exercée sur les établissements de SLD. De l'avis général, les aînés étaient nombreux à vouloir rester chez eux le plus longtemps possible. En outre, étant donné que les aînés canadiens constituent un segment de la population canadienne qui connaît une croissance rapide, plusieurs pensaient qu'une initiative robuste de vieillissement chez soi était essentielle pour atténuer le

fardeau imposé aux établissements de SLD et l'industrie des résidences pour personnes âgées dans l'avenir. De nombreux participants ont par ailleurs souligné l'inégalité des sommes allouées respectivement au secteur des soins de longue durée (3 milliards de dollars sur 5 ans) et à l'initiative *Vieillir dans la dignité à la maison* (90 millions de dollars). Selon eux, permettre aux aînés de rester dans leur maison représente en soi un défi, compte tenu des nombreux soins et de l'aide dont ils ont besoin, parfois à toute heure du jour, pour y arriver. De l'avis de tous, un programme d'une telle ampleur et d'une telle portée nécessiterait l'injection de fonds supplémentaires considérables. Plusieurs ont aussi émis des réserves à propos de la mention d'une approche reposant sur des bénévoles. Ils craignaient que de faire majoritairement appel à des bénévoles ne suffise et qu'il soit difficile d'en recruter assez pour assurer la réussite du programme.

Dans l'ensemble, les participants appuyaient l'initiative visant à augmenter de 10 % les paiements réguliers de la Sécurité de la vieillesse (SV) pour les pensionnés de 75 ans ou plus. Cependant, de rares participants pensaient qu'il fallait abaisser l'âge pour y être admissible à 65 ans. Ces derniers avaient l'impression que les gens de 65 à 74 ans jouent un rôle plus actif dans leur communauté et que la bonification des paiements de la SV des personnes de 65 ans ou plus stimulerait l'économie. Plusieurs participants croyaient toutefois que cette bonification devrait être fondée sur le revenu, au lieu d'être distribuée à tous. D'après eux, les aînés à l'aise financièrement n'avaient pas besoin de paiements de la SV plus élevés.

Bien qu'en faveur des initiatives, la plupart des participants ont mentionné qu'elles n'auraient en ce moment aucun impact direct sur leur situation personnelle.

Invités à se prononcer sur l'application de l'augmentation de 10 % des paiements réguliers de la SV uniquement aux personnes âgées de plus de 75 ans, plutôt qu'à tous les aînés, les participants ont formulé des avis partagés. Certains participants ont réitéré leurs points de vue, à savoir que les personnes de 65 à 74 ans sont généralement plus actives physiquement et socialement; elles ont donc plus de dépenses et sont plus en mesure de trouver des façons de dépenser susceptibles de soutenir et de stimuler l'économie. D'autres participants estimaient que tous les aînés devraient bénéficier de l'augmentation, peu importe leur âge. Ces derniers ont souligné que tous les bénéficiaires de paiements de la SV seraient considérés comme des aînés. De plus, selon eux, quel que soit leur âge, les aînés seraient susceptibles d'engager des dépenses supplémentaires liées à la santé ou d'autres natures. Plusieurs participants étaient indifférents ou appuyaient fermement l'initiative, estimant que le gouvernement fédéral avait sûrement fait les recherches préliminaires nécessaires pour étayer leur décision d'augmenter uniquement les paiements des pensionnés d'au moins 75 ans.

Pour conclure la discussion sur ce sujet, nous avons demandé aux participants s'ils trouvaient logique d'accorder une aide supplémentaire uniquement aux personnes âgées de plus de 75 ans, à la lumière d'études ayant démontré que les aînés qui sont plus âgés ont des dépenses plus élevées. Bon nombre de participants étaient généralement d'accord, conscients que les aînés plus âgés pouvaient avoir des dépenses plus élevées sur certains plans, notamment en matière de santé (p. ex., pour les médicaments sur ordonnance), parce qu'ils ont besoin d'aide pour entretenir leur maison et pour des services de transport.

Garde d'enfants (parents du nord de l'Ontario qui ont des enfants à la garderie, parents des basses-terres continentales qui ont des enfants à la garderie)

Deux groupes de parents ayant des enfants à la garderie ont pris part à des discussions portant sur les initiatives du budget de 2021 qui visaient à réduire les frais de garde d'enfants, en plus d'accroître le nombre de places en garderie. Nous avons demandé aux participants de donner leur point de vue sur ces initiatives et de préciser s'ils pensaient que le gouvernement du Canada devrait investir dans les services de garde d'enfants.

Les participants ont parlé surtout en termes élogieux des mesures de réduction des frais de garde d'enfants prévues au budget. Le fait de ramener les frais de garde d'enfants à 10 \$ par jour en moyenne allait selon eux avoir un impact considérable.

Les participants des deux groupes croyaient fermement qu'il fallait que le gouvernement du Canada investisse dans les services de garde d'enfants.

Initiatives du budget de 2021 en matière de garde d'enfants

Pour susciter la discussion, nous avons montré aux participants une liste d'initiatives contenues dans le budget de 2021 :

- *Collaborer avec ses partenaires provinciaux, territoriaux et autochtones en vue d'établir un système pancanadien d'apprentissage et de garde des jeunes enfants. Pour soutenir cette vision, Budget 2021 prévoit de nouveaux investissements totalisant jusqu'à 30 milliards de dollars au cours des cinq prochaines années, et 8,3 milliards de dollars sur une base permanente, pour la garde des jeunes enfants.*
- *Ceci permettrait une réduction de 50 % des frais moyens des services d'apprentissage et de garde des jeunes enfants réglementés dans toutes les provinces à l'extérieur du Québec, à livrer avant ou pour la fin de 2022.*
- *Une moyenne de 10 \$ par jour d'ici 2025 à 2026 pour toutes les places autorisées en garderie au Canada.*
- *La croissance annuelle permanente des places en garderie abordables de qualité partout au pays.*
- *Améliorer et élargir les services de garde avant et après l'école afin d'offrir une plus grande souplesse aux parents qui travaillent.*
- *La collaboration avec les provinces et les territoires pour soutenir principalement les fournisseurs de services de garde d'enfants du secteur sans but lucratif en vue d'accroître le nombre de places de qualité partout au pays.*
- *Développer une main-d'œuvre de plus en plus qualifiée pour faire en sorte que les éducateurs de la petite enfance soient au cœur du système avec un salaire médian de 19,20 \$ par heure.*
- *Établir une base de référence solide de données communes accessibles au public par rapport auxquelles il sera possible de mesurer les progrès, de rendre des comptes aux Canadiens et de contribuer à l'amélioration continue du système.*

En général, les participants appuyaient les initiatives. Ils ont été nombreux à saluer les initiatives visant à réduire les frais de garde d'enfants, à commencer par la mise en place d'un tarif moyen de 10 \$ par

jour. Cette initiative arrivait à point nommé selon eux et était susceptible d'avoir des effets positifs sur la situation financière des parents. Les divers groupes avaient la profonde conviction que ces initiatives auraient des impacts concrets et directs dans la vie des participants.

Beaucoup ont parlé des frais de garde d'enfants qui sont élevés et plombent les finances de certaines familles. Ils ont ajouté qu'il était de plus en plus difficile de trouver des places en garderie. Plusieurs pensaient que la réduction des frais à déboursé par les familles à un tarif moyen de 10 \$ par jour aurait un impact immense, non seulement sur leurs finances personnelles et leurs possibilités, mais aussi sur les autres familles. Ils estimaient que ces initiatives seraient particulièrement bénéfiques pour les mères au travail. Certains ont dit qu'une fois que ce plan aura été pleinement mis en œuvre, il n'aurait pas vraiment d'impact pour eux, car leurs enfants seraient rendus trop vieux pour fréquenter la garderie. Ces participants continuaient néanmoins d'appuyer l'initiative.

Une confusion régnait quant à la façon dont fonctionnerait le programme de garde d'enfants à 10 \$ par jour; ainsi, des participants croyaient que le 10 \$ renvoyait au montant qui serait subventionné. De plus, certains doutaient de la viabilité d'une telle politique sur le plan budgétaire. Ceux qui se demandaient si le gouvernement du Canada avait les moyens d'instaurer cette politique recommandaient de l'appliquer en fonction des revenus plutôt qu'à tout le monde, ou d'étendre l'application des prestations et des crédits d'impôt offerts.

L'initiative visant à augmenter le salaire médian des éducatrices et éducateurs a été très bien accueillie. Les participants qui ont cité cette initiative convenaient que les salaires actuels étaient trop bas et que pour avoir accès aux meilleurs services de garde d'enfants qui soient, il fallait les augmenter. Parmi ceux en faveur d'une telle augmentation, certains estimaient qu'un salaire horaire médian de 19,20 \$ était encore insuffisant.

Les participants craignaient les impacts négatifs que les initiatives pourraient avoir sur le nombre de jeunes apprenants par classe et la qualité de l'éducation. À leur avis, ces politiques pouvaient entraîner une augmentation des effectifs par classe et une détérioration de la qualité de l'éducation générale.

Lorsque nous leur avons demandé s'ils croyaient que les échéanciers fixés pour ces initiatives étaient réalisables, les participants ont émis des doutes. Certains jugeaient que l'échéancier prévoyant une mise en œuvre complète d'ici 2025 à 2026 était nettement suffisant, tandis que d'autres craignaient qu'un déploiement rapide n'ait des effets négatifs et non voulus, notamment sur la qualité de l'éducation offerte aux jeunes enfants.

Après la discussion sur les diverses initiatives du budget 2021, les participants ont été invités à dire s'ils jugeaient important que le gouvernement du Canada investisse dans les services de garde des jeunes enfants.

Ils étaient nombreux à croire qu'investir dans les services de garde d'enfants devrait être une priorité de premier plan du gouvernement du Canada. Les participants ont fourni diverses explications quant à l'importance qu'ils accordent à ces investissements. Pour plusieurs, les investissements dans les services de garde d'enfants donnaient un précieux coup de main aux familles, car ils permettaient aux deux parents de travailler, en plus d'éliminer un obstacle majeur qui empêchait beaucoup de mères de réintégrer le marché du travail. Ce sont surtout les femmes qui s'occupent des enfants et en finançant

des programmes et initiatives en matière de garde d'enfants, ont-ils dit, le gouvernement fédéral pouvait compenser cette inégalité.

Aux yeux de certains, investir dans les services de garde d'enfants s'apparentait à investir dans l'économie, maintenant et au profit des générations futures. Le fait d'aider les parents à demeurer sur le marché du travail présentait un avantage immédiat selon plusieurs, tandis que d'autres jugeaient qu'il aiderait aussi les parents à épargner. Par ailleurs, un certain nombre de participants ont souligné l'importance de l'éducation des jeunes enfants à long terme dans la formation de membres productifs de la société.

Pour d'autres, des investissements accrus dans les services de garde d'enfants étaient importants pour contrebalancer la hausse des dépenses à acquitter pour élever des enfants et celle du coût de la vie en général.

Lorsque nous avons évoqué l'idée qu'en raison du déficit national, certains s'opposeraient à une augmentation du financement des services de garde d'enfants, les participants estimaient que les avantages à long terme d'un tel investissement étaient supérieurs aux coûts financiers. Parmi ceux qui ne craignaient pas les possibles répercussions sur le déficit, plusieurs estimaient qu'un plus grand nombre de parents sur le marché du travail et des générations futures mieux éduquées auraient un effet bénéfique sur l'économie. Des participants pensaient par ailleurs qu'au lieu d'accroître le déficit, il était possible de financer ces programmes en réaffectant les fonds alloués à d'autres mesures.

Logement (parents des basses-terres continentales qui ont des enfants à la garderie, résidents du sud de l'Ontario, résidents de la région de Québec ayant reçu une première dose du vaccin contre la COVID-19)

Les questions de logement ont été abordées dans les groupes des basses-terres continentales de la Colombie-Britannique, du sud de l'Ontario et de la région de Québec. La discussion visait à recueillir les opinions des participants sur le marché de l'habitation dans leur région et sur les mesures et les initiatives prises par le gouvernement du Canada en matière de logement abordable.

Ces derniers pensaient que les prix des logements avaient augmenté au cours de la dernière année, notamment en raison des facteurs suivants :

- Les problèmes d'offre et de demande ont été évoqués par de nombreux participants, plus précisément le nombre limité de logements dans leur région et la forte demande de la part des acheteurs. Certains ont fait remarquer que les prix des logements avaient augmenté de façon marquée autant dans les grandes villes que dans les régions avoisinantes et les petites municipalités, car les acheteurs potentiels allaient s'y établir dans l'espoir de trouver un logement plus abordable;
- Concernant ce qui précède, le resserrement de l'offre était aussi attribuable à l'affluence d'acheteurs et d'investissements étrangers dans le marché immobilier canadien, en particulier dans les basses-terres continentales;

- Les terrains sur lesquels on peut « difficilement bâtir » de certaines villes était considérée comme un facteur, qui tirait à la hausse les prix demandés aux promoteurs et faisait en sorte qu'ils refilaient cette augmentation aux acheteurs;
- L'inflation générale et la hausse du coût des travaux et des matériaux de construction;
- Les taux relativement bas des prêts hypothécaires.

Certains participants ont ajouté que beaucoup de parents empruntaient sur la valeur nette de leur maison pour aider financièrement leurs enfants qui autrement ne pourraient pas réunir la mise de fonds nécessaire pour acheter une propriété. Il s'agissait selon eux d'un phénomène assez récent qui illustre les obstacles importants auxquels se butent les acheteurs dans certains marchés (p. ex. à Vancouver), à commencer par les jeunes qui achètent une première propriété.

Nous avons demandé aux participants quel palier de gouvernement était le plus en mesure de contrôler les prix des logements, ou s'il n'était pas préférable de laisser les tendances du marché dicter les prix. Beaucoup jugeaient que les municipalités et les provinces pouvaient avoir le plus d'impact en la matière. Ils ont dit que les administrations municipales prenaient davantage part aux études sur l'utilisation des terres et aux activités d'urbanisme et avaient plus d'interactions avec les promoteurs dans leur communauté. Certains ont ajouté que la surveillance exercée par le gouvernement provincial à l'égard de l'aménagement urbain à l'échelle régionale avait aussi un certain effet sur les prix des logements, y compris sa capacité à prélever des impôts sur les immeubles de placement.

Quelques participants ont ajouté que le rôle du gouvernement fédéral dans l'établissement d'un seuil et de règles concernant l'admissibilité à un prêt hypothécaire (y compris les exigences relatives à la mise de fonds et à l'assurance prêt hypothécaire) influait aussi sur la demande de logements, et au bout du compte, sur leurs prix. D'autres pensaient que le gouvernement fédéral devrait en faire plus pour aider les acheteurs d'une première maison.

De l'avis d'un petit nombre de participants, les divers paliers de gouvernement n'exerçaient qu'une influence minimale sur les prix des logements et ne jouaient aucun rôle particulier à l'égard de l'offre, de la demande et des prix des logements. Selon certains d'entre eux, les gouvernements ne devraient pas intervenir activement dans le marché de l'habitation.

Invités à dire si le gouvernement du Canada avait fait quoi que ce soit pour venir en aide aux personnes qui souhaitaient accéder à la propriété, les participants ont cité plusieurs mesures, dont les suivantes :

- La mise en œuvre du régime d'accession à la propriété (RAP), un programme qui permet aux acheteurs de retirer de leurs régimes enregistrés d'épargne-retraite (REER) pour acheter ou construire une habitation admissible;
- Les rabais et les crédits d'impôt applicables à l'achat d'une première habitation, en général;
- Les prêts et subventions pour l'achat d'une première propriété ainsi que l'aide qu'offre la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL). Certains ont mentionné un site Web du gouvernement du Canada sur lequel on peut trouver d'autres renseignements sur ces types de programmes.

Nous avons ensuite présenté les renseignements suivants aux participants sur les mesures contenues dans le budget de 2021 en matière de logement abordable :

Le budget propose d'avancer et de réaffecter des fonds précédemment annoncés afin de :

- *Accélérer la création de nouvelles unités et de réparer des unités existantes;*
- *Appuyer les coûts de construction, de réparation et d'exploitation d'environ 560 logements de transition et places en refuge pour les femmes et les enfants qui fuient la violence;*
- *Appuyer la conversion des locaux commerciaux vacants (p. ex. locaux de commerce de détail et espace à bureaux) en logements locatifs.*

Les participants ont accueilli favorablement ces initiatives, en particulier le soutien à la conversion des locaux commerciaux vacants. Plusieurs ont cependant formulé des préoccupations concernant les propositions. Même s'ils étaient généralement en faveur des logements destinés aux groupes à faible revenu qui permettraient d'héberger les femmes et les enfants qui fuient la violence, ils craignaient que l'on crée ce faisant des « ghettos domiciliaires ». Ils voulaient s'assurer que ces logements de transition seraient pleinement intégrés au reste de la communauté. Ces propositions ne réglait qu'en partie le problème de logements abordables au Canada selon d'autres, qui s'attendaient à ce que plus de mesures s'adressent à la population générale d'acheteurs d'habitation. De plus, le fait de confier aux promoteurs le mandat de construire des logements subventionnés ou de transition risquait selon certains d'engendrer des coûts plus élevés pour les autres acheteurs de propriété, car les promoteurs chercheraient des moyens de couvrir ce qu'il leur en coûte pour bâtir des logements à loyer modique. Plusieurs autres souhaitaient que ces initiatives soient mises en œuvre rapidement.

La discussion a ensuite porté sur les projets du gouvernement du Canada visant à taxer l'utilisation improductive des logements canadiens par des propriétaires étrangers non résidents ou « taxe sur les acheteurs étrangers » dont quelques participants avaient entendu parler. Pour susciter les échanges, nous avons fourni ces renseignements supplémentaires aux participants :

Le budget propose également une taxe nationale annuelle de 1 % qui s'appliquerait sur la valeur des biens immobiliers résidentiels considérés comme vacants ou sous-utilisés appartenant à des propriétaires étrangers non résidents. Le gouvernement fédéral estime que cette taxe pourrait augmenter les recettes fédérales de 700 millions de dollars sur quatre ans, à compter de 2022-23. En vertu de cette taxe, tous les propriétaires, autres que les citoyens canadiens ou les résidents permanents du Canada, devront produire une déclaration concernant l'utilisation actuelle du bien. Des sanctions importantes seront imposées à ceux qui ne le feront pas.

Les participants appuyaient cette initiative, mais certains d'entre eux jugeaient qu'une taxe de 1 % était trop petite pour décourager les acheteurs étrangers d'entrer sur le marché de l'habitation canadien ou d'y exercer des activités. Beaucoup estimaient qu'une distinction devait être établie entre les biens immobiliers complètement vacants qui ont de toute évidence été acquis à des fins spéculatives ou de placement et les autres logements que les propriétaires utilisaient sinon à temps plein, du moins à l'occasion. Il fallait selon eux imposer une taxe plus élevée à la première catégorie. Invités à dire s'ils pensaient que cette initiative aurait un impact sur le marché du logement, ils croyaient qu'une taxe de 1 % était trop basse, compte tenu de la richesse et du pouvoir d'achat des investisseurs étrangers.

Certains étaient convaincus que les acheteurs étrangers parviendraient à trouver des échappatoires fiscales ou des moyens de contourner l'obligation de payer cette taxe, tandis que d'autres avaient peur que l'imposition de cette taxe nuise au marché locatif. Des participants jugeaient cependant que cet enjeu touchait surtout les plus grands marchés immobiliers comme la région du Grand Toronto et Vancouver et que l'initiative aurait peu d'impact dans les autres régions.

Nous avons également questionné les participants au sujet du nouveau test de résistance des prêts hypothécaires. Dans l'ensemble, ils le connaissaient peu; le niveau de connaissance était plus élevé dans certains groupes et moindre dans d'autres groupes. Quelques participants craignaient que la majoration du taux utilisé dans le test de résistance n'ajoute aux défis auxquels font face les jeunes qui veulent accéder au marché de l'habitation. Avant de poursuivre, nous avons montré le complément d'information suivant aux participants :

Récemment, le Bureau du surintendant des institutions financières du gouvernement du Canada a annoncé un resserrement des règles relatives au test de résistance des prêts hypothécaires pour les acheteurs de maison ayant des prêts hypothécaires assurés et non assurés (prêts hypothécaires résidentiels avec une mise de fonds de 20 % ou plus) à compter du 1^{er} juin 2021. Le taux admissible minimal applicable aux prêts hypothécaires non assurés augmentera au taux contractuel majoré de deux points de pourcentage, ou à 5,25 %, selon le plus élevé des deux taux.

Dans l'état actuel des choses, tout acheteur dont la mise de fonds sur une habitation est inférieure à 20 % du prix d'achat doit montrer qu'il serait en mesure d'effectuer ses paiements hypothécaires si le taux d'intérêt était de deux points de pourcentage plus élevé que ce que la banque lui propose, ou s'il était équivalent au taux de référence de cinq ans publié par la Banque du Canada, actuellement de 4,79 %, selon le plus élevé des deux taux.

À la lumière de ces précisions, la plupart des participants ont bien réagi, voyant le resserrement des règles relatives au test de résistance des prêts hypothécaires comme un filet de sécurité destiné à protéger les consommateurs, notamment du surendettement. De rares participants ont formulé des préoccupations. Un meilleur équilibre s'imposait selon eux entre l'aide offerte aux acheteurs d'une première habitation et le maintien au Canada d'un marché du logement abordable, qui fonctionne bien.

D'autres détails sur cette question ont été fournis. Ainsi, nous avons informé les participants que la Banque du Canada avait souligné que de nombreux ménages avaient contracté des prêts hypothécaires importants par rapport à leur revenu, ce qui limitait encore plus leur flexibilité pour affronter un choc financier comme la perte d'un emploi et que la dette totale des ménages avait augmenté de 4 % depuis le début de la pandémie. La connaissance de ces informations a conforté les participants qui appuyaient les modifications au test de résistance des prêts hypothécaires; certains recommandaient toutefois de le revoir après la pandémie, car le marché de l'emploi et la situation économique seraient alors fort différents.

Ligne 5 d'Enbridge (résidents de Saskatoon et de Regina fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque, résidents des Cantons-de-l'Est qui sont réticents à la vaccination, leaders d'opinion de l'est de l'Ontario)

Les participants de trois groupes ont pris part à une discussion sur la ligne 5 d'Enbridge. Pour commencer, nous leur avons demandé ce qu'ils connaissaient de cet enjeu. Les participants de Saskatoon et de Regina semblaient les mieux renseignés, contrairement aux deux autres groupes, qui en savaient peu à ce sujet. Ceux qui étaient familiers avec la ligne étaient au courant qu'elle reliait les États-Unis et le Canada et qu'elle avait été fermée ou menacée de fermeture. Certains participants confondaient la ligne 5 avec l'oléoduc de Colonial Pipeline qui avait été fermé récemment États-Unis à la suite d'une cyberattaque.

Avant de poursuivre, nous avons montré l'énoncé suivant aux participants en guise de complément d'information et leur avons demandé ce qu'ils en pensaient.

La ligne 5 d'Enbridge est un pipeline vieux de près de 70 ans qui transporte du pétrole de l'Ouest canadien vers l'Est du Canada en passant par les États-Unis. Elle représente près de la moitié de l'approvisionnement en pétrole brut léger, en pétrole brut synthétique léger et en liquides de gaz naturel en Ontario et au Québec. Le Michigan a ordonné à la société de fermer l'oléoduc à compter du 12 mai, en raison des inquiétudes suscitées par le risque de déversement de pétrole dans les Grands Lacs. Enbridge affirme que l'oléoduc est sécuritaire et qu'elle ne le fermera pas à moins d'en recevoir l'ordre d'un tribunal ou de son organisme de réglementation.

En réponse, le gouvernement du Canada a déposé un mémoire devant la cour fédérale des États-Unis, affirmant que le Michigan n'a pas le droit d'agir unilatéralement, puisque le traité canado-américain de 1977 sur les pipelines de transit assure le flux ininterrompu des hydrocarbures entre les deux pays. Le mémoire présenté à la cour fait aussi valoir que l'économie et le secteur énergétique du Canada subiraient des perturbations massives et potentiellement permanentes en cas de fermeture.

Les opinions variaient dans les trois groupes. Les participants de Saskatoon et de Regina abordaient la question surtout dans une optique économique, insistant sur l'importance d'acheminer par oléoduc le pétrole de l'Ouest canadien aux autres régions du pays. Tous convenaient que si l'oléoduc était jugé sécuritaire et qu'il risquait peu de causer des dommages environnementaux au réseau des Grands Lacs, il devrait être maintenu ouvert. Les participants voyaient la possible fermeture de l'oléoduc comme un autre coup dur qui serait porté à l'économie albertaine. Beaucoup reconnaissaient qu'on pouvait en faire plus pour garantir la sécurité du pipeline, mais croyaient qu'en raison de l'accord en vigueur entre les deux pays, il fallait continuer d'accorder la priorité au flux ininterrompu de pétrole et de gaz vers l'Est du Canada. En outre, ils étaient nombreux à considérer une éventuelle directive unilatérale du Michigan ordonnant la fermeture de l'oléoduc comme un enjeu sérieux et une raison

valable pour justifier la prise de mesures par le gouvernement du Canada, à savoir le dépôt d'un mémoire devant la cour fédérale des États-Unis.

Les participants des Cantons-de-l'Est étaient moins unanimes, mais tout de même nombreux à appuyer la fermeture de l'oléoduc. Ces derniers s'inquiétaient surtout du risque environnemental pouvant découler d'une fuite. Ils estimaient que l'environnement devrait primer l'exploitation continue du pipeline. Selon les participants, tout risque possible pour l'environnement devrait entraîner la fermeture de l'oléoduc, qui ne serait rouvert qu'une fois qu'on aurait la certitude qu'il n'y aura aucun effet néfaste pour l'environnement. L'âge du pipeline, soit près de 70 ans, a été pris en compte durant la discussion, et justifiait aux yeux des participants le besoin de réévaluer son intégrité. En revanche, les participants qui recommandaient plutôt de maintenir l'oléoduc ouvert craignaient les répercussions négatives sur les prix et la disponibilité du pétrole advenant sa fermeture. Certains croyaient que les avantages économiques l'emportaient sur les autres préoccupations. Les participants reconnaissaient toutefois que l'exploitation continue du pipeline devrait aller de pair avec des inspections courantes et la mise en œuvre d'un éventail de précautions. D'autres ont évoqué la possibilité de devoir éventuellement fermer l'oléoduc si les besoins en carburant de l'Est du Canada venaient à diminuer.

Dans le groupe composé de leaders d'opinion de l'est de l'Ontario, les participants examinaient également l'enjeu d'un point de vue environnemental. Cependant, même si plusieurs jugeaient que le pipeline devait rester ouvert pour éviter d'interrompre le flux de pétrole et de liquides de gaz naturel vers l'Ontario, la priorité devait être accordée aux préoccupations environnementales plutôt qu'à l'économie ontarienne selon la plupart. Il a été avancé que les répercussions sur l'environnement se feraient sentir bien au-delà du Michigan. Certains participants ont fait allusion à un déversement de pétrole antérieur survenu au Michigan, qui n'était pas étranger aux inquiétudes de nombreux résidents de cet État à propos du pipeline. Ils pensaient aussi que de nombreux groupes autochtones de l'Ontario appuieraient la fermeture de l'oléoduc et qu'en manifestant l'intention de le fermer, le gouvernement du Canada démontrerait son engagement plus large à l'égard de l'environnement et de la lutte aux changements climatiques.

L'idée que la ligne 5 d'Enbridge devrait être hautement prioritaire dans les relations canado-américaines faisait consensus chez les participants de Saskatoon et de Regina. Selon eux, le Canada devrait avoir le droit d'utiliser leurs propres exportations et importations de pétrole et de gaz, sans compter qu'en général, la dépendance du Canada à l'égard des oléoducs sur le territoire des États-Unis demeurerait un enjeu dans l'avenir. Certains jugeaient l'enjeu d'autant plus important, car, à part le transport par train ou camion, il n'existait pas d'autre système de distribution (tel qu'un corridor d'approvisionnement énergétique d'est en ouest au Canada). Ils ont aussi souligné que la capacité d'exporter ces produits est essentielle pour les économies de l'Alberta et de la Saskatchewan.

À la question visant à savoir si cet enjeu devrait être hautement prioritaire dans les relations canado-américaines, les opinions des participants des deux autres groupes étaient partagées. Certains recommandaient de fermer l'oléoduc d'ici à ce que les deux pays en arrivent à un terrain d'entente. D'autres jugeaient la question comme moyennement à hautement prioritaire, compte tenu des répercussions économiques et environnementales qu'elle pourrait avoir et du précédent qu'elle pourrait créer.

Enjeux locaux (résidents du nord de l'Alberta)

Des discussions sur les préoccupations locales ont été tenues auprès de participants du nord de l'Alberta. Elles visaient à recueillir leurs points de vue sur les secteurs clés dans leur région et à évaluer s'ils connaissaient le soutien offert par le gouvernement fédéral et les besoins en la matière.

Une majorité de participants considérait le secteur pétrolier et gazier comme essentiel à l'économie régionale, et dans une moindre mesure, les secteurs forestier et agricole. Invités à dire quels étaient selon eux les industries et les secteurs qui avaient le plus besoin d'aide de la part du gouvernement fédéral, les participants ont de nouveau cité en premier le secteur pétrolier et gazier. Ils s'inquiétaient du recul de l'emploi dans le secteur pétrolier et gazier de la province et des répercussions connexes sur l'économie des municipalités. Certains ont parlé des défis que pose la construction de pipelines et avaient le sentiment que sans ce type d'infrastructures supplémentaires, le secteur continuerait de souffrir et de se détériorer. Par ailleurs, de rares participants ont mentionné spontanément que le système fédéral de tarification du carbone nuirait à la reprise du secteur pétrolier et gazier.

Lorsque nous leur avons demandé ce que le gouvernement du Canada avait fait pour soutenir le secteur pétrolier et gazier, les participants n'étaient pas au courant de ce type de soutien ou jugeaient que peu d'aide avait été offerte. Quelques-uns ont cité l'aide accordée au gazoduc reliant l'usine de Brazeau River de Tidewater aux centrales de Keephills et de Sundance, qui avait permis d'éviter l'annulation du projet. D'autres ont mentionné la mise en œuvre du système de crédits compensatoires pour les gaz à effets de serre qui reposent sur des crédits de carbone et du financement à la disposition des communautés et des entreprises qui souhaitent investir dans les initiatives vertes. Les participants voyaient surtout le système de crédits compensatoires pour les gaz à effets de serre comme un effort de la part du gouvernement fédéral pour aider les industries et secteurs touchés par le système fédéral de tarification du carbone.

Nous avons ensuite demandé aux participants s'ils pensaient que le gouvernement du Canada en avait fait assez en matière d'agriculture et d'élevage dans leur région et, plus largement, le nord de l'Alberta. La plupart ne connaissaient pas aucune mesure prise par le gouvernement du Canada à cet égard. Il était fort possible selon certains que le gouvernement fédéral ait pris des mesures pour aider les secteurs de l'agriculture et de l'élevage de leur région, mais que celles-ci soient passées inaperçues, car la pandémie avait monopolisé l'attention dans la dernière année. De rares participants sont revenus sur les effets du système de tarification du carbone du gouvernement fédéral, craignant que les éleveurs du nord de l'Alberta qui paient déjà des coûts de carburant élevés soient encore plus désavantagés après la mise en œuvre de ce système.

Les participants étaient pratiquement aussi nombreux à être au courant des puits abandonnés qu'à n'avoir rien entendu à ce propos. Ceux qui en avaient entendu parler comprenaient que l'existence des puits abandonnés (c'est-à-dire les puits pétroliers ou gaziers que des entreprises de l'industrie des combustibles fossiles ont abandonnés) était une conséquence de la faillite des compagnies qui n'avaient plus l'argent nécessaire pour procéder à la mise hors service et à la remise en état des puits qui ne sont plus productifs. Les participants ont mentionné que le coût de mise hors service de ces puits abandonnés est donc devenu à la charge des provinces où se trouvaient ces puits ou des

propriétaires fonciers locaux des terrains sur lesquels ils sont situés. Par ailleurs, certains avaient entendu dire que le gouvernement fédéral offrait un soutien monétaire pour aider à financer le nettoyage. Ils ont ajouté que les entreprises qui comptent forer sont tenues à l'heure actuelle de fournir un dépôt de garantie pour couvrir les frais futurs de nettoyage, dans le but de réduire le nombre de puits abandonnés et les problèmes environnementaux qui en découlent.

Durant le dernier volet de la discussion, nous avons fourni ces précisions aux participants, avant de recueillir leurs opinions.

L'an dernier, le gouvernement fédéral a annoncé qu'il investirait 1,7 milliard de dollars pour nettoyer les puits abandonnés en Colombie-Britannique, en Alberta et en Saskatchewan afin de permettre aux gens de continuer à travailler pendant la pandémie de COVID-19. Cet investissement devait permettre de maintenir 5 200 emplois rien qu'en Alberta. Reconnaisant les difficultés du secteur de l'énergie dans ces régions, cette initiative visait également à maintenir les entreprises de services énergétiques en activité pendant cette période difficile, tout en remettant les sites dans leur état originel, laissant un environnement plus propre aux générations futures.

Les avis des participants étaient partagés. Ceux qui ont bien accueilli l'initiative estimaient qu'elle serait bénéfique, car elle permettrait de conserver des emplois et serait bonne pour l'environnement. Certains ont ajouté que le nettoyage des puits abandonnés n'aurait pas été nécessaire si le secteur de l'énergie de la région était demeuré plus actif et avait été mieux soutenu par le gouvernement fédéral. Les participants qui ont réagi moins favorablement à l'initiative trouvaient les 5 200 emplois qui seraient maintenus grâce à l'initiative bien loin du compte par rapport aux pertes d'emplois enregistrées dans l'ensemble du secteur. Invités à dire si l'initiative répondait à un enjeu important pour l'Alberta, la plupart des participants ont répondu par l'affirmative. Ils ont toutefois précisé qu'il était peu prioritaire aux yeux des Albertains comparativement au problème plus vaste de recul de l'activité économique dans la province et de l'accroissement du chômage et de l'insécurité économique qu'il entraîne.

Travailleurs sans statut (Canadiens racisés de la RGT qui sont réticents à la vaccination, résidents du nord de l'Alberta, résidents de la GRM fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque)

La question des travailleurs sans statut a été abordée dans trois groupes tenus au début de mai. La plupart des participants connaissaient ce terme et savaient qu'il désignait les personnes qui résident et travaillent illégalement au Canada (c.-à-d. sans détenir les documents requis, comme un permis de travail ou d'études). Plusieurs participants les qualifiaient de « clandestins », mais convenaient que le terme « travailleurs sans statut » était plus approprié et acceptable.

Certains pensaient qu'il s'agissait de gens qui étaient entrés légalement au Canada, avec un permis de travail en règle ou à titre d'immigrant ou de touriste, et dont les documents originaux n'étaient plus

valides. Quelques-uns attribuaient cette situation à de possibles retards dans le traitement des documents à cause des procédures bureaucratiques. Par ailleurs, selon plusieurs, la catégorie des travailleurs sans statut englobait aussi les réfugiés qui tentaient d'obtenir un permis de travail en règle et les travailleurs étrangers qui occupent des emplois recherchés peu rémunérés au Canada, par exemple de manœuvres généraux, que d'autres peuvent juger moins intéressants.

Avant de poursuivre, nous avons dit aux participants que pour les besoins de la discussion, l'expression « travailleurs sans statut » faisait référence aux personnes qui n'ont pas de statut légal au Canada et qui participent à la population active canadienne. Nous leur avons donné les quelques exemples suivants en guise d'éclaircissement : les personnes qui sont restées au Canada après l'expiration de leur permis de travail temporaire, celles qui sont arrivées en tant que visiteurs, mais ont commencé à travailler sans obtenir de permis de travail, et celles dont la demande de statut de réfugié a été rejetée. Ces personnes sont souvent employées en tant que préposés aux services de soutien à la personne ou aides-soignants dans des établissements de soins de longue durée, et dans les secteurs de la construction et de l'agriculture. Invités à estimer combien de travailleurs sans statut se trouvaient actuellement au Canada, les participants ont donné des estimations fort variées, allant d'une plage aussi basse que 25 000 à 50 000 à une plage aussi élevée que 5 à 10 millions. D'autres ont formulé des estimations sous forme de pourcentage de la population totale qui se chiffraient à plus ou moins 5 % de la population. Les participants ont reconnu qu'ils disposaient de peu d'informations sur lesquelles appuyer leurs estimations.

Ils se sont ensuite prononcés sur la possibilité d'offrir aux travailleurs sans statut une voie vers la résidence permanente et la citoyenneté. Une fois de plus, les opinions des participants étaient partagées et variaient d'un groupe à l'autre. Les participants du groupe de la région du Grand Toronto, composé de Canadiens racisés, y étaient pour la plupart favorables. Selon eux, ces personnes méritaient d'avoir la possibilité de s'établir au Canada, compte tenu du fait qu'elles étaient prêtes à travailler et avaient déjà travaillé, sans les documents appropriés. De plus, ils craignaient que ces personnes ne soient confrontées à des conditions difficiles dans leur pays d'origine si elles étaient contraintes d'y retourner. Ils ont ajouté que le Canada est un pays qui s'est développé grâce à l'immigration et que le fait d'offrir une voie vers la résidence permanente concordait parfaitement avec les valeurs et l'histoire des Canadiens. Certains ont souligné que cela était représentatif de l'expérience de leurs propres familles. D'autres estimaient qu'en légalisant le statut de ces travailleurs, ceux-ci pourraient contribuer à l'économie et payer de l'impôt, et ainsi améliorer leur qualité de vie et celle des autres Canadiens. Par ailleurs, certains ont laissé entendre qu'il n'y avait guère d'autres options, compte tenu des circonstances causées par la pandémie.

Les opinions des participants du nord de l'Alberta étaient plus partagées. Ainsi, certains étaient d'accord pour faire bénéficier les travailleurs sans statut d'une voie vers la résidence permanente et la citoyenneté, à condition d'avoir pris soin de vérifier leur casier judiciaire. En revanche, puisqu'ils travaillaient au pays sans avoir de statut légal, d'autres se questionnaient sur la nature et les valeurs de ces personnes. Parmi ces derniers, certains souhaitaient une évaluation au cas par cas de la situation des travailleurs sans statut et que l'on s'assure qu'en leur accordant une voie vers la citoyenneté, l'on ne crée pas un précédent qui aura pour effet de ralentir les processus actuels en place pour les personnes qui respectent la procédure actuelle de présentation d'une demande d'immigration. Cela

dit, certains reconnaissaient qu'un processus plus rapide était nécessaire pour remédier aux pénuries de main-d'œuvre dans des secteurs précis au Canada.

Les participants du groupe composé de résidents de la grande région de Montréal semblaient moins favorables à l'idée d'offrir la résidence permanente aux travailleurs sans statut, estimant qu'un processus plus transparent devrait être suivi. À l'instar des participants du nord de l'Alberta, ils préféraient que la situation de chaque personne soit évaluée au cas par cas. Ils voulaient qu'on garantisse que l'expiration du statut actuel de ces personnes, quelle qu'en soit la raison, ne nuirait pas à leur admissibilité à la résidence permanente au Canada.

Les participants doutaient généralement de l'existence d'un puissant argument économique en faveur de l'idée d'offrir une voie vers la résidence permanente et la citoyenneté aux travailleurs sans statut, car beaucoup d'entre eux ne paient pas d'impôt sur le revenu et occupent des emplois dans des secteurs où l'on enregistre souvent des pénuries de main-d'œuvre. Ils y voyaient une question d'équité et beaucoup d'entre eux craignaient qu'en agissant de la sorte, l'on donne l'impression de permettre à un groupe d'immigrants et de réfugiés de contourner le processus d'obtention de la citoyenneté canadienne en place aux dépens des autres demandeurs. Quelques-uns ont répété qu'ils préféraient une évaluation au cas par cas du statut des personnes.

Contrairement aux opinions formulées par la plupart des participants, certains trouvaient que la voie actuelle vers la citoyenneté était trop stricte et prenait trop de temps. Tous les efforts visant à accélérer ce processus leur semblaient donc utiles. De plus, ils croyaient qu'en intégrant les travailleurs sans statut à l'économie régulière, ces derniers paieraient de l'impôt et que tous en profiteraient. D'autres ont ajouté qu'il n'y avait pas de différence entre les travailleurs sans statut et les personnes qui travaillent dans une région du pays, mais paient de l'impôt dans leur province ou territoire de résidence. Dans cette optique, ils jugeaient logique de légaliser le statut de ces travailleurs.

Annexe A – Questionnaires de recrutement

Questionnaire de recrutement, version anglaise

Privy Council Office Recruiting Script – May 2021 English Groups

Recruitment Specifications Summary

- Groups conducted online
- Each group is expected to last for two hours
- Recruit 8 participants
- Incentives will be \$100 per person and will be sent to participants via e-transfer following the group

Specifications for the focus groups are as follows:

GROUP	DATE	TIME (EDT)	TIME (LOCAL)	LOCATION	COMPOSITION	MODERATOR
1	Tues., May 4	6:00-8:00	6:00-8:00 (EDT)	GTA	Vaccine Hesitant – Racialized Canadians	DN
2	Wed., May 5	8:00-10:00	6:00-8:00 (MDT)	Northern Alberta	General Population	TBW
4	Tues., May 11	5:00-7:00	6:00-8:00 (ADT) 6:30-8:30 (NDT)	Atlantic Canada	Opinion Leaders/ Influencers/Paying more Attention to News/Media – Seniors 65+	TBW
5	Wed., May 12	6:00-8:00	6:00-8:00 (EDT)	Northern Ontario	Parents with Children in Daycare	DN
6	Thurs., May 13	7:00-9:00	6:00-8:00 (CDT)	Manitoba	Recipient of First Dose of COVID-19 Vaccine – Seniors 65+	DN
7	Mon., May 17	8:00-10:00	6:00-8:00 (CST)	Saskatoon and Regina	People Experiencing COVID-19 Fatigue/Exhibiting Riskier Behaviours	TBW
9	Thurs., May 20	6:00-8:00	6:00-8:00 (EDT)	Eastern Ontario	Opinion Leaders/ Influencers/Paying more Attention to News/Media	DN
10	Tues., May 25	9:00-11:00	6:00-8:00 (PST)	Lower Mainland	Parents with Children in Daycare	DN
11	Wed., May 26	6:00-8:00	6:00-8:00 (EDT)	Southern Ontario	General Population	TBW

Recruiting Script

INTRODUCTION

Hello, my name is **[RECRUITER NAME]**. I'm calling from The Strategic Counsel, a national public opinion research firm, on behalf of the Government of Canada. / Bonjour, je m'appelle **[NOM DU RECRUTEUR]**. Je vous téléphone du Strategic Counsel, une entreprise nationale de recherche sur l'opinion publique, pour le compte du gouvernement du Canada.

Would you prefer to continue in English or French? / Préférez-vous continuer en français ou en anglais?
[CONTINUE IN LANGUAGE OF PREFERENCE]

RECORD LANGUAGE

English **CONTINUE**
French **THANK AND END**

On behalf of the Government of Canada, we're organizing a series of online video focus group discussions to explore current issues of interest to Canadians.

The format is a "round table" discussion, led by an experienced moderator. Participants will be given a cash honorarium in appreciation of their time.

Your participation is completely voluntary and all your answers will be kept confidential. We are only interested in hearing your opinions - no attempt will be made to sell or market you anything. The report that is produced from the series of discussion groups we are holding will not contain comments that are attributed to specific individuals.

But before we invite you to attend, we need to ask you a few questions to ensure that we get a good mix/variety of people in each of the groups. May I ask you a few questions?

Yes **CONTINUE**
No **THANK AND END**

SCREENING QUESTIONS

1. Have you, or has anyone in your household, worked for any of the following types of organizations in the last 5 years?

A market research firm	THANK AND END
A marketing, branding or advertising agency	THANK AND END
A magazine or newspaper	THANK AND END
A federal/provincial/territorial government department or agency	THANK AND END
A political party	THANK AND END
In public/media relations	THANK AND END
In radio/television	THANK AND END

No, none of the above

CONTINUE

1a. **IN ALL LOCATIONS:** Are you a retired Government of Canada employee?

Yes **THANK AND END**

No **CONTINUE**

2. In which city do you reside?

LOCATION	CITIES	
GTA	<p>Cities include: City of Toronto, Durham (Ajax, Clarington, Brock, Oshawa, Pickering, Whitby), Halton (Burlington, Halton Hills, Oakville, Milton), Peel (Brampton, Caledon, Mississauga), York (Markham, Vaughan, Richmond Hill, Newmarket, Aurora), Dufferin County (Mono, Orangeville) and Simcoe County</p> <p>ENSURE A GOOD MIX ACROSS THE REGION. NO MORE THAN TWO FROM CITY OF TORONTO OR PER REGION/COUNTY. INCLUDE THOSE RESIDING IN LARGER AND SMALLER COMMUNITIES.</p>	CONTINUE – GROUP 1
Northern Alberta	<p>Cities could include (but are not limited to): Fort McMurray, Grand Prairie, Peace River, Slave Lake, Cold Lake, Whitecourt, Athabasca, Grimshaw, Fairview, Rainbow Lake, Wembley</p> <p>NO MORE THAN 2 PER CITY. ENSURE A GOOD MIX OF CITIES ACROSS THE REGION. INCLUDE THOSE RESIDING IN LARGER AND SMALLER COMMUNITIES.</p>	CONTINUE – GROUP 2
Atlantic Canada	<p>Cities could include (but are not limited to): <u>NS:</u> Halifax, Cape Breton <u>NB:</u> Moncton, Saint John, Fredericton, Dieppe, Miramichi, Edmundston <u>PEI:</u> Charlottetown, Summerside <u>N&L:</u> St. John’s, Conception Bay, Mount Pearl, Corner Brook</p> <p>ENSURE 2 PARTICIPANTS FROM EACH PROVINCE. ENSURE A GOOD MIX OF CITIES WITHIN EACH PROVINCE. INCLUDE THOSE RESIDING IN LARGER AND SMALLER COMMUNITIES.</p>	CONTINUE – GROUP 4
Northern Ontario	<p>Cities could include (but are not limited to): Sudbury, Thunder Bay, Sault Ste. Marie, North Bay, Timmins, Kenora, West Nipissing, Elliot Lake, Temiskaming Shores, Kapuskasing, Dryden</p>	CONTINUE – GROUP 5

	<p>NO MORE THAN 2 PER CITY. ENSURE A GOOD MIX OF CITIES ACROSS THE REGION. INCLUDE THOSE RESIDING IN LARGER AND SMALLER COMMUNITIES.</p>	
Manitoba	<p>Cities could include (but are not limited to): Winnipeg, Brandon, Steinbach, Thompson, Portage La Prairie, Winkler, Selkirk, Dauphin, Morden, Flin Flon, The Pas, Stonewall, Swan River, Virden</p> <p>MAX 2 PARTICIPANTS FROM EACH MAJOR CITY - WINNIPEG AND BRANDON. ENSURE A GOOD MIX OF CITIES ACROSS THE REGION. INCLUDE THOSE RESIDING IN LARGER AND SMALLER COMMUNITIES.</p>	CONTINUE – GROUP 6
Saskatoon and Regina	<p>Cities include: Saskatoon and Regina</p> <p>PARTICIPANTS SHOULD RESIDE IN THE ABOVE-NOTED CENTERS PROPER. ENSURE FOUR FROM EACH CITY.</p>	CONTINUE – GROUP 7
Eastern Ontario	<p>Cities could include: Ottawa-Gatineau, Kingston, Kanata, Beleville, Cornwall, Brockville, Pembroke, Petawawa, Rockland, Carleton Place, Kawkesbury, Arnprior</p> <p>NO MORE THAN 2 PER CITY. ENSURE A GOOD MIX OF CITIES ACROSS THE REGION. INCLUDE THOSE RESIDING IN LARGER AND SMALLER COMMUNITIES.</p>	CONTINUE – GROUP 9
Lower Mainland	<p>Cities include: Vancouver, Abbotsford, Burnaby, Coquitlam, Richmond, Surrey, Delta, Langley, White Rock, Chilliwack, Mission Hope, Maple Ridge, New Westminster, North Vancouver, Port Coquitlam, Port Moody</p> <p>ENSURE A GOOD MIX OF CITIES ACROSS THE REGION. NO MORE THAN TWO PER CITY. INCLUDE THOSE RESIDING IN LARGER AND SMALLER COMMUNITIES.</p>	CONTINUE – GROUP 10
Southern Ontario	<p>Cities could include: Hamilton, Waterloo, Halton Region (Burlington, Halton Hills, Oakville, Milton), Middlesex County (London, Strathroy, Mount Brydges) Wellington County (Guelph, Fergus, Elora, Belwood), Brantford</p>	CONTINUE – GROUP 11

	ENSURE A GOOD MIX OF CITIES ACROSS THE REGION. NO MORE THAN TWO PER CITY. INCLUDE THOSE RESIDING IN LARGER AND SMALLER COMMUNITIES.	
Other		THANK AND END
VOLUNTEERED Prefer not to answer	-	THANK AND END

2a. How long have you lived in [INSERT CITY]? **RECORD NUMBER OF YEARS.**

Less than two years	THANK AND END
Two years or more	CONTINUE
Don't know/Prefer not to answer	THANK AND END

ENSURE A GOOD MIX BY NUMBER OF YEARS IN CITY. NO MORE THAN 2 PER GROUP UNDER 5 YEARS.

3. **ASK ONLY IF GROUP 1** Which of the following best describes what you would do if a COVID-19 vaccine became available?

I have already gotten a COVID-19 vaccine **THANK AND END**

I would get the vaccine as soon as I became eligible for it **THANK AND END**

I will probably get the vaccine, but would want to wait a while **CONTINUE TO Q3b – HESITATOR.**

I'm not sure if I would get the vaccine **CONTINUE TO Q3b – HESITATOR.**

I would not get the vaccine **THANK AND END**

Prefer not to answer **THANK AND END**

ENSURE A GOOD MIX OF THOSE WHO SAY THEY WOULD WAIT/ARE NOT SURE.

3a. **ASK ONLY IF GROUP 1** Which of the following racial or cultural groups best describes you? (multi-select)

White/Caucasian **THANK AND END**

South Asian (e.g., East Indian, Pakistani, Sri Lankan)

Chinese

Black

Latin American

Filipino

Arab

Southeast Asian (e.g., Vietnamese, Cambodian, Thai)

Korean or Japanese

Indigenous

Other (specify)

VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**

RECRUIT ANY THAT IDENTIFY AS NON-WHITE/CAUCASIAN AND ARE A HESITATOR AT Q3. ENSURE A GOOD MIX OF DIFFERENT RACIAL/CULTURAL GROUPS.

4. **ASK ONLY IF GROUP 4 OR 9** How often are you watching, reading or listening to the news/media?

Always **CONTINUE TO Q.4A – PAYING ATTENTION TO NEWS/MEDIA**
 Often **CONTINUE TO Q.4A – PAYING ATTENTION TO NEWS/MEDIA**
 Sometimes **THANK AND END**
 Rarely **THANK AND END**
 Never **THANK AND END**

4a. **ASK ONLY IF GROUP 4 OR 9** To what extent do you agree or disagree with the following statements?

- In discussions with family/friends, I am usually the one who shares my opinion most often.
- In discussions with family/friends, I am often used as a source for advice.

Strongly agree **CONTINUE = GROUP 4 OR 9**
 Somewhat agree **CONTINUE = GROUP 4 OR 9**
 Somewhat disagree **THANK AND END**
 Strongly disagree **THANK AND END**
VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**

TO QUALIFY FOR GROUP 4 OR 9 THEY MUST HAVE ANSWERED ALWAYS/OFTEN AT Q.4 (PAYING ATTENTION TO NEWS/MEDIA) AND EITHER STRONGLY/SOMEWHAT AGREE TO BOTH OF THE STATEMENTS IN Q.4A.

5. **ASK ONLY IF GROUP 5 OR 10** Do you have any children under the age of 12?

Yes **CONTINUE**
 No **THANK AND END**
VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**

6. **ASK ONLY IF GROUP 5 OR 10** Are any of these children currently in a child care program (e.g., full day program, before or after school program, etc.)?

Yes, they currently are in a child care program **CONTINUE**
 No, they are not in a childcare program **THANK AND END**
 Not sure **THANK AND END**

7. **ASK ONLY IF GROUP 6** Which of the following statements best describes your current COVID-19 vaccination status?

I have not received any doses of a COVID-19 vaccine yet **THANK AND END**
 I have received my first dose of a COVID-19 vaccine **CONTINUE**
 I have received two doses of a COVID-19 vaccine **THANK AND END**
 Prefer not to answer **THANK AND END**

8. **ASK ONLY IF GROUP 7** Have you attended a social gathering or event outside your home in the last month?

Yes **CONTINUE TO Q.8a**
 No **SKIP TO Q.8b**
VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**

8a. **ASK ONLY IF GROUP 7** Which of the following best describes your current situation?

I am only seeing those currently living in my household	CONTINUE
I am seeing extended family from time to time	CONTINUE – EXHIBITING RISKIER BEHAVIOURS
I am seeing friends and or neighbours from time to time	CONTINUE – EXHIBITING RISKIER BEHAVIOURS
VOLUNTEERED Prefer not to answer	THANK AND END

8b. **ASK ONLY IF GROUP 7** With COVID-19 restrictions having been in place for over a year, to what extent do you agree or disagree with the following statements?

- I feel like I have made a lot of personal sacrifices in order to slow the spread of COVID-19.
- I am tiring of having to continue to adhere to public health measures, like mask wearing and social distancing.
- I don't pay as much attention anymore to messages from public health and government officials about COVID-19.
- I am tiring of having to avoid seeing extended family, friends and/or neighbours.

Strongly agree **COVID FATIGUED**
Somewhat agree **COVID FATIGUED**
Somewhat disagree
Strongly disagree
VOLUNTEERED Prefer not to answer

IF STRONGLY/SOMEWHAT AGREE TO ONE OR MORE OF THE STATEMENTS ABOVE, THEY WOULD BE CONSIDERED COVID FATIGUED.

ENSURE A MIX OF THOSE WHO ARE EXHIBITING RISKIER BEHAVIOURS (AT Q.8A) AND/OR COVID FATIGUED (AT Q.8B). BUT, NO MORE THAN 3 PARTICIPANTS WHO ARE 'COVID FATIGUED' ONLY (E.G., NOT EXHIBITING RISKIER BEHAVIOURS AT Q.8A, BUT SOMEWHAT/STRONGLY AGREE TO ANY AT Q.8B).

9. Would you be willing to tell me in which of the following age categories you belong?

Under 18 years of age	IF POSSIBLE, ASK FOR SOMEONE OVER 18 AND REINTRODUCE. OTHERWISE THANK AND END.
18 - 19	IF ATLANTIC CANADA OR MANITOBA = THANK AND END ALL OTHER LOCATIONS, CONTINUE
20 - 34	
35 - 49	
50 - 64	
65+	IF ATLANTIC CANADA = GROUP 4 IF MANITOBA = GROUP 6 ALL OTHER LOCATIONS, CONTINUE
VOLUNTEERED Prefer not to answer	THANK AND END

PARENTS IN GROUP 5 AND 10 MAY SKEW YOUNGER-MIDDLE AGED (30S/40S).

10. **[DO NOT ASK]** Gender **RECORD BY OBSERVATION.**

Male	CONTINUE
Female	CONTINUE

**ENSURE A GOOD MIX BY GENDER IN EACH GROUP.
PARENTS IN GROUP 5 AND 10 MAY SKEW FEMALE BUT TRY FOR A 50/50 SPLIT MALE/FEMALE**

11. Which of the following best describes the industry sector that you are currently employed in?

- Accommodation and Food Services
- Administrative and Support, Waste Management and Remediation Services
- Agriculture, Forestry, Fishing and Hunting
- Arts, Entertainment and Recreation
- Construction
- Educational Services
- Finance and Insurance
- Health Care and Social Assistance
- Information and Cultural Industries
- Management of Companies and Enterprises
- Manufacturing
- Mining, Quarrying, and Oil and Gas Extraction
- Other Services (except Public Administration)
- Professional, Scientific and Technical Services
- Public Administration
- Real Estate and Rental and Leasing
- Retail Trade
- Transportation and Warehousing
- Utilities
- Wholesale Trade
- Unemployed
- Full Time Student
- Retired
- Other, please specify: _____

CONTINUE FOR ALL. ENSURE A GOOD MIX BY TYPE OF EMPLOYMENT FOR EACH GROUP. NO MORE THAN TWO PER SECTOR.

PARTICIPANTS IN GROUP 6 FROM MANITOBA MAY SKEW TO HEALTHCARE (MAXIMUM 2 HEALTHCARE WORKERS), FRONT LINE WORKERS AND RETIRED PERSONS.

PARTICIPANTS IN GROUP 4 FROM ATLANTIC CANADA MAY SKEW TO RETIRED PERSONS.

12. Are you familiar with the concept of a focus group?

Yes **CONTINUE**

No **EXPLAIN THE FOLLOWING** *“a focus group consists of six to eight participants and one moderator. During a two-hour session, participants are asked to discuss a wide range of issues related to the topic being examined.”*

13. As part of the focus group, you will be asked to actively participate in a conversation. Thinking of how you engage in group discussions, how would you rate yourself on a scale of 1 to 5 where 1 means 'you tend to sit back and listen to others' and 5 means 'you are usually one of the first people to speak'?

1-2 **THANK AND END**
3-5 **CONTINUE**

14. As this group is being conducted online, in order to participate you will need to have high-speed Internet and a computer with a working webcam, microphone and speaker. **RECRUITER TO CONFIRM THE FOLLOWING. TERMINATE IF NO TO ANY.**

Participant has high-speed access to the Internet
Participant has a computer/webcam

15. Have you used online meeting software, such as Zoom, Webex, Microsoft Teams, Google Hangouts/Meet, etc., in the last two years?

Yes **CONTINUE**
No **CONTINUE**

16. How skilled would you say you are at using online meeting platforms on your own, using a scale of 1 to 5, where 1 means you are not at all skilled, and 5 means you are very skilled?

1-2 **THANK AND END**
3-5 **CONTINUE**

17. During the discussion, you could be asked to read or view materials on screen and/or participate in poll-type exercises online. You will also be asked to actively participate online using a webcam. Can you think of any reason why you may have difficulty reading the materials or participating by video?

TERMINATE IF RESPONDENT OFFERS ANY REASON SUCH AS SIGHT OR HEARING PROBLEM, A WRITTEN OR VERBAL LANGUAGE PROBLEM, A CONCERN WITH NOT BEING ABLE TO COMMUNICATE EFFECTIVELY, ANY CONCERNS WITH USING A WEBCAM OR IF YOU AS THE INTERVIEWER HAVE A CONCERN ABOUT THE PARTICIPANT'S ABILITY TO PARTICIPATE EFFECTIVELY.

18. Have you ever attended a focus group discussion, an interview or survey which was arranged in advance and for which you received a sum of money?

Yes **CONTINUE**
No **SKIP TO Q.22**

19. How long ago was the last focus group you attended?

Less than 6 months ago **THANK AND END**
More than 6 months ago **CONTINUE**

20. How many focus group discussions have you attended in the past 5 years?

0-4 groups **CONTINUE**

5 or more groups **THANK AND END**

21. On what topics were they and do you recall who or what organization the groups were being undertaken for?

TERMINATE IF ANY ON SIMILAR/SAME TOPIC OR GOVERNMENT OF CANADA IDENTIFIED AS ORGANIZATION

ADDITIONAL RECRUITING CRITERIA

Now we have just a few final questions before we give you the details of the focus group, including the time and date.

22. What is the highest level of formal education that you have completed?

Grade 8 or less

Some high school

High school diploma or equivalent

Registered Apprenticeship or other trades certificate or diploma

College, CEGEP or other non-university certificate or diploma

University certificate or diploma below bachelor's level

Bachelor's degree

Post graduate degree above bachelor's level

VOLUNTEERED Prefer not to answer

ENSURE A GOOD MIX.

23. Which of the following categories best describes your total household income in 2020? That is, the total income of all persons in your household combined, before taxes?

Under \$20,000

\$20,000 to just under \$40,000

\$40,000 to just under \$60,000

\$60,000 to just under \$80,000

\$80,000 to just under \$100,000

\$100,000 to just under \$150,000

\$150,000 and above

VOLUNTEERED Prefer not to answer

ENSURE A GOOD MIX.

24. The focus group discussion will be audio-taped and video-taped for research purposes only. The taping is conducted to assist our researchers in writing their report. Do you consent to being audio-taped and video-taped?

Yes

No **THANK AND END**

INVITATION

I would like to invite you to this online focus group discussion, which will take place the evening of **[INSERT DATE/TIME BASED ON GROUP # IN CHART ON PAGE 1]**. The group will be two hours in length and you will receive \$100 for your participation following the group via an e-transfer.

Please note that there may be observers from the Government of Canada at the group and that the discussion will be videotaped. By agreeing to participate, you have given your consent to these procedures.

Would you be willing to attend?

Yes **CONTINUE**
No **THANK AND END**

May I please have your full name, a telephone number that is best to reach you at as well as your e-mail address if you have one so that I can send you the details for the group?

Name:

Telephone Number:

E-mail Address:

You will receive an e-mail from **The Strategic Counsel** with the instructions to login to the online group. Should you have any issues logging into the system specifically, you can contact our technical support team at support@thestrategiccounsel.com.

We ask that you are online at least 15 minutes prior to the beginning of the session in order to ensure you are set up and to allow our support team to assist you in case you run into any technical issues. We also ask that you restart your computer prior to joining the group.

You may be required to view some material during the course of the discussion. If you require glasses to do so, please be sure to have them handy at the time of the group. Also, you will need pen and paper in order to take some notes throughout the group.

This is a firm commitment. If you anticipate anything preventing you from attending (either home or work-related), please let me know now and we will keep your name for a future study. If for any reason you are unable to attend, please let us know as soon as possible at **[1-800-xxx-xxxx]** so we can find a replacement.

Thank you very much for your time.

RECRUITED BY: _____

DATE RECRUITED: _____

Questionnaire de recrutement, version française

Bureau du Conseil privé Questionnaire de recrutement – mai 2021 Groupes en français

Résumé des consignes de recrutement

- Groupes tenus en ligne.
- Durée prévue de chaque rencontre : deux heures.
- Recrutement de huit participants.

GROUPE	DATE	HEURE (DE L'EDT)	LIEU	COMPOSITION DU GROUPE	MODÉRATEUR
3	6 mai	18 h-20 h	Grande région de Montréal – y compris la ville de Montréal	Personnes lasses de la COVID-19 ou ayant des comportements plus à risque	M. Proulx
8	18 mai	18 h-20 h	Cantons de l'Est (Québec)	Personnes qui hésiteraient à se faire vacciner	M. Proulx
12	27 mai	18 h-20 h	Région de la ville de Québec	Personnes ayant reçu la première dose d'un vaccin contre la COVID-19	M. Proulx

- Incitatifs de 125 \$ par personne, versés aux participants par transfert électronique après la rencontre.

Caractéristiques des groupes de discussion :

Questionnaire de recrutement

INTRODUCTION

Hello, my name is **[RECRUITER NAME]**. I'm calling from The Strategic Counsel, a national public opinion research firm, on behalf of the Government of Canada / Bonjour, je m'appelle **[NOM DU RECRUTEUR]**. Je vous téléphone du Strategic Counsel, une entreprise nationale de recherche sur l'opinion publique, pour le compte du gouvernement du Canada.

Would you prefer to continue in English or French? / Préférez-vous continuer en français ou en anglais?
[CONTINUER DANS LA LANGUE PRÉFÉRÉE]

NOTER LA LANGUE ET CONTINUER

Anglais **REMERCIER ET CONCLURE**

Français **CONTINUER**

Nous organisons, pour le compte du gouvernement du Canada, une série de groupes de discussion vidéo en ligne afin d'explorer des questions d'actualité qui intéressent les Canadiens.

La rencontre prendra la forme d'une table ronde animée par un modérateur expérimenté. Les participants recevront un montant d'argent en remerciement de leur temps.

Votre participation est entièrement volontaire et toutes vos réponses seront confidentielles. Nous aimerions simplement connaître vos opinions : personne n'essaiera de vous vendre quoi que ce soit ou de promouvoir des produits. Notre rapport sur cette série de groupes de discussion n'attribuera aucun commentaire à une personne en particulier.

Avant de vous inviter à participer, je dois vous poser quelques questions qui nous permettront de former des groupes suffisamment diversifiés. Puis-je vous poser quelques questions?

Oui **CONTINUER**

Non **REMERCIER ET CONCLURE**

QUESTIONS DE SÉLECTION

1. Est-ce que vous ou une personne de votre ménage avez travaillé pour l'un des types d'organisations suivants au cours des cinq dernières années?

Une société d'études de marché
CONCLURE

REMERCIER ET

Une agence de commercialisation, de marque ou de publicité
CONCLURE

REMERCIER ET

Un magazine ou un journal
CONCLURE

REMERCIER ET

Un ministère ou un organisme gouvernemental fédéral, provincial ou territorial
CONCLURE

REMERCIER ET

- Un parti politique **REMERCIER ET CONCLURE**
- Dans les relations publiques ou les relations avec les médias **REMERCIER ET CONCLURE**
- Dans le milieu de la radio ou de la télévision **REMERCIER ET CONCLURE**
- Non, aucune de ces réponses **CONTINUER**

1a. **POUR TOUS LES LIEUX** : Êtes-vous un ou une employé(e) retraité(e) du gouvernement du Canada?

- Oui **REMERCIER ET CONCLURE**
- Non **CONTINUER**

2. Quelle langue parlez-vous le plus souvent à la maison?

- Anglais **REMERCIER ET CONCLURE**
- Français **CONTINUER**
- Autre [Préciser ou non la langue, selon les besoins de l'étude] **REMERCIER ET CONCLURE**
- Préfère ne pas répondre **REMERCIER ET CONCLURE**

3. Dans quelle ville habitez-vous?

LIEU	VILLES	
Grande région de Montréal (GRM) – y compris la ville de Montréal	Les villes de la GRM peuvent notamment comprendre : Montréal, Laval, Longueuil, Terrebonne, Brossard, Saint-Jérôme, Blainville, Mirabel, Dollard-des-Ormeaux PAS PLUS DE DEUX PARTICIPANTS DE LA VILLE DE MONTRÉAL. ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION DES VILLES DANS CHAQUE LIEU.	CONTINUER – GROUPE 3
Cantons de l'Est (Québec)	Ces villes peuvent notamment comprendre : Sherbrooke, Granby, Magog, Cowansville, Drummondville, Victoriaville, Thetford Mines, Saint-Jean-sur-Richelieu, Lac-Mégantic ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION DES VILLES DANS CHAQUE LIEU. PAS PLUS DE DEUX PARTICIPANTS PAR VILLE.	CONTINUER – GROUPE 8
Région de Québec	Ces villes peuvent notamment comprendre :	CONTINUER – GROUPE 12

	Québec, Lévis, Saint-Augustin-de-Desmaures, L’Ancienne-Lorette, Stoneham-et-Tewkesbury, Boischatel, Sainte-Catherine-de-la-Jacques-Cartier, Sainte-Brigitte-de-Laval, Lac-Beauport, Shannon PAS PLUS DE DEUX PARTICIPANTS PAR VILLE. MAXIMUM DE TROIS POUR LA VILLE DE QUÉBEC. ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION DES VILLES DE LA RÉGION. INCLURE DES RÉSIDENTS DE PETITES ET DE GRANDES VILLES.	
Autre lieu	-	REMERCIER ET CONCLURE
RÉPONSE SPONTANÉE Préfère ne pas répondre	-	REMERCIER ET CONCLURE

3a. Depuis combien de temps habitez-vous à [INSÉRER LE NOM DE LA VILLE]? **NOTER LE NOMBRE D’ANNÉES.**

Moins de deux ans	REMERCIER ET CONCLURE
Deux ans ou plus	CONTINUER
Ne sais pas/Préfère ne pas répondre	REMERCIER ET CONCLURE

ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION EN FONCTION DU NOMBRE D’ANNÉES DE RÉSIDENCE DANS LA VILLE. PAS PLUS DE DEUX PAR GROUPE DOIVENT Y VIVRE DEPUIS MOINS DE 5 ANS.

4. **DEMANDER SEULEMENT POUR LE GROUPE 3** Au cours du dernier mois, avez-vous participé à un rassemblement ou à une activité sociale à l’extérieur de votre domicile?

Oui **PASSER À LA Q.4a**

Non **PASSER À LA Q.4b**

RÉPONSE SPONTANÉE Préfère ne pas répondre **REMERCIER ET CONCLURE**

4a. **DEMANDER SEULEMENT POUR LE GROUPE 3** Lequel des énoncés suivants décrit le mieux votre situation actuelle?

Je fréquente uniquement les membres de mon ménage **REMERCIER ET CONCLURE**

Je fréquente parfois des membres de ma famille élargie **CONTINUER – COMPORTEMENTS PLUS À**

RISQUE

Je fréquente des amis ou des voisins **CONTINUER – COMPORTEMENTS PLUS À**

RISQUE

RÉPONSE SPONTANÉE Préfère ne pas répondre **REMERCIER ET CONCLURE**

4b. **DEMANDER SEULEMENT POUR LE GROUPE 3** Sachant que les restrictions de la COVID-19 sont en place depuis plus d'un an, à quel point êtes-vous d'accord ou non avec les énoncés suivants?

- J'ai le sentiment d'avoir fait beaucoup de sacrifices personnels pour freiner la propagation de la COVID-19.
- Je suis fatigué(e) de devoir continuer à respecter les mesures de santé publique comme le port du masque et la distanciation physique.
- Je n'accorde plus autant d'attention aux messages de la santé publique et des responsables gouvernementaux à propos de la COVID-19.
- J'en ai assez de devoir éviter de voir ma famille élargie, mes amis ou mes voisins.

Tout à fait d'accord **LASSÉS DE LA COVID-19**

Plutôt d'accord **LASSÉS DE LA COVID-19**

Plutôt en désaccord

Tout à fait en désaccord

RÉPONSE SPONTANÉE Préfère ne pas répondre

SI TOUT À FAIT D'ACCORD/PLUTÔT D'ACCORD AVEC UN OU PLUSIEURS DES ÉNONCÉS CI-DESSUS, CONSIDÉRER LE RÉPONDANT COMME LASSÉ DE LA COVID-19.

ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION DES RÉPONDANTS QUI ONT DES COMPORTEMENTS PLUS À RISQUE ET/OU QUI SONT LASSÉS DE LA COVID-19 (À LA Q.4B). CEPENDANT, NE PAS RECRUTER PLUS DE TROIS RÉPONDANTS QUI SONT SEULEMENT « LASSÉS DE LA COVID-19 » (C.-À-D., QUI N'ONT PAS DE COMPORTEMENTS PLUS À RISQUE À LA Q.4A, MAIS QUI SONT PLUTÔT D'ACCORD OU TOUT À FAIT D'ACCORD AVEC N'IMPORTE QUEL ÉNONCÉ DE LA Q.4B).

5. **DEMANDER UNIQUEMENT AU GROUPE 8** Lequel des énoncés suivants décrit le mieux ce que vous feriez si un vaccin contre la COVID-19 devenait disponible?

J'ai déjà reçu un vaccin contre la COVID-19 **REMERCIER ET CONCLURE**

Je me ferais vacciner dès que je serais admissible **REMERCIER ET CONCLURE**

Je me ferais probablement vacciner, mais je préférerais attendre un certain temps **CONTINUER**

Je ne suis pas sûr que je me ferais vacciner **CONTINUER**

Je ne me ferais pas vacciner **REMERCIER ET CONCLURE**

Préfère ne pas répondre **REMERCIER ET CONCLURE**

ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION DES RÉPONDANTS QUI ATTENDRAIENT OU QUI NE SONT PAS SÛRS.

6. **DEMANDER UNIQUEMENT AU GROUPE 12** Lequel des énoncés suivants décrit le mieux votre statut de vaccination contre la COVID-19?

Je n'ai encore reçu aucune dose d'un vaccin contre la COVID-19 **REMERCIER ET CONCLURE**

J'ai reçu ma première dose d'un vaccin contre la COVID-19 **CONTINUER**

J'ai reçu deux doses d'un vaccin contre la COVID-19 **REMERCIER ET CONCLURE**

Je préfère ne pas répondre **REMERCIER ET CONCLURE**

7. Seriez-vous prêt/prête à m'indiquer votre tranche d'âge dans la liste suivante?

Moins de 18 ans	SI POSSIBLE, DEMANDER À PARLER À UNE PERSONNE DE 18 ANS OU PLUS ET REFAIRE L'INTRODUCTION. SINON, REMERCIER ET CONCLURE.
18 à 24	CONTINUER ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION DES ÂGES DANS CHAQUE GROUPE.
25 à 34	
35 à 44	
45 à 54	
55 ans ou plus	
RÉPONSE SPONTANÉE Préfère ne pas répondre	REMERCIER ET CONCLURE

LES PARTICIPANTS DU GROUPE 12 (RÉGION DE QUÉBEC) PEUVENT ÊTRE UN PEU PLUS ÂGÉS.

8. **[NE PAS DEMANDER]** Sexe **NOTER SELON VOTRE OBSERVATION.**

Homme

Femme

ASSURER UNE PROPORTION ÉGALE D'HOMMES ET DE FEMMES DANS CHAQUE GROUPE.

9. Parmi les choix suivants, lequel décrit le mieux le secteur d'activité dans lequel vous travaillez?

Administrations publiques

Agriculture, foresterie, pêche et chasse

Arts, spectacle et loisirs

Autres services, sauf les administrations publiques

Commerce de détail

Commerce de gros

Construction

Extraction minière, exploitation en carrière, et extraction de pétrole et de gaz

Fabrication

Finance et assurances

Gestion de sociétés et d'entreprises

Hébergement et services de restauration

Industrie de l'information et industrie culturelle

Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement

Services d'enseignement

Services immobiliers et services de location et de location à bail

Services professionnels, scientifiques et techniques

Services publics

Soins de santé et assistance sociale

Transport et entreposage

Sans emploi

Aux études à temps plein **PAS D'ÉTUDIANTS ÉTRANGERS**

À la retraite – **DEMANDER : « DANS QUEL SECTEUR TRAVAILLIEZ-VOUS AVANT? » ET NOTER LA RÉPONSE**

Autre situation ou autre secteur; veuillez préciser : _____

CONTINUER POUR TOUS LES RÉPONDANTS. ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION DES TYPES D'EMPLOI DANS CHAQUE GROUPE. PAS PLUS DE DEUX RÉPONDANTS PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ. LE GROUPE DE LA RÉGION DE QUÉBEC PEUT COMPTER UNE PROPORTION LÉGÈREMENT PLUS ÉLEVÉE DE PROFESSIONNELS DE LA SANTÉ (DEUX AU MAXIMUM) ET DE PERSONNEL DE PREMIÈRE LIGNE.

10. Est-ce que vous connaissez le concept du « groupe de discussion »?

Oui **CONTINUER**

Non **EXPLIQUER QUE** : « *un groupe de discussion se compose de six à huit participants et d'un modérateur. Au cours d'une période de deux heures, les participants sont invités à discuter d'un éventail de questions reliées au sujet abordé* ».

11. Dans le cadre du groupe de discussion, on vous demandera de participer activement à une conversation. En pensant à la manière dont vous interagissez lors de discussions en groupe, quelle note vous donneriez-vous sur une échelle de 1 à 5 si 1 signifie « j'ai tendance à ne pas intervenir et à écouter les autres parler » et 5, « je suis habituellement une des premières personnes à parler »?

1-2 **REMERCIER ET CONCLURE**

3-5 **CONTINUER**

12. Étant donné que ce groupe se réunira en ligne, vous aurez besoin, pour participer, d'un accès Internet haut débit et d'un ordinateur muni d'une caméra Web, d'un microphone et d'un haut-parleur en bon état de marche. **CONFIRMER LES POINTS CI-DESSOUS. METTRE FIN À L'APPEL SI NON À L'UN DES TROIS.**

Le participant a accès à Internet haut débit

Le participant a un ordinateur avec caméra Web

13. Avez-vous utilisé des logiciels de réunion en ligne tels que Zoom, Webex, Microsoft Teams, Google Hangouts/Meet, etc., au cours des deux dernières années?

Oui **CONTINUER**

Non **CONTINUER**

14. Sur une échelle de 1 à 5 où 1 signifie que vous n'êtes pas du tout habile et 5 que vous êtes très habile, comment évaluez-vous votre capacité à utiliser seul(e) les plateformes de réunion en ligne?

1-2 **REMERCIER ET CONCLURE**

3-5 **CONTINUER**

15. Au cours de la discussion, vous pourriez devoir lire ou visionner du matériel affiché à l'écran, ou faire des exercices en ligne comme ceux qu'on trouve dans les sondages. On vous demandera aussi de participer activement à la discussion en ligne à l'aide d'une caméra Web. Pensez-vous avoir de la difficulté, pour une raison ou une autre, à lire les documents ou à participer à la discussion par vidéo?

CONCLURE L'ENTRETIEN SI LE RÉPONDANT SIGNALE UN PROBLÈME DE VISION OU D'AUDITION, UN PROBLÈME DE LANGUE PARLÉE OU ÉCRITE, S'IL CRAINT DE NE POUVOIR COMMUNIQUER EFFICACEMENT, SI L'UTILISATION D'UNE CAMÉRA WEB LUI POSE PROBLÈME, OU SI VOUS, EN TANT

QU'INTERVIEWEUR, AVEZ DES DOUTES QUANT À SA CAPACITÉ DE PARTICIPER EFFICACEMENT AUX DISCUSSIONS.

16. Avez-vous déjà participé à un groupe de discussion, à une entrevue ou à un sondage organisé à l'avance en contrepartie d'une somme d'argent?

Oui **CONTINUER**
Non **PASSER À LA Q.20**

17. À quand remonte le dernier groupe de discussion auquel vous avez participé?

À moins de six mois, **REMERCIER ET CONCLURE**
À plus de six mois, **CONTINUER**

18. À combien de groupes de discussion avez-vous participé au cours des cinq dernières années?

0 à 4 groupes, **CONTINUER**
5 groupes ou plus **REMERCIER ET CONCLURE**

19. Quel était leur sujet, et vous rappelez-vous pour qui ou pour quelle organisation ces groupes étaient organisés?

TERMINER SI LE SUJET EST SEMBLABLE OU IDENTIQUE, OU SI L'ORGANISATION NOMMÉE EST LE GOUVERNEMENT DU CANADA

CRITÈRES DE RECRUTEMENT SUPPLÉMENTAIRES

Il me reste quelques dernières questions avant de vous donner les détails du groupe de discussion, comme l'heure et la date.

20. Quel est le niveau de scolarité le plus élevé que vous avez atteint?

École primaire
Études secondaires partielles
Diplôme d'études secondaires ou l'équivalent
Certificat ou diplôme d'apprenti inscrit ou d'une école de métiers
Certificat ou diplôme d'un collège, cégep ou autre établissement non universitaire
Certificat ou diplôme universitaire inférieur au baccalauréat
Baccalauréat
Diplôme d'études supérieur au baccalauréat
RÉPONSE SPONTANÉE : Préfère ne pas répondre
ASSURER UN BON MÉLANGE.

21. Laquelle des catégories suivantes décrit le mieux le revenu annuel total de votre ménage en 2020 – c'est-à-dire le revenu cumulatif de l'ensemble des membres de votre ménage avant impôt?

Moins de 20 000 \$
20 000 \$ à moins de 40 000 \$

- 40 000 \$ à moins de 60 000 \$
- 60 000 \$ à moins de 80 000 \$
- 80 000 \$ à moins de 100 000 \$
- 100 000 \$ à moins de 150 000 \$
- 150 000 \$ ou plus

RÉPONSE SPONTANÉE : Préfère ne pas répondre

ASSURER UN BON MÉLANGE.

22. La discussion sera enregistrée sur bandes audio et vidéo, strictement aux fins de la recherche. Les enregistrements aideront nos chercheurs à rédiger leur rapport. Est-ce que vous consentez à ce qu'on vous enregistre sur bandes audio et vidéo?

Oui

Non **REMERCIER ET CONCLURE**

INVITATION

J'aimerais vous inviter à ce groupe de discussion en ligne, qui aura lieu le **[DONNER LA DATE ET L'HEURE EN FONCTION DU N° DE GROUPE INDIQUÉ DANS LE TABLEAU, PAGE 1]**. La discussion durera deux heures et vous recevrez 125 \$ pour votre participation. Ce montant vous sera envoyé par transfert électronique après la tenue du groupe de discussion.

Veillez noter que des observateurs du gouvernement du Canada pourraient être présents au groupe et que la discussion sera enregistrée sur bande vidéo. En acceptant de participer, vous donnez votre consentement à ces modalités.

Est-ce que vous accepteriez de participer?

Oui

CONTINUER

Non

REMERCIER ET CONCLURE

Puis-je avoir votre nom complet, le numéro de téléphone où vous êtes le plus facile à joindre et votre adresse électronique, si vous en avez une, pour vous envoyer les détails au sujet du groupe?

Nom :

Numéro de téléphone :

Adresse courriel :

Vous recevrez un courrier électronique du **Strategic Counsel** expliquant comment rejoindre le groupe en ligne. Si la connexion au système vous pose des difficultés, veuillez en aviser notre équipe de soutien technique à : support@thestrategiccounsel.com.

Nous vous prions de vous mettre en ligne au moins 15 minutes avant l'heure prévue, afin d'avoir le temps de vous installer et d'obtenir l'aide de notre équipe de soutien en cas de problèmes techniques. Veuillez également redémarrer votre ordinateur avant de vous joindre au groupe.

Vous pourriez devoir lire des documents au cours de la discussion. Si vous utilisez des lunettes, assurez-vous de les avoir à portée de main durant la rencontre. Vous aurez également besoin d'un stylo et de papier pour prendre des notes.

Ce rendez-vous est un engagement ferme. Si vous pensez ne pas pouvoir participer pour des raisons personnelles ou professionnelles, veuillez m'en aviser dès maintenant et nous conserverons votre nom pour une étude ultérieure. Enfin, si jamais vous n'êtes pas en mesure de participer, veuillez nous prévenir le plus rapidement possible au [1-800-xxx-xxxx] pour que nous puissions trouver quelqu'un pour vous remplacer.

Merci de votre temps.

RECRUTEMENT FAIT PAR : _____

DATE DU RECRUTEMENT : _____

Annexe B – Guides du modérateur

Guide du modérateur, version anglaise

MODERATOR'S GUIDE – May 2021 MASTER

INTRODUCTION (10 minutes) All locations

- Moderator or technician should let participants know that they will need pen and paper in order to take some notes, jot down some thoughts around some material that we will show them later in the discussion.

GOVERNMENT OF CANADA IN THE NEWS (10-25 minutes) All Locations

- What have you seen, read or heard about the Government of Canada in the last few days?
- **GTA Vaccine Hesitant and Racialized Canadians, Northern Alberta, GMA Experiencing COVID Fatigue and Riskier Behaviours, Atlantic Canada Opinion Leaders Seniors, Northern Ontario Parents with Children in Daycare, Manitoba Recipients of First Dose of COVID-19 Vaccine Seniors, Saskatoon and Regina Experiencing COVID Fatigue and Riskier Behaviours, Quebec Eastern Townships Vaccine Hesitant, Eastern Ontario Opinion Leaders** Has anyone seen, read or heard anything about the federal budget?
 - IF YES, PROBE IN-DEPTH:
 - What did you hear?
 - What are your overall impressions of it? Was there anything you liked or disliked in it?
- **GTA Vaccine Hesitant and Racialized Canadians** Have you heard anything in the budget regarding fighting systemic racism and empowering racialized communities?

GTA Vaccine Hesitant and Racialized Canadians SHOW ON SCREEN

In the Government of Canada's fight against systemic racism, among many other initiatives, the recent federal budget proposes to provide the following:

- \$11 million over two years to allow the Canadian Race Relations Foundation to scale up efforts to empower racialized Canadians and help community groups combat racism in all its forms.
- \$2 million to Public Safety Canada to enhance its programming to protect communities at risk of hate-motivated crimes.
- \$200 million to establish a new Black-led Philanthropic Endowment Fund to help combat anti-Black racism and improve social and economic outcomes in Black communities.

- \$100 million to support Black-led non-profit organizations so they can better serve Black Canadian communities.
- \$172 million to Statistics Canada to implement a data plan to fill data and knowledge gaps.
- **GTA Vaccine Hesitant and Racialized Canadians** What are your thoughts about these initiatives?
- **GTA Vaccine Hesitant and Racialized Canadians** Do you think they will be effective in fighting against systemic racism?
- **Atlantic Canada Opinion Leaders Seniors, Manitoba Recipients of First Dose of COVID-19 Vaccine Seniors** Do you recall anything hearing or seeing anything in the budget aimed at helping seniors?

Atlantic Canada Opinion Leaders Seniors, Manitoba Recipients of First Dose of COVID-19 Vaccine Seniors SHOW ON SCREEN/CLARIFY: Among many initiatives, the federal budget included some of the following provisions:

- Increasing regular Old Age Security (OAS) payments by 10% for seniors 75 years of age or older on an ongoing basis as of July 2022.
- Providing a one-time payment of \$500 in August 2021 to OAS pensioners who will be 75 or over as of June 2022.
- Providing \$3 billion over five years to ensuring standards for long-term care are applied and permanent changes are made, keeping seniors safe and improving their quality of life.
- Providing \$90 million over three years starting in 2021-22 to launch the Age Well at Home initiative aimed at assisting community-based organizations in providing support that helps low-income and other vulnerable seniors age in place, such as matching seniors with volunteers who can help with meal preparations, home maintenance, daily errands and the like which would result in seniors staying in their homes.
- **Atlantic Canada Opinion Leaders Seniors, Manitoba Recipients of First Dose of COVID-19 Vaccine Seniors** What are your thoughts about these initiatives?
 - Would they have an impact on you?
- **Atlantic Canada Opinion Leaders Seniors, Manitoba Recipients of First Dose of COVID-19 Vaccine Seniors** Thinking about the increase of the regular Old Age Security payments by 10% for seniors 75 years of age or older, how do you feel about it applying only to those over the age of 75 rather than all seniors?

- Some studies have shown that older seniors have higher expenses. Does that make sense to you?
 - Assuming the conclusions in these studies are accurate, do you think it makes sense to provide seniors over the age of 75 additional help, rather than all seniors?
- **Northern Ontario Parents with Children in Daycare** Do you recall seeing, reading or hearing anything in the federal budget aimed at helping young families with children in daycare?

Northern Ontario Parents with Children in Daycare SHOW ON SCREEN/CLARIFY: Among the many initiatives, the federal budget included some of the following provisions related to helping those with children in daycare:

- Working with provincial, territorial and Indigenous partners to establish the Canada-Wide Early Learning and Child Care System. To support this vision, Budget 2021 proposes new investments totaling up to \$30 billion over the next five years, and \$8.3 billion ongoing for childcare.
 - This would allow for a 50% reduction in average fees for regulated early learning and childcare in all provinces outside of Quebec, to be delivered before or by the end of 2022.
 - An average of \$10 a day by 2025-26 for all regulated child care spaces in Canada.
 - Ongoing annual growth in quality affordable child care spaces across the country.
 - Improving and expanding before- and after-school care in order to provide more flexibility for working parents.
- Working with provinces and territories to support primarily not-for-profit sector child care providers to grow quality spaces across the country.
- Building a growing, qualified workforce to ensure that early childhood educators are at the head of the system with a median wage of \$19.20 per hour.
- Building a baseline of common, publicly available data on which to measure progress, report to Canadians, and help continuously improve the system.
- **Northern Ontario Parents with Children in Daycare** What are your thoughts about these initiatives?
 - Would they have an impact on you?
 - How would having to pay only \$10/day for daycare impact you personally?
 - Do you think this is a feasible goal?
 - Do you think that the Government of Canada will be able to make this happen by 2025-26?
- **Northern Ontario Parents with Children in Daycare** Do you think it's important that the Government of Canada invests in childcare, or not? What makes you say that?

- **Northern Ontario Parents with Children in Daycare** FOR THOSE WHO THINK IT'S IMPORTANT: Some people, such as those who don't have kids, may feel that the Government of Canada should not be investing more in childcare, when it is currently running a large deficit. What would you say to them in response?
- **Saskatoon and Regina Experiencing COVID Fatigue and Riskier Behaviours, Quebec Eastern Townships Vaccine Hesitant, Eastern Ontario Opinion Leaders** Has anyone seen, read or heard anything recently about Enbridge Line 5?

Saskatoon and Regina Experiencing COVID Fatigue and Riskier Behaviours, Quebec Eastern Townships Vaccine Hesitant, Eastern Ontario Opinion Leaders SHOW ON SCREEN:

Enbridge Line 5 is a nearly 70-year-old pipeline that has been carrying oil from Western Canada, through the U.S., to Eastern Canada. It accounts for nearly half of the supply of light crude oil, light synthetic crude oil and natural gas liquids in Ontario and Quebec. Michigan has ordered the company to shut down the pipeline as of May 12, over concerns about the risk of an environmental oil spill in the Great Lakes. Enbridge says the pipeline is safe and that it will not shut it down unless ordered to do so by a court or its regulator.

In response, the Government of Canada has submitted a U.S federal court filing stating that Michigan does not have the right to act unilaterally, since a 1977 Canada-U.S. pipeline treaty guarantees the free flow of oil between the two nations. The court brief also said that Canada's economy and energy sector would suffer massive and potentially permanent disruption from a shutdown.

- **Saskatoon and Regina Experiencing COVID Fatigue and Riskier Behaviours, Quebec Eastern Townships Vaccine Hesitant, Eastern Ontario Opinion Leaders** What are your thoughts about this issue?
- **Saskatoon and Regina Experiencing COVID Fatigue and Riskier Behaviours, Quebec Eastern Townships Vaccine Hesitant, Eastern Ontario Opinion Leaders** Do you think Line 5 should be shut down or remain open?
- **Saskatoon and Regina Experiencing COVID Fatigue and Riskier Behaviours, Quebec Eastern Townships Vaccine Hesitant, Eastern Ontario Opinion Leaders** Thinking about Canada-U.S. priorities, where do you think this issue ranks, in terms of things Canada should be raising with the U.S.?
- **Saskatoon and Regina Experiencing COVID Fatigue and Riskier Behaviours, Quebec Eastern Townships Vaccine Hesitant, Eastern Ontario Opinion Leaders, Southern Ontario, Quebec City Region Recipients of First Dose of COVID-19 Vaccine** Has anyone seen, read or heard anything recently about Bill C-10, or as some may know as new rules regarding the regulation of internet companies?

Saskatoon and Regina Experiencing COVID Fatigue and Riskier Behaviours, Quebec Eastern Townships Vaccine Hesitant, Eastern Ontario Opinion Leaders, Lower Mainland Parents with Children in Daycare, Southern Ontario, Quebec City Region Recipients of First Dose of COVID-19 Vaccine

SHOW ON SCREEN/CLARIFY: Bill C-10, referred to as an *Act to amend the Broadcasting Act and to make related and consequential amendments to other acts*, is meant to modernize the *Broadcasting Act* for an era when Canadians are increasingly consume music, movies, TV shows, videos and podcasts either online or through mobile apps. It would allow the Canadian Radio-Television and Telecommunications Commission (CRTC) to regulate user-generated content uploaded to social media platforms, much as it regulates radio and TV content now. Changes are said to apply only to professional content and are necessary to make successful online streaming services and apps contribute to the creation, production and promotion of Canadian content and Canadian culture. Such regulations could compel streaming platforms like Netflix or Spotify to pay funds that support Canadian musicians, writers or artists, or require them to make Canadian content more visible on their platforms.

- Saskatoon and Regina Experiencing COVID Fatigue and Riskier Behaviours, Quebec Eastern Townships Vaccine Hesitant, Eastern Ontario Opinion Leaders, Lower Mainland Parents with Children in Daycare, Southern Ontario, Quebec City Region Recipients of First Dose of COVID-19 Vaccine What are your thoughts about this?
- Saskatoon and Regina Experiencing COVID Fatigue and Riskier Behaviours, Quebec Eastern Townships Vaccine Hesitant, Eastern Ontario Opinion Leaders, Lower Mainland Parents with Children in Daycare, Southern Ontario, Quebec City Region Recipients of First Dose of COVID-19 Vaccine Do you feel like you have an understanding of what the Bill is proposing, or do you feel you need more information?
 - IF MORE INFO NEEDED (OR SAY IT'S COMPLICATED/CONFUSING): What additional information would be helpful to know?
 - If you had this information, would that alleviate any concerns you may have?
- Quebec Eastern Townships Vaccine Hesitant, Eastern Ontario Opinion Leaders Some of you may have heard about the latest conflict in the Middle East. I don't want to focus on the conflict itself. Rather, I just want to know if you're aware of anything the Government of Canada has said about it?
 - IF PARTICIPANTS SAY GOVERNMENT HAS NOT, BUT SHOULD: What would be an appropriate response?

Quebec Eastern Townships Vaccine Hesitant, Eastern Ontario Opinion Leaders ASK THE FOLLOWING QUESTIONS, ONLY IF ANYONE HAS HEARD WHAT THE GOVERNMENT OF CANADA HAS SAID. OTHERWISE, MOVE TO NEXT SECTION

- IF YES, what have you heard?
- IF PARTICIPANTS MENTION ANYTHING: Do you think the government needs to say more?
- **Quebec City Region Recipients of First Dose of COVID-19 Vaccine** Has anyone seen, read or heard anything recently about Bill C-96, or as some may know as the amendment of the Constitution to recognize Quebec as a nation and French as its only official and common language.
 - IF YES, what did you hear?
 - What has the Government of Canada's response to it been?

COVID-19 OUTLOOK/VACCINES (45-60 minutes) All Locations

Let's talk about COVID-19...

- **GTA Vaccine Hesitant and Racialized Canadians, Northern Ontario Parents with Children in Daycare** Recently, Ontario has strengthened restrictions across the province, including lengthening the stay-at-home order by two weeks, reducing interprovincial travel, limiting gatherings to members of your own household except for those who live alone, restricting outdoor recreational amenities, closing nonessential construction and reducing capacity in box stores.
- **Northern Alberta** In various regions across Alberta, certain restrictions are being strengthened, including placing further limits on outdoor gatherings and prohibiting personal gatherings, moving more schools to online learning, limiting restaurants to takeout and delivery only, placing further limits on cultural and faith-based gatherings, and closing some businesses, such as hair and nail salons.
- **GMA Experiencing COVID Fatigue and Riskier Behaviours** Recently, Quebec has strengthened restrictions in some regions, including stricter curfews and the closure of non-essential businesses, and has implemented new interprovincial travel restrictions. As part of the travel restrictions, travellers from Ontario cannot enter without a valid reason (e.g. they live or work in Quebec, they are transporting goods, etc.). Anyone returning to Quebec from Ontario must isolate for 14 days unless they fall under one of the listed exceptions. Quebec has also recently loosened certain restrictions in some regions (like Quebec City and Abitibi-Témiscamingue), allowing some schools and non-essential stores to reopen, and pushing back the curfew.
- **Atlantic Canada Opinion Leaders Seniors** In various regions across Atlantic Canada, and as we have recently seen in places like Nova Scotia, certain restrictions are being strengthened, including closing schools, malls, gyms, bars, restaurants, and retail stores – and closing some provincial borders to non-essential travel.
- **Manitoba Recipients of First Dose of COVID-19 Vaccine Seniors** Across Manitoba, certain restrictions have recently been strengthened, including closing restaurants, bars, patios, personal services such as estheticians, barbers and salons, seating in food courts, gyms, fitness centres, museums, galleries, and libraries. Outdoor gatherings from different households are limited to five people and indoor and private gatherings are still limited to household contacts, except for people who live alone who are allowed one designated visitor.

- What do you think about the current restrictions in place?
- Should they be lifted? Should more things be opened up now?
- Should they be more restricted?
- **GTA Vaccine Hesitant and Racialized Canadians, Northern Ontario Parents with Children in Daycare** How have they had an impact on your families?

GTA Vaccine Hesitant and Racialized Canadians, Northern Ontario Parents with Children in Daycare

The Government of Canada announced that it will be providing more help to Ontario in response to the province's request for assistance. It is providing support from the Canadian Armed Forces (CAF) and funding the redeployment of the Canadian Red Cross to augment or relieve staff within medical care facilities. In addition, the CAF is providing the airlift of medical personnel from Newfoundland and Labrador and possibly other jurisdictions.

- What do you think about this additional help for Ontario?
- **Atlantic Canada Opinion Leaders Seniors, Northern Ontario Parents with Children in Daycare, Manitoba Recipients of First Dose of COVID-19 Vaccine Seniors** Overall, how do you think the Government of Canada has managed the COVID-19 pandemic since the beginning?
 - What have they done well?
 - What have they done poorly?
 - What about over the last few months? Would you say they have improved or have they been worse?
- What do you know about Canada's current travel restrictions?

CLARIFY:

The Government of Canada has put in place several measures related to international travel in order to stop further spread of COVID-19 from other countries. Some of these measures include requirements to provide proof of a negative COVID-19 test taken within 72 hours, with additional testing upon entry for those entering by air and land, and an additional mandatory 3-night stay at their own cost at a Government-Approved Accommodation (hotel) while they wait for the results of their arrival test for those entering by air. They've also recently introduced a travel ban for passenger and business flights from India and Pakistan to curb the spread of COVID-19 variants.

- What do you think about these actions from the Government of Canada?
 - Are they appropriate? Why/why not?
- **GTA Vaccine Hesitant and Racialized Canadians, Northern Alberta, GMA Experiencing COVID Fatigue and Riskier Behaviours, Atlantic Canada Opinion Leaders Seniors** Should travel restrictions be reinforced and made tougher? Or should they be loosened?
- **Saskatoon and Regina Experiencing COVID Fatigue and Riskier Behaviours, Quebec Eastern Townships Vaccine Hesitant, Eastern Ontario Opinion Leaders, Lower Mainland Parents with Children in Daycare, Southern Ontario, Quebec City Region Recipients of First Dose of COVID-19 Vaccine** When should the Government of Canada decide to ease restrictions?

- What are some of the key factors you would consider when making this decision?
- Saskatoon and Regina Experiencing COVID Fatigue and Riskier Behaviours, Quebec Eastern Townships Vaccine Hesitant, Eastern Ontario Opinion Leaders, Lower Mainland Parents with Children in Daycare, Southern Ontario, Quebec City Region Recipients of First Dose of COVID-19 Vaccine Keeping in mind that mandatory COVID-19 tests might be in place for a long time to come, when do you think they could end quarantine hotels?
- Saskatoon and Regina Experiencing COVID Fatigue and Riskier Behaviours, Quebec Eastern Townships Vaccine Hesitant, Eastern Ontario Opinion Leaders, Lower Mainland Parents with Children in Daycare, Southern Ontario, Quebec City Region Recipients of First Dose of COVID-19 Vaccine When should they allow some non-essential travel into Canada?
- Lower Mainland Parents with Children in Daycare, Southern Ontario, Quebec City Region Recipients of First Dose of COVID-19 Vaccine How would you feel about giving some countries certain border exemptions? For example, opening up to countries with a high vaccination rate or low case counts?
 - How would you feel about opening up the Canada-US border?
- Lower Mainland Parents with Children in Daycare, Southern Ontario, Quebec City Region Recipients of First Dose of COVID-19 Vaccine What if the border was only open to non-essential travelers into Canada who have received both doses of a COVID-19 vaccine? Do you think that's a good approach, or not?
 - IF NO: What if they still had to follow the other travel measures in place – that is, they were still tested for COVID, and they still had to quarantine when they arrived in Canada?
- Saskatoon and Regina Experiencing COVID Fatigue and Riskier Behaviours, Quebec Eastern Townships Vaccine Hesitant, Eastern Ontario Opinion Leaders, Lower Mainland Parents with Children in Daycare, Southern Ontario, Quebec City Region Recipients of First Dose of COVID-19 Vaccine How would you feel about giving certain sports teams certain border exemptions? For example, hockey players crossing the border for the Stanley Cup playoffs or other sporting events in Canada?
- GTA Vaccine Hesitant and Racialized Canadians, Northern Alberta, GMA Experiencing COVID Fatigue and Riskier Behaviours Do you think that the spread of COVID-19 is going to get worse throughout the spring?
- Atlantic Canada Opinion Leaders Seniors, Northern Ontario Parents with Children in Daycare, Manitoba Recipients of First Dose of COVID-19 Vaccine Seniors, Saskatoon and Regina Experiencing COVID Fatigue and Riskier Behaviours, Quebec Eastern Townships Vaccine Hesitant, Eastern Ontario Opinion Leaders, Lower Mainland Parents with Children in Daycare, Southern

- Ontario, Quebec City Region Recipients of First Dose of COVID-19 Vaccine** Do you think that the spread of COVID-19 is going to get worse in the near term?

 - Or, are we in the middle of it now?
 - Or, is the worst behind us?

- Atlantic Canada Opinion Leaders Seniors** As you may remember, the Atlantic region had created an Atlantic Bubble allowing unrestricted travel among the four provinces, and restricted travel from Canadians who live outside of Atlantic Canada. This was in place until November 2020.

 - As we head into the end of spring and the beginning of summer, do you think the Atlantic Bubble should be reinstated? Why, why not?
 - Are you worried that new COVID-19 variants could spread faster throughout the Atlantic region should the Bubble be reinstated?

- Atlantic Canada Opinion Leaders Seniors** When do you think travel should open up between Atlantic Canada and the rest of Canada?

- Atlantic Canada Opinion Leaders Seniors** What criteria should Atlantic Canada use to decide whether to open up?

- Atlantic Canada Opinion Leaders Seniors** Do you think there needs to be an Atlantic Bubble first, or do you think your province could open up to all the provinces and territories at the same time? What makes you say that?

- Northern Ontario Parents with Children in Daycare, Manitoba Recipients of First Dose of COVID-19 Vaccine Seniors** Have you changed your behaviour in the last few weeks? What are you doing differently now compared to a couple of months ago?

 - What have you done?
 - IF YES: Why are you doing these things more?
 - IF NO: Why haven't you changed your behaviour?

- Northern Ontario Parents with Children in Daycare, Lower Mainland Parents with Children in Daycare** How have COVID-19 and COVID-related restrictions impacted you?

 - How have the restrictions impacted your family?
 - Has it been hard on your kids?
 - Has it been hard on you as a parent?
 - How does it compare to restrictions last spring – is it harder, easier, or about the same now? What makes you say that?

- Northern Ontario Parents with Children in Daycare** Are any of your kids still going to daycare or has your daycare been closed?

- KIDS IN DAYCARE: Are you worried about sending your kids to daycare? What worries you the most about it?
 - PROMPT AS NECESSARY: Your kids' health? Your kids passing COVID-19 on to you or other family members? Something else?
- KIDS STAYING HOME: How has that impacted your day to day behaviours? Has it had an impact on your job?
- Northern Ontario Parents with Children in Daycare What do you think is most needed in order to make things safer in daycares?
 - PROBE: Do daycares need more space so kids can be spaced out more? Do they need to hire more daycare workers? Hire more cleaning staff? Something else?
- What have you seen, read or heard about COVID-19 vaccines recently?
- GTA Vaccine Hesitant and Racialized Canadians, Quebec Eastern Townships Vaccine Hesitant When we asked you to participate in this focus group, we asked whether you thought you would get vaccinated or not. Some of you said you would, but you preferred to wait, and others of you said you were unsure. Is this still the case? Why/why not?
 - (FOR THOSE WHO ARE HESITANT) What are the factors that will influence your decision on whether or not to get vaccinated?
- Quebec Eastern Townships Vaccine Hesitant Are there any questions about COVID-19 vaccines you would like answers to that would help you decide to get vaccinated or not?

GMA Experiencing COVID Fatigue and Riskier Behaviours, Saskatoon and Regina Experiencing COVID Fatigue and Riskier Behaviours When we invited you to this session, some of you said you have recently attended a social gathering or event outside your home recently and/or are seeing friends, neighbours or extended family from time to time. Some of you also said you're tiring of having to continue to adhere to public health measures, or you're not paying attention anymore about public health advice, or that you're getting tired of having to avoid seeing people...

- What do you find tiring or difficult about following public health advice?

GTA Vaccine Hesitant and Racialized Canadians, Northern Alberta, GMA Experiencing COVID Fatigue and Riskier Behaviours I'm now going to show you an ad that is currently being developed by the Government of Canada for possible advertising regarding COVID-19. You will notice that it may not be in the finished form. We will view the video twice and then I will ask you a few questions about it.

GTA Vaccine Hesitant and Racialized Canadians, Northern Alberta, GMA Experiencing COVID Fatigue and Riskier Behaviours **SHOW VIDEO #1**

- What are your initial thoughts about this video?
- What is the main message of this ad? Is the message easy to understand?

- PROMPT AS NEEDED: Does it communicate that a collective effort is required for vaccination to have an impact? Why or why not?
- Does this ad speak to you? Why or why not?

GTA Vaccine Hesitant and Racialized Canadians, Northern Alberta, GMA Experiencing COVID Fatigue and Riskier Behaviours I'm going to show you another short video about the approved vaccines in Canada.

GTA Vaccine Hesitant and Racialized Canadians, Northern Alberta, GMA Experiencing COVID Fatigue and Riskier Behaviours **SHOW VIDEO #2**

- What are your initial thoughts about this video?
- Does it answer any of the questions you had about the approved vaccines in Canada?
- Does it provide you with the kind of information you need to make an informed decision to get vaccinated? Why or why not?
- Are there other questions about COVID-19 vaccines you would like answers to?
- **GTA Vaccine Hesitant and Racialized Canadians, Northern Alberta, GMA Experiencing COVID Fatigue and Riskier Behaviours, Atlantic Canada Opinion Leaders Seniors, Northern Ontario Parents with Children in Daycare, Manitoba Recipients of First Dose of COVID-19 Vaccine Seniors** Do you think the Government of Canada is doing a good job in procuring and distributing the vaccine to provinces and territories, or not?
 - Why do you think that?
- **GTA Vaccine Hesitant and Racialized Canadians, Northern Alberta, GMA Experiencing COVID Fatigue and Riskier Behaviours, Atlantic Canada Opinion Leaders Seniors, Northern Ontario Parents with Children in Daycare, Manitoba Recipients of First Dose of COVID-19 Vaccine Seniors** When evaluating how well Canada is doing in terms of vaccinating people, what do you think is the best comparison? Is it compared to the U.S.? Europe? The G20? Our global ranking? Something else?

GTA Vaccine Hesitant and Racialized Canadians Roughly 34% of Canadians have now received at least one COVID-19 vaccine dose, placing Canada 13th internationally, and 3rd among the G20 countries, behind only the United States and the United Kingdom.

Northern Alberta Roughly 35% of Canadians have now received at least one COVID-19 vaccine dose, placing Canada 13th internationally, and 3rd among the G20 countries, behind only the United States and the United Kingdom.

GMA Experiencing COVID Fatigue and Riskier Behaviours Roughly 35% of Canadians have now received at least one COVID-19 vaccine dose, placing Canada 14th internationally, and 3rd among the G20 countries, behind only the United States and the United Kingdom.

Atlantic Canada Opinion Leaders Seniors Roughly 39% of Canadians have now received at least one COVID-19 vaccine dose, placing Canada 14th internationally, and 3rd among the G20 countries, behind only the United States and the United Kingdom.

Northern Ontario Parents with Children in Daycare Roughly 40% of Canadians have now received at least one COVID-19 vaccine dose, placing Canada 13th internationally, and 3rd among the G20 countries, behind only the United States and the United Kingdom.

Manitoba Recipients of First Dose of COVID-19 Vaccine Seniors Roughly 41% of Canadians have now received at least one COVID-19 vaccine dose, placing Canada 13th internationally, and 3rd among the G20 countries, behind only the United States and the United Kingdom.

- **GTA Vaccine Hesitant and Racialized Canadians, Northern Alberta, GMA Experiencing COVID Fatigue and Riskier Behaviours, Atlantic Canada Opinion Leaders Seniors, Northern Ontario Parents with Children in Daycare, Manitoba Recipients of First Dose of COVID-19 Vaccine Seniors** Is this about what you expected, or do these numbers surprise you?
 - IF SURPRISED: is that because Canada is doing better or worse than you thought?
- **GTA Vaccine Hesitant and Racialized Canadians, Northern Alberta, GMA Experiencing COVID Fatigue and Riskier Behaviours, Atlantic Canada Opinion Leaders Seniors, Northern Ontario Parents with Children in Daycare, Manitoba Recipients of First Dose of COVID-19 Vaccine Seniors** Now that I have provided some additional information about how Canada is doing, do any of these numbers change how you feel about how Canada is doing on vaccines? How so?
- Do you think things will get back to normal once everyone who wants a vaccine has been vaccinated, or do you think COVID-19 measures will remain in place for a while after?
- **Manitoba Recipients of First Dose of COVID-19 Vaccine Seniors, Saskatoon and Regina Experiencing COVID Fatigue and Riskier Behaviours, Quebec Eastern Townships Vaccine Hesitant, Eastern Ontario Opinion Leaders, Lower Mainland Parents with Children in Daycare, Southern Ontario, Quebec Eastern Townships Vaccine Hesitant, Eastern Ontario Opinion Leaders, Lower Mainland Parents with Children in Daycare, Southern Ontario, Quebec City Region Recipients of First Dose of COVID-19 Vaccine** Let's say we reach a point in the near future where things go back to normal. Do you think it will stay that way, or do you think there could be restrictive measures put in place again in a year or two because of variants?
 - Do you think that COVID-19 will become like something similar to the flu, where people need to get a new vaccine every year because of variants?
- **Manitoba Recipients of First Dose of COVID-19 Vaccine Seniors** Following the National Advisory Committee on Immunization (NACI)'s recommendation to delay second doses of the two-shot COVID-19 vaccine by up to four months, some regions have extended the interval between doses to follow these recommendations. How do you feel about this?
 - Do you think it makes more sense to delay the second dose so that more people can get the first dose as soon as possible, or do you think it makes more sense to stick to the original schedule to ensure being vaccinated is as effective as possible?

- Northern Ontario Parents with Children in Daycare, Manitoba Recipients of First Dose of COVID-19 Vaccine Seniors, Saskatoon and Regina Experiencing COVID Fatigue and Riskier Behaviours, Quebec Eastern Townships Vaccine Hesitant, Eastern Ontario Opinion Leaders, Southern Ontario Have any of you heard the following: “one dose summer, two dose fall”?
 - What does that mean to you?

Northern Ontario Parents with Children in Daycare, Manitoba Recipients of First Dose of COVID-19 Vaccine Seniors, Saskatoon and Regina Experiencing COVID Fatigue and Riskier Behaviours, Quebec Eastern Townships Vaccine Hesitant, Eastern Ontario Opinion Leaders, Southern Ontario CLARIFY AS NEEDED

“One dose summer, two dose fall” has been used as a way of explaining the kinds of things we can do this summer if 75% of Canadians get their first dose, and then the kinds of things that we can do this fall if 75% get fully vaccinated.

- What do you think of that?
 - Is this a good way to frame what people will be allowed to do under each scenario?
- Saskatoon and Regina Experiencing COVID Fatigue and Riskier Behaviours, Quebec Eastern Townships Vaccine Hesitant, Eastern Ontario Opinion Leaders, Southern Ontario What type of activities do you think people will be allowed to do this summer?
 - What about this fall?

Saskatoon and Regina Experiencing COVID Fatigue and Riskier Behaviours, Quebec Eastern Townships Vaccine Hesitant, Eastern Ontario Opinion Leaders Now, I’m going to show you a postcard on this subject and try to gauge your reactions to it. This is the type of postcard that you would get in the mail from the Public Health Agency of Canada.

Saskatoon and Regina Experiencing COVID Fatigue and Riskier Behaviours, Quebec Eastern Townships Vaccine Hesitant, Eastern Ontario Opinion Leaders SHOW POSTCARD ON SCREEN

- Saskatoon and Regina Experiencing COVID Fatigue and Riskier Behaviours, Quebec Eastern Townships Vaccine Hesitant, Eastern Ontario Opinion Leaders What are your thoughts about this postcard?
- Saskatoon and Regina Experiencing COVID Fatigue and Riskier Behaviours, Quebec Eastern Townships Vaccine Hesitant, Eastern Ontario Opinion Leaders What is the main message?
- Saskatoon and Regina Experiencing COVID Fatigue and Riskier Behaviours, Quebec Eastern Townships Vaccine Hesitant, Eastern Ontario Opinion Leaders Would this serve as a reminder to book your vaccine appointment? Is it encouraging?
- Manitoba Recipients of First Dose of COVID-19 Vaccine Seniors, Quebec City Region Recipients of First Dose of COVID-19 Vaccine When we asked you to participate in this discussion group, all of

you had mentioned having received a first dose of the COVID-19 vaccine. How do you feel the vaccination process is going? How has it been for you?

- **Manitoba Recipients of First Dose of COVID-19 Vaccine Seniors, Quebec City Region Recipients of First Dose of COVID-19 Vaccine** Have all of you received the first dose only? Now that you have received a COVID-19 vaccine dose, how do you feel? Do you feel protected against COVID-19 and the variants?

Manitoba Recipients of First Dose of COVID-19 Vaccine Seniors, Quebec City Region Recipients of First Dose of COVID-19 Vaccine IF ANY HAVE NOW RECEIVED A SECOND DOSE:

- What about those who have received both doses? How do you feel? And, do you feel protected against COVID-19 and the variants?
- **Manitoba Recipients of First Dose of COVID-19 Vaccine Seniors, Quebec City Region Recipients of First Dose of COVID-19 Vaccine** Since receiving the vaccine (either the first dose only or both doses), have you changed any of your behaviours? IF YES: What are you doing differently now? (MODERATOR AND NOTE-TAKERS TO OBSERVE ANY DIFFERENCES BETWEEN THOSE WHO HAVE RECEIVED THEIR FIRST DOSE ONLY VS. THOSE HAVING RECEIVED BOTH DOSES.) IF RECEIVED FIRST DOSE ONLY AND NOT DOING ANYTHING DIFFERENTLY, PROBE: Do you think you will be able to do anything differently after you get your second dose? What will you do differently?
 - ASK ALL: Do you feel like you can go out without wearing a mask in public? Without having to maintain physical distance? Why/why not? IF NOT: At which point do you think you will be able to do things like this? ASK THOSE WHO HAVE RECEIVED FIRST DOSE ONLY: Do you think you will be able to do so once you get your second dose?
 - ASK ALL: Do you feel like you can get together indoors with other people who have been vaccinated? Why/why not? IF NOT: At which point do you think you will be able to do things like this? ASK THOSE WHO HAVE RECEIVED FIRST DOSE ONLY: Do you think you will be able to do so once you get your second dose?

OUT-OF-STATUS WORKERS (20 minutes) **GTA Vaccine Hesitant and Racialized Canadians, Northern Alberta, GMA Experiencing COVID Fatigue and Riskier Behaviours**

I'd like to talk to you about out-of-status workers in Canada...

- Are you familiar with the term "out-of-status" or "undocumented" workers?
 - What are out-of-status workers?

CLARIFY: Out-of-status workers are individuals in Canada who do not have legal status in Canada, who are participating in the Canadian labour force. For example, some are individuals who have stayed in Canada after their temporary work permit expired, some arrived as visitors but started working without getting a work permit, and some have made refugee claims that were denied.

People without legal status are often employed as personal support workers or care aides in long-term care facilities, and in sectors like construction and agriculture.

- If you were to estimate, how many out-of-status workers do you think there are in Canada?
- Do you think out-of-status workers should be given a path to permanent residency and citizenship?
 - Why or why not?
- Given that many out-of-status workers don't pay income taxes and are doing jobs where labour shortages are experienced often, is there an economic argument in support of providing them with a path to permanent residency and citizenship?

LOCAL ISSUES (20 minutes) Northern Alberta

Let's shift our focus a little bit.

- What are the most important sectors and industries in northern Alberta?
- Which sectors and industries in northern Alberta do you feel need the most help? Why do these issues need federal support?

NOTE TO MODERATOR: For two or three major sectors named, probe if the Government of Canada has done anything to support this sector? What else can the Government of Canada do to support these sectors?

- (IF NOT MENTIONED) Do you think that the Government of Canada has done enough in terms of agriculture and farming in your region and in northern Alberta more broadly?
- (IF NOT MENTIONED) Now thinking about the oil and gas sector in northern Alberta, are you aware of anything the Government of Canada has done to support this sector?
 - What else should the Government of Canada do to support the oil and gas sector?
- Have you heard anything about orphan wells in Alberta recently? What have you heard? What are the issues?
- Have you heard about what the Government of Canada is doing to address the issue of orphan wells? What have you heard?

CLARIFICATION:

Last year, the Federal Government announced that it would be investing \$1.7 billion to clean up orphan wells in British Columbia, Alberta and Saskatchewan to keep people working during the COVID-19 pandemic. This investment was expected to help maintain 5,200 jobs in Alberta alone. Acknowledging the struggling energy sector in these regions, it was also aimed to keep energy service companies going during these difficult times, while bringing sites back to their original condition, leaving a cleaner environment for future generations.

- What are your thoughts about this initiative?
- Is this addressing an important issue for Alberta? Why/why not?

COVID-19 VACCINE PASSPORTS (20 minutes) GMA Experiencing COVID Fatigue and Riskier Behaviours, Atlantic Canada Opinion Leaders Seniors, Northern Ontario Parents with Children in Daycare, Manitoba Recipients of First Dose of COVID-19 Vaccine Seniors, Saskatoon and Regina Experiencing COVID Fatigue and Riskier Behaviours, Quebec Eastern Townships Vaccine Hesitant, Eastern Ontario Opinion Leaders

I'd like to now gauge your opinion about vaccine passports.

- Have you read, heard or seen anything recently about vaccine passports? What are they?

CLARIFY AS NECESSARY:

A vaccine passport is essentially a proof-of-vaccination system that could be implemented as a requirement to enter another country.

- Should Canada coordinate with other countries regarding vaccine passports related to international travel?
 - IF NO: What if other countries required a vaccine passport upon entering their country – should Canada have a similar requirement for people wanting to enter Canada?
- Should Canada have vaccine passports for domestic air travel?
- How about requiring proof of vaccination to be able to attend things like concerts or sporting events?
- Do you have any concerns about your privacy when it comes to vaccination passports or certificates?
 - PROMPT AS NECESSARY: A proof-of-vaccination system would require some sort of sharing of vaccination records between levels of government. Do you have any concerns about that?

FEDERAL BUDGET/DAYCARE (15 minutes) Lower Mainland Parents with Children in Daycare

- Has anyone seen, read or heard anything about the federal budget?
 - What did you hear?

- Do you recall seeing, reading or hearing anything in the federal budget aimed at helping young families with children in daycare?

SHOW ON SCREEN/CLARIFY: Among the many initiatives, the federal budget included some of the following provisions related to helping those with children in daycare:

- Working with provincial, territorial and Indigenous partners to establish the Canada-Wide Early Learning and Child Care System. To support this vision, Budget 2021 proposes new investments totaling up to \$30 billion over the next five years, and \$8.3 billion ongoing for childcare.
 - This would allow for a 50% reduction in average fees for regulated early learning and childcare in all provinces outside of Quebec, to be delivered before or by the end of 2022.
 - An average of \$10 a day by 2025-26 for all regulated child care spaces in Canada.
 - Ongoing annual growth in quality affordable child care spaces across the country.
 - Improving and expanding before- and after-school care in order to provide more flexibility for working parents.
- Working with provinces and territories to support primarily not-for-profit sector child care providers to grow quality spaces across the country.
- Building a growing, qualified workforce to ensure that early childhood educators are at the head of the system with a median wage of \$19.20 per hour.
- Building a baseline of common, publicly available data on which to measure progress, report to Canadians, and help continuously improve the system.

- What are your thoughts about these initiatives?
 - Would they have an impact on you?
 - How would having to pay only \$10/day for daycare impact you personally?
 - Do you think this is a feasible goal?
 - Do you think that the Government of Canada will be able to make this happen by 2025-26?

- Do you think it's important that the Government of Canada invests in childcare, or not? What makes you say that?

- FOR THOSE WHO THINK IT'S IMPORTANT: Some people, such as those who don't have kids, may feel that the Government of Canada should not be investing more in childcare since it is currently running a large deficit. What would you say to them in response?

HOUSING (30 minutes) Lower Mainland Parents with Children in Daycare, Southern Ontario, Quebec City Region Recipients of First Dose of COVID-19 Vaccine

Lower Mainland Parents with Children in Daycare I'd like to talk to you about housing in BC...

Southern Ontario I'd like to talk to you about housing in Southern Ontario...

Quebec City Region Recipients of First Dose of COVID-19 Vaccine I'd like to talk to you about housing in Quebec City...

- Have the housing prices gone up over the past year?
 - IF YES: Why do you think they have gone up?
- Does this affect you personally?
 - In a good way? In a bad way? How so?
- In your opinion, what level of government do you think has the most ability to control housing prices? Or do you think it's not possible for any level of government to control this (e.g. it's all market based)?
- Has the Government of Canada done anything to support individuals who want to buy a home?

Now I'd like to talk about some of the measures in the 2021 federal Budget related to affordable housing...

SHOW ON SCREEN

The Budget proposes advancing and reallocating previously announced funding in order to:

- Accelerate the creation of new units and the repair of existing units
 - Support the construction, repair, and operating costs of an estimated 560 units of transitional housing and shelter spaces for women and children fleeing violence
 - Support the conversion of vacant commercial property (e.g. retail and office space) into rental housing
- How do you feel about these initiatives?
 - Do you think it will help address affordable housing needs?
 - Have you heard of the Government of Canada's plans to tax the unproductive use of Canadian housing by foreign non-resident owners? (sometimes referred to in the media as a "foreign buyers tax")

SHOW ON SCREEN

The Budget also proposes a national 1% tax on the value of foreign, non-resident-owned residential homes considered to be vacant or underused. The federal government estimates that the tax could

increase federal revenues by \$700 million over four years starting in 2022-23. The tax will require owners, other than Canadian citizens or permanent residents of Canada, to file a declaration as to the current use of the property, with significant penalties for failure to file.

- What do you think about this initiative?
- Do you think that this initiative will have an impact on the housing market?
- Have you seen, read or heard anything recently about the new mortgage stress test?
 - If so, what did you hear?

SHOW ON SCREEN

Recently, the Office of the Superintendent of Financial Institutions within the Government of Canada announced a tightening of rules on the mortgage stress test for homebuyers with insured and uninsured mortgages (residential mortgages with a down payment of 20% or more) starting June 1, 2021. The minimum qualifying rate for uninsured mortgages will rise either the contracted rate plus two percentage points or 5.25%, whichever is higher.

As it stands, any buyer whose down payment on a home is 20% of the purchase price or more has to show that they can afford mortgage payments if the interest rate was two percentage points higher than what the bank is offering them or the five-year benchmark rate published by the Bank of Canada, which sits at 4.79%, whichever is higher.

- What are your thoughts about these new mortgage rules?

The Bank of Canada has said that many households have taken on large mortgages compared with their income, limiting their flexibility to deal with an unforeseen financial shock like the loss of a job. The total household debt has increased by 4% since the start of the pandemic, picking up sharply since the housing market started to heat up across Canada.

- Does hearing that affect your thoughts on these new mortgage rules?
- Will these changes affect you? How?

CONCLUSION (5 minutes)

Guide du modérateur, version française

GUIDE DU MODÉRATEUR – MAI 2021 DOCUMENT MAÎTRE

INTRODUCTION (10 minutes) Tous les lieux

- Le modérateur ou la personne responsable du soutien technique doit faire savoir aux participant(e)s qu'un stylo et du papier seront nécessaires afin de prendre des notes et d'écrire quelques réflexions au sujet des pièces de communication que nous leur montrerons plus tard au cours de la discussion.

LE GOUVERNEMENT DU CANADA DANS L'ACTUALITÉ (10-25 minutes) Tous les lieux

- Qu'avez-vous vu, lu ou entendu au sujet du gouvernement du Canada au cours des derniers jours ?
- **Canadiens racisés et hésitants à la vaccination de la RGT, Nord de l'Alberta, personnes qui ressentent la fatigue de la COVID et qui adoptent des comportements plus risqués de la RGM, leaders d'opinion ainé(e)s du Canada atlantique, parents d'enfants en garderie du Nord de l'Ontario, ainé(e)s ayant reçu une première dose de vaccin contre la COVID-19 du Manitoba, personnes qui ressentent la fatigue de la COVID et qui adoptent des comportements plus risqués de Saskatoon et de Régina, personnes hésitantes à la vaccination des Cantons de l'Est du Québec, leaders d'opinion de l'Est de l'Ontario** Est-ce que quelqu'un a vu, lu ou entendu quoi que ce soit au sujet du budget fédéral ?
 - SI OUI, SONDER DE MANIÈRE APPROFONDIE :
 - Qu'avez-vous entendu ?
 - Quelles sont vos impressions globales ? Contenait-il quoi que ce soit qui vous a plu ou déplu ?
- **Canadiens racisés et hésitants à la vaccination de la RGT** Avez-vous entendu quoi que ce soit contenu dans le budget qui vise à lutter contre le racisme systémique et à renforcer l'autonomie des communautés racisées ?

Canadiens racisés et hésitants à la vaccination de la RGT AFFICHER À L'ÉCRAN

Dans le cadre de la lutte du gouvernement du Canada contre le racisme systémique, le récent budget fédéral propose, parmi de nombreuses autres initiatives, les investissements suivants :

- 11 millions de dollars sur deux ans pour permettre à la Fondation canadienne des relations raciales d'intensifier ses efforts destinés à renforcer l'autonomie des Canadiens racisés et à aider les groupes communautaires à lutter contre le racisme sous toutes ses formes.
 - 2 millions de dollars à Sécurité publique Canada pour renforcer ses programmes qui visent à protéger les communautés qui risquent d'être victimes de crimes haineux.
 - 200 millions de dollars afin d'établir un nouveau Fonds de dotation philanthropique dirigé par les Noirs pour contribuer à la lutte contre le racisme envers les Noirs, et améliorer les résultats sur les plans sociaux et économiques dans les communautés noires.
 - 100 millions de dollars pour appuyer les organismes à but non lucratif dirigés par des Noirs afin qu'ils puissent mieux servir les communautés noires du Canada.
 - 172 millions de dollars à Statistique Canada en vue de mettre en œuvre un plan d'action sur les données qui comblera les écarts en matière de données et de connaissances.
- **Canadiens racisés et hésitants à la vaccination de la RGT** Que pensez-vous de ces initiatives ?
 - **Canadiens racisés et hésitants à la vaccination de la RGT** Pensez-vous qu'elles seront efficaces dans la lutte contre le racisme systémique ?
 - **Leaders d'opinion aîné(e)s du Canada atlantique, aîné(e)s ayant reçu une première dose de vaccin contre la COVID-19 du Manitoba** Vous souvenez-vous avoir entendu ou vu quoi que ce soit contenu dans le budget qui vise à aider les aînés ?

Leaders d'opinion aîné(e)s du Canada atlantique, aîné(e)s ayant reçu une première dose de vaccin contre la COVID-19 du Manitoba AFFICHER À L'ÉCRAN/ÉCLAIRCISSEMENT : Parmi de nombreuses initiatives, le budget fédéral comprenait certaines des dispositions suivantes :

- Augmenter de 10 % les paiements réguliers de la Sécurité de la vieillesse (SV) pour les pensionnés de 75 ans ou plus à compter de juillet 2022 en permanence.
- Verser un paiement unique de 500 \$ en août 2021 aux pensionnés de la SV qui auront 75 ans ou plus à compter de juin 2022.
- Accorder un financement de 3 milliards de dollars sur cinq ans pour assurer l'application des normes relatives aux soins de longue durée et apporter des changements permanents afin de protéger les aînés et d'améliorer leur qualité de vie.
- Accorder un financement de 90 millions de dollars sur trois ans, à compter de 2021-2022, afin de lancer l'initiative pour vieillir dans la dignité à la maison qui vise à aider les organismes communautaires à apporter du soutien aux aînés à faible revenu et autrement vulnérables à vieillir chez eux, y compris par le jumelage d'aînés avec des

bénévoles qui les aideront à préparer les repas, à faire l'entretien ménager, les courses et ainsi de suite, ce qui amènerait les aînés à rester chez eux plus longtemps.

- **Leaders d'opinion aîné(e)s du Canada atlantique, aîné(e)s ayant reçu une première dose de vaccin contre la COVID-19 du Manitoba** Que pensez-vous de ces initiatives ?
 - Est-ce qu'elles auraient un impact sur vous ?
- **Leaders d'opinion aîné(e)s du Canada atlantique, aîné(e)s ayant reçu une première dose de vaccin contre la COVID-19 du Manitoba** En songeant à l'augmentation de 10 % des paiements réguliers de la Sécurité de la vieillesse pour les pensionnés de 75 ans ou plus, que pensez-vous du fait qu'elle s'applique uniquement aux personnes âgées de plus de 75 ans, plutôt qu'à tous les aînés ?
 - Certaines études ont démontré que les aînés qui sont plus âgés ont des dépenses plus élevées. Cela vous semble-t-il logique ?
 - En supposant que les conclusions de ces études soient exactes, pensez-vous qu'il soit logique d'accorder une aide supplémentaire aux personnes âgées de plus de 75 ans, plutôt qu'à tous les aînés ?
- **Parents d'enfants en garderie du Nord de l'Ontario** Vous souvenez-vous avoir vu, lu ou entendu quoi que ce soit contenu dans le budget fédéral qui vise à aider les jeunes familles avec des enfants en garderie ?

Parents d'enfants en garderie du Nord de l'Ontario AFFICHER À L'ÉCRAN/ÉCLAIRCISSEMENT : Parmi les nombreuses initiatives, le budget fédéral contenait certaines des dispositions suivantes visant à aider les parents d'enfants en garderie :

- Collaborer avec ses partenaires provinciaux, territoriaux et autochtones en vue d'établir un système pancanadien d'apprentissage et de garde des jeunes enfants. Pour soutenir cette vision, *Budget 2021* prévoit de nouveaux investissements totalisant jusqu'à 30 milliards de dollars au cours des cinq prochaines années, et 8,3 milliards de dollars sur une base permanente, pour la garde des jeunes enfants.
 - Ceci permettrait une réduction de 50 % des frais moyens des services d'apprentissage et de garde des jeunes enfants réglementés dans toutes les provinces à l'extérieur du Québec, à livrer avant ou pour la fin de 2022.
 - Une moyenne de 10 \$ par jour d'ici 2025 à 2026 pour toutes les places autorisées en garderie au Canada.
 - La croissance annuelle permanente des places en garderie abordables de qualité partout au pays.
 - Améliorer et élargir les services de garde avant et après l'école afin d'offrir une plus grande souplesse aux parents qui travaillent.

- La collaboration avec les provinces et les territoires pour soutenir principalement les fournisseurs de services de garde d'enfants du secteur sans but lucratif en vue d'accroître le nombre de places de qualité partout au pays.
- Développer une main-d'œuvre de plus en plus qualifiée pour faire en sorte que les éducateurs de la petite enfance soient au cœur du système avec un salaire médian de 19,20 \$ par heure.
- Établir une base de référence solide de données communes accessibles au public par rapport auxquelles il sera possible de mesurer les progrès, de rendre des comptes aux Canadiens et de contribuer à l'amélioration continue du système.
- **Parents d'enfants en garderie du Nord de l'Ontario** Que pensez-vous de ces initiatives ?
 - Est-ce qu'elles pourraient avoir un impact sur vous ?
 - Quels seraient les effets sur vous d'avoir à payer seulement 10 \$ par jour pour la garde d'enfants ?
 - Pensez-vous que cet objectif est réalisable ?
 - Pensez-vous que le gouvernement du Canada sera en mesure d'y parvenir d'ici 2025-2026 ?
- **Parents d'enfants en garderie du Nord de l'Ontario** Pensez-vous qu'il est important que le gouvernement du Canada investisse dans les services de garde des jeunes enfants, ou non ? Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?
- **Parents d'enfants en garderie du Nord de l'Ontario** POUR LES PERSONNES QUI PENSENT QUE CELA EST IMPORTANT : Certaines personnes, comme celles qui n'ont pas d'enfants, peuvent penser que le gouvernement du Canada ne devrait pas investir davantage dans les services de garde des jeunes enfants, alors qu'il accuse actuellement un important déficit. Que leur répondriez-vous ?
- **Personnes qui ressentent la fatigue de la COVID et qui adoptent des comportements plus risqués de Saskatoon et de Régina, personnes hésitantes à la vaccination des Cantons de l'Est du Québec, leaders d'opinion de l'Est de l'Ontario** Est-ce que quelqu'un a vu, lu ou entendu quoi que ce soit au sujet de la ligne 5 d'Enbridge ?

Personnes qui ressentent la fatigue de la COVID et qui adoptent des comportements plus risqués de Saskatoon et de Régina, personnes hésitantes à la vaccination des Cantons de l'Est du Québec, leaders d'opinion de l'Est de l'Ontario AFFICHER À L'ÉCRAN :

La ligne 5 d'Enbridge est un pipeline vieux de près de 70 ans qui transporte du pétrole de l'Ouest canadien vers l'Est du Canada en passant par les États-Unis. Elle représente près de la moitié de l'approvisionnement en pétrole brut léger, en pétrole brut synthétique léger et en liquides de gaz naturel en Ontario et au Québec. Le Michigan a ordonné à la société de fermer l'oléoduc à compter du 12 mai, en raison des inquiétudes suscitées par le risque de déversement de pétrole dans les

Grands Lacs. Enbridge affirme que l'oléoduc est sécuritaire et qu'elle ne le fermera pas à moins d'en recevoir l'ordre d'un tribunal ou de son organisme de réglementation.

En réponse, le gouvernement du Canada a déposé un mémoire devant la cour fédérale des États-Unis, affirmant que le Michigan n'a pas le droit d'agir unilatéralement, puisque le traité canado-américain de 1977 sur les pipelines de transit assure le flux ininterrompu des hydrocarbures entre les deux pays. Le mémoire présenté à la cour fait aussi valoir que l'économie et le secteur énergétique du Canada subiraient des perturbations massives et potentiellement permanentes en cas de fermeture.

- Personnes qui ressentent la fatigue de la COVID et qui adoptent des comportements plus risqués de Saskatoon et de Régina, personnes hésitantes à la vaccination des Cantons de l'Est du Québec, leaders d'opinion de l'Est de l'Ontario Que pensez-vous de cet enjeu ?
- Personnes qui ressentent la fatigue de la COVID et qui adoptent des comportements plus risqués de Saskatoon et de Régina, personnes hésitantes à la vaccination des Cantons de l'Est du Québec, leaders d'opinion de l'Est de l'Ontario Pensez-vous que la « ligne 5 » devrait être fermée ou être maintenue ouverte ?
- Personnes qui ressentent la fatigue de la COVID et qui adoptent des comportements plus risqués de Saskatoon et de Régina, personnes hésitantes à la vaccination des Cantons de l'Est du Québec, leaders d'opinion de l'Est de l'Ontario En pensant aux priorités canado-américaines, où se situe cet enjeu, selon vous, parmi les sujets que le Canada devrait aborder avec les États-Unis ?
- Personnes qui ressentent la fatigue de la COVID et qui adoptent des comportements plus risqués de Saskatoon et de Régina, personnes hésitantes à la vaccination des Cantons de l'Est du Québec, leaders d'opinion de l'Est de l'Ontario, Sud de l'Ontario, personnes ayant reçu une première dose de vaccin contre la COVID-19 de la région de Québec Est-ce que quelqu'un a vu, lu ou entendu quelque chose récemment au sujet du projet de loi C-10, ou de ce que certaines personnes connaissent comme étant les nouvelles règles qui visent à réglementer les sociétés Internet ?

Personnes qui ressentent la fatigue de la COVID et qui adoptent des comportements plus risqués de Saskatoon et de Régina, personnes hésitantes à la vaccination des Cantons de l'Est du Québec, leaders d'opinion de l'Est de l'Ontario, parents d'enfants en garderie du Lower Mainland, Sud de l'Ontario, personnes ayant reçu une première dose de vaccin contre la COVID-19 de la région de Québec AFFICHER À L'ÉCRAN/ÉCLAIRCISSEMENT : Le projet de loi C-10, intitulé Loi modifiant la Loi sur la radiodiffusion et apportant des modifications connexes et corrélatives à d'autres lois, vise à moderniser la Loi sur la radiodiffusion à une époque où la population canadienne consomme de plus

en plus de musique, de films, d'émissions de télévision, de vidéos et de balados en ligne ou par le biais d'applications mobiles. Il permettrait au Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) de réglementer le contenu généré par les utilisateurs et téléversé sur les plateformes des médias sociaux, tout comme il réglemente actuellement le contenu radiophonique et télévisuel. Les changements ne s'appliqueraient qu'au contenu professionnel et sont nécessaires pour que les plateformes de diffusion en continu, qui connaissent un grand succès, contribuent à la création, à la production et à la promotion du contenu canadien et de la culture canadienne. Cette réglementation pourrait contraindre les plateformes de diffusion en continu comme Netflix ou Spotify à verser des fonds qui soutiennent les musiciens, écrivains ou artistes canadiens, ou les obliger à rendre le contenu canadien plus visible sur leurs plateformes.

- Personnes qui ressentent la fatigue de la COVID et qui adoptent des comportements plus risqués de Saskatoon et de Régina, personnes hésitantes à la vaccination des Cantons de l'Est du Québec, leaders d'opinion de l'Est de l'Ontario, parents d'enfants en garderie du Lower Mainland, Sud de l'Ontario, personnes ayant reçu une première dose de vaccin contre la COVID-19 de la région de Québec Qu'en pensez-vous ?
- Personnes qui ressentent la fatigue de la COVID et qui adoptent des comportements plus risqués de Saskatoon et de Régina, personnes hésitantes à la vaccination des Cantons de l'Est du Québec, leaders d'opinion de l'Est de l'Ontario, parents d'enfants en garderie du Lower Mainland, Sud de l'Ontario, personnes ayant reçu une première dose de vaccin contre la COVID-19 de la région de Québec Avez-vous l'impression de comprendre ce qui est proposé dans le projet de loi, ou pensez-vous avoir besoin de plus d'informations ?
 - SI DES INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES SONT NÉCESSAIRES (OU SI L'ON DIT QUE C'EST COMPLIQUÉ OU QUE ÇA PRÊTE À CONFUSION) : Quelles sont les informations supplémentaires qui seraient utiles de connaître ?
 - Si vous possédiez cette information, est-ce que cela atténuerait toute préoccupation que vous pourriez avoir ?
- Personnes hésitantes à la vaccination des Cantons de l'Est du Québec, leaders d'opinion de l'Est de l'Ontario Certains d'entre vous ont peut-être entendu parler du dernier conflit au Proche-Orient. Je ne veux pas me concentrer sur le conflit lui-même. Je veux plutôt savoir si vous êtes au courant de ce qu'a dit le gouvernement du Canada à ce sujet.
 - SI LES PARTICIPANT(E)S RÉPONDENT QUE LE GOUVERNEMENT NE L'A PAS FAIT, MAIS QU'IL LE DEVRAIT : Quelle serait une réponse appropriée ?

Personnes hésitantes à la vaccination des Cantons de l'Est du Québec, leaders d'opinion de l'Est de l'Ontario POSEZ LES QUESTIONS SUIVANTES, UNIQUEMENT SI QUELQU'UN A ENTENDU CE QU'A DIT LE GOUVERNEMENT DU CANADA. SINON, PASSEZ À LA SECTION SUIVANTE.

- SI OUI, qu'avez-vous entendu ?

- SI LES PARTICIPANT(E)S MENTIONNENT QUOI QUE CE SOIT : Pensez-vous que le gouvernement doit en dire davantage ?
- **Personnes ayant reçu une première dose de vaccin contre la COVID-19 de la région de Québec** Est-ce que quelqu'un a vu, lu ou entendu quoi que ce soit récemment au sujet du projet de loi C-96, ou ce que certaines personnes connaissent comme étant l'amendement de la Constitution pour reconnaître le Québec comme une nation et le français comme sa seule langue officielle et commune.
 - SI OUI, qu'avez-vous entendu ?
 - Quelle a été la réponse du gouvernement du Canada à cela ?

PERSPECTIVES LIÉES À LA COVID-19 ET AUX VACCINS (45-60 minutes) Tous les lieux

Parlons de la COVID-19...

- **Canadiens racisés et hésitants à la vaccination de la RGT, parents d'enfants en garderie du Nord de l'Ontario** Récemment, l'Ontario a renforcé les restrictions dans toute la province, y compris prolonger de deux semaines l'ordre de rester à la maison, réduire les déplacements interprovinciaux, limiter les rassemblements aux membres de votre propre ménage, à l'exception des personnes qui vivent seules, restreindre l'accès aux installations récréatives extérieures, fermer les chantiers de construction non essentiels et imposer une capacité réduite dans les magasins à grande surface.
- **Nord de l'Alberta** Dans diverses régions de l'Alberta, certaines restrictions se voient renforcées, notamment l'imposition de limites supplémentaires aux rassemblements en plein air et l'interdiction des rassemblements personnels, amener plus d'écoles à passer à l'apprentissage en ligne, limiter les restaurants aux plats à emporter et à faire livrer, imposer des limites supplémentaires aux rassemblements culturels et confessionnels et fermer certains commerces, comme les salons de coiffure et de manucure.
- **Personnes qui ressentent la fatigue de la COVID et qui adoptent des comportements plus risqués de la RGM** Récemment, le Québec a renforcé les restrictions dans certaines régions, y compris des couvre-feux plus stricts, la fermeture de commerces non essentiels, et a mis en place de nouvelles restrictions sur les déplacements interprovinciaux. Dans le cadre de ces restrictions, les voyageurs en provenance de l'Ontario ne peuvent pas entrer sans une raison valable (p. ex., ils vivent ou travaillent au Québec, ils transportent des marchandises, etc.). Toute personne qui revient au Québec en provenance de l'Ontario doit s'isoler pendant 14 jours, à moins d'être visé(e) par l'une des exceptions énumérées. Par ailleurs, le Québec a récemment assoupli certaines restrictions dans quelques régions (telles que la ville de Québec et l'Abitibi-Témiscamingue), permettant la réouverture de certaines écoles et de magasins non essentiels, en plus de repousser le couvre-feu.
- **Leaders d'opinion aîné(e)s du Canada atlantique** Dans diverses régions du Canada atlantique, et comme nous l'avons vu récemment dans des endroits comme la Nouvelle-Écosse, certaines restrictions se voient renforcées, y compris la fermeture des écoles, des centres commerciaux,

des gymnases, des bars, des restaurants et des magasins de détail — ainsi que la fermeture de certaines frontières provinciales aux voyages non essentiels.

- **Aîné(e)s ayant reçu une première dose de vaccin contre la COVID-19 du Manitoba** Partout au Manitoba, certaines restrictions ont récemment été renforcées, y compris la fermeture des restaurants, des bars, des terrasses, des services personnels comme les esthéticiennes, les coiffeurs[-euses] et les salons, les places assises dans les aires de restauration, les gymnases, les centres de conditionnement physique, les musées, les galeries et les bibliothèques. Les rassemblements extérieurs de ménages différents sont limités à cinq personnes et les rassemblements intérieurs et les rassemblements privés sont toujours limités aux membres d'un même ménage, sauf pour les personnes qui vivent seules qui ont droit à un visiteur désigné.
 - Que pensez-vous des restrictions actuellement en vigueur ?
 - Devraient-elles être levées ? Est-ce que plus de choses devraient maintenant être rouvertes ?
 - Devraient-elles être resserrées davantage ?
 - **Canadiens racisés et hésitants à la vaccination de la RGT, parents d'enfants en garderie du Nord de l'Ontario** Quel fut l'impact de celles-ci sur vos familles ?

Canadiens racisés et hésitants à la vaccination de la RGT, parents d'enfants en garderie du Nord de l'Ontario Le gouvernement du Canada a annoncé qu'il offrira davantage de soutien à l'Ontario en réponse à la demande d'aide de la province. Il fournit le soutien des Forces armées canadiennes (FAC) et finance le redéploiement de la Croix-Rouge canadienne (CRC) afin d'augmenter ou de soulager le personnel des établissements de soins médicaux. De plus, les FAC fourniront des services de transport aérien de personnel médical provenant de Terre-Neuve-et-Labrador et possiblement d'autres juridictions.

- Que pensez-vous de cette aide supplémentaire offerte à l'Ontario ?
- **Leaders d'opinion aîné(e)s du Canada atlantique, parents d'enfants en garderie du Nord de l'Ontario, aîné(e)s ayant reçu une première dose de vaccin contre la COVID-19 du Manitoba** Dans l'ensemble, que pensez-vous de la façon dont le gouvernement du Canada a géré la pandémie de COVID-19 depuis ses débuts ?
 - Qu'ont-ils fait de bien ?
 - Qu'ont-ils fait de moins bien ?
 - Qu'en est-il au cours des derniers mois ? Diriez-vous qu'ils se sont améliorés ou que leur gestion de la pandémie s'est détériorée ?
- Que savez-vous des restrictions de voyage actuelles du Canada ?

ÉCLAIRCISSEMENT :

Le gouvernement du Canada a mis en place plusieurs mesures relatives aux voyages internationaux afin d'arrêter la propagation de la COVID-19 en provenance d'autres pays. Certaines de ces mesures incluent l'obligation de fournir une preuve de résultat négatif à la COVID-19 dans les 72 heures avant le vol, en plus d'un test à l'arrivée pour les personnes qui entrent par voie aérienne ou terrestre, ainsi qu'un séjour supplémentaire obligatoire de trois nuits à leurs propres frais dans un lieu d'hébergement

(hôtel) autorisé par le gouvernement, en attendant les résultats de leur test à l'arrivée pour celles qui entrent par voie aérienne. Il a également annoncé récemment une suspension des vols de passagers et des vols d'affaires en provenance de l'Inde et du Pakistan afin de freiner la propagation des variants de COVID-19.

- Que pensez-vous de ces mesures adoptées par le gouvernement du Canada ?
 - Que pensez-vous de ces mesures adoptées par le gouvernement du Canada ? Pourquoi ou pourquoi pas ?
- Canadiens racisés et hésitants à la vaccination de la RGT, Nord de l'Alberta, personnes qui ressentent la fatigue de la COVID et qui adoptent des comportements plus risqués de la RGM, Leaders d'opinion aîné(e)s du Canada atlantique Est-ce que les restrictions de voyage devraient être renforcées et rendues plus strictes ? Ou faut-il les assouplir ?
- Personnes qui ressentent la fatigue de la COVID et qui adoptent des comportements plus risqués de Saskatoon et de Régina, personnes hésitantes à la vaccination des Cantons de l'Est du Québec, leaders d'opinion de l'Est de l'Ontario, parents d'enfants en garderie du Lower Mainland, Sud de l'Ontario, personnes ayant reçu une première dose de vaccin contre la COVID-19 de la région de Québec Quand le gouvernement du Canada devrait-il décider d'assouplir les restrictions ?
 - Quels sont certains des facteurs clés dont vous tiendriez compte pour prendre cette décision ?
- Personnes qui ressentent la fatigue de la COVID et qui adoptent des comportements plus risqués de Saskatoon et de Régina, personnes hésitantes à la vaccination des Cantons de l'Est du Québec, leaders d'opinion de l'Est de l'Ontario, parents d'enfants en garderie du Lower Mainland, Sud de l'Ontario, personnes ayant reçu une première dose de vaccin contre la COVID-19 de la région de Québec En gardant à l'esprit que les tests COVID-19 obligatoires pourraient être en place pendant longtemps encore, quand pensez-vous qu'il pourrait mettre fin aux hôtels de quarantaine ?
- Personnes qui ressentent la fatigue de la COVID et qui adoptent des comportements plus risqués de Saskatoon et de Régina, personnes hésitantes à la vaccination des Cantons de l'Est du Québec, leaders d'opinion de l'Est de l'Ontario, parents d'enfants en garderie du Lower Mainland, Sud de l'Ontario, personnes ayant reçu une première dose de vaccin contre la COVID-19 de la région de Québec Quand devrait-il autoriser certains voyages non essentiels à destination du Canada ?
- Parents d'enfants en garderie du Lower Mainland, Sud de l'Ontario, personnes ayant reçu une première dose de vaccin contre la COVID-19 de la région de Québec Que diriez-vous d'accorder à certains pays certaines exemptions aux frontières ? Par exemple, l'ouverture des frontières aux pays ayant un taux de vaccination élevé ou un faible nombre de cas ?

- **Parents d'enfants en garderie du Lower Mainland, Sud de l'Ontario, personnes ayant reçu une première dose de vaccin contre la COVID-19 de la région de Québec** Et si la frontière n'était ouverte qu'aux voyageurs non essentiels au Canada qui ont reçu leurs deux doses du vaccin COVID-19 ? Pensez-vous que c'est une bonne approche, ou non ?
 - SI NON : Et si ces personnes devaient quand même suivre les autres mesures de voyage en place — c'est-à-dire qu'elles devaient quand même subir un test de dépistage de la COVID et devaient quand même être mises en quarantaine à leur arrivée au Canada ?

- **Personnes qui ressentent la fatigue de la COVID et qui adoptent des comportements plus risqués de Saskatoon et de Régina, personnes hésitantes à la vaccination des Cantons de l'Est du Québec, leaders d'opinion de l'Est de l'Ontario, parents d'enfants en garderie du Lower Mainland, Sud de l'Ontario, personnes ayant reçu une première dose de vaccin contre la COVID-19 de la région de Québec** Que diriez-vous d'accorder à certaines équipes sportives certaines exemptions à la frontière ? Par exemple, les joueurs de hockey qui traversent la frontière pour les séries éliminatoires de la Coupe Stanley ou d'autres événements sportifs au Canada ?

- **Canadiens racisés et hésitants à la vaccination de la RGT, Nord de l'Alberta, personnes qui ressentent la fatigue de la COVID et qui adoptent des comportements plus risqués de la RGM** Pensez-vous que la propagation va prendre de l'ampleur au cours du printemps ?

- **Leaders d'opinion aîné(e)s du Canada atlantique, parents d'enfants en garderie du Nord de l'Ontario, aîné(e)s ayant reçu une première dose de vaccin contre la COVID-19 du Manitoba, personnes qui ressentent la fatigue de la COVID et qui adoptent des comportements plus risqués de Saskatoon et de Régina, personnes hésitantes à la vaccination des Cantons de l'Est du Québec, leaders d'opinion de l'Est de l'Ontario, parents d'enfants en garderie du Lower Mainland, Sud de l'Ontario, personnes ayant reçu une première dose de vaccin contre la COVID-19 de la région de Québec** Pensez-vous que la propagation de la COVID-19 risque de s'aggraver à court terme ?
 - Ou bien, sommes-nous actuellement au cœur de celle-ci ?
 - Ou bien, est-ce que le pire est derrière nous ?

- **Leaders d'opinion aîné(e)s du Canada atlantique** Comme vous vous en souvenez peut-être, la région de l'Atlantique avait créé une bulle atlantique qui autorisait les déplacements sans restriction entre les quatre provinces, et limitait les déplacements des Canadiens qui vivent en dehors de la région de l'Atlantique. Ceci était en vigueur jusqu'en novembre 2020.
 - Alors que nous arrivons à la fin du printemps et au début de l'été, pensez-vous que la bulle atlantique devrait être rétablie ? Pourquoi, pourquoi pas ?
 - Craignez-vous que de nouveaux variants de la du COVID-19 puissent se propager plus rapidement dans la région de l'Atlantique si la bulle est rétablie ?

- **Leaders d'opinion aîné(e)s du Canada atlantique** Quand pensez-vous que l'on devrait autoriser les déplacements entre le Canada atlantique et le reste du Canada ?

- **Leaders d'opinion aîné(e)s du Canada atlantique** Quels critères devrait utiliser le Canada atlantique pour décider s'il ouvre ces frontières ?
- **Leaders d'opinion aîné(e)s du Canada atlantique** Pensez-vous qu'il doit d'abord y avoir une bulle atlantique, ou pensez-vous que votre province pourrait s'ouvrir à toutes les autres provinces et tous les territoires en même temps ?
- **Parents d'enfants en garderie du Nord de l'Ontario, aîné(e)s ayant reçu une première dose de vaccin contre la COVID-19 du Manitoba** Avez-vous modifié votre comportement au cours de ces dernières semaines ? Que faites-vous différemment aujourd'hui par rapport à il y a quelques mois ?
 - Qu'avez-vous fait ?
 - SI OUI : Pourquoi faites-vous davantage ces choses ?
 - SI NON : Pourquoi n'avez-vous pas changé votre comportement ?
- **Parents d'enfants en garderie du Nord de l'Ontario, aîné(e)s ayant reçu une première dose de vaccin contre la COVID-19 du Manitoba** Quel a été l'impact de la COVID-19 et des restrictions liées à la COVID sur vous ?
 - Quels ont été les effets des restrictions sur votre famille ?
 - Est-ce que cela a été difficile pour vos enfants ?
 - Est-ce que cela a été difficile pour vous en tant que parent ?
 - Comment est-ce que cela se compare aux restrictions du printemps dernier — est-ce plus difficile, plus facile, ou à peu près la même chose maintenant ? Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?
- **Parents d'enfants en garderie du Nord de l'Ontario** Est-ce que vous avez encore des enfants qui vont à la garderie ou ont-elles été fermées ?
 - ENFANTS EN GARDERIE : Vous inquiétez-vous quant à envoyer vos enfants à la garderie ? Qu'est-ce qui vous inquiète le plus par rapport à cela ?
 - DEMANDER AU BESOIN : La santé de vos enfants ? Que vos enfants vous transmettent la COVID ou la transmettent à d'autres membres de votre famille ? Autre chose ?
 - ENFANTS QUI RESTENT À LA MAISON : Quel impact cela a-t-il eu sur vos comportements quotidiens ? Cela a-t-il eu un impact sur votre travail ?
- **Parents d'enfants en garderie du Nord de l'Ontario** À votre avis, de quoi a-t-on le plus besoin pour rendre les choses plus sûres dans les garderies ?
 - SONDER : Est-ce que les garderies ont besoin de plus d'espace afin de placer les enfants à plus grande distance les uns des autres ? Doivent-elles embaucher plus d'éducateur(-trice)s ? Doivent-elles embaucher plus de personnel d'entretien ménager ? Y a-t-il autre chose ?

- Qu'avez-vous vu, lu ou entendu au sujet des vaccins COVID-19 récemment ?
- **Personnes hésitantes à la vaccination des Cantons de l'Est du Québec** Lorsque nous vous avons invité à participer à ce groupe de discussion, nous vous avons demandé si vous pensiez vous faire vacciner ou non. Il y en a parmi vous qui ont répondu oui, mais que vous préféreriez attendre, et d'autres personnes se sont dites incertaines. Est-ce toujours le cas ? Pourquoi ou pourquoi pas ?
 - [SI TOUJOURS RÉTICENT(E)] Quels sont les facteurs qui influenceront votre décision de vous faire vacciner ou non ?
- **Personnes hésitantes à la vaccination des Cantons de l'Est du Québec** Y a-t-il des questions sur les vaccins COVID-19 auxquelles vous aimeriez obtenir des réponses, qui vous aideraient à décider de vous faire vacciner ou non ?

Canadiens racisés et hésitants à la vaccination de la RGT, Nord de l'Alberta, personnes qui ressentent la fatigue de la COVID et qui adoptent des comportements plus risqués de la RGM Lorsque nous vous avons invité à cette séance, certains d'entre vous ont dit que vous aviez récemment participé à un rassemblement ou à un événement social à l'extérieur de votre domicile ou que vous alliez voir des amis, des voisins ou des membres de votre famille élargie de temps à autre. Certains d'entre vous ont également indiqué que vous en aviez assez de devoir continuer à respecter les mesures de santé publique, ou que vous ne prêtiez plus attention aux conseils de santé publique, ou encore que vous en aviez assez de devoir éviter de voir des gens...

- Qu'est-ce qui vous ennuie ou que trouvez-vous difficile lorsqu'il s'agit de suivre les conseils de santé publique ?

Canadiens racisés et hésitants à la vaccination de la RGT, Nord de l'Alberta, personnes qui ressentent la fatigue de la COVID et qui adoptent des comportements plus risqués de la RGM Je vais maintenant vous montrer une publicité que développe actuellement le gouvernement du Canada en vue d'une éventuelle campagne publicitaire concernant la COVID-19. Vous remarquerez qu'elle n'est peut-être pas dans sa forme définitive. Nous visionnerons la vidéo deux fois, puis je vous poserai quelques questions à son sujet.

Canadiens racisés et hésitants à la vaccination de la RGT, Nord de l'Alberta, personnes qui ressentent la fatigue de la COVID et qui adoptent des comportements plus risqués de la RGM **AFFICHER LA VIDÉO**
N° 1

- Quelles sont vos premières impressions de cette vidéo ?
- Quel est le message principal de cette publicité ? Est-ce que le message est facile à comprendre ?
 - DEMANDER AU BESOIN : Est-ce qu'il communique qu'un effort collectif est nécessaire pour que la vaccination ait un impact ? Pourquoi ou pourquoi pas ?
- Est-ce que la publicité vous interpelle ? Pourquoi ou pourquoi pas ?

Canadiens racisés et hésitants à la vaccination de la RGT, Nord de l'Alberta, personnes qui ressentent la fatigue de la COVID et qui adoptent des comportements plus risqués de la RGM Je vais vous montrer une autre courte vidéo sur les vaccins autorisés au Canada.

Canadiens racisés et hésitants à la vaccination de la RGT, Nord de l'Alberta, personnes qui ressentent la fatigue de la COVID et qui adoptent des comportements plus risqués de la RGM **AFFICHER LA VIDÉO**

N° 2

- Quelles sont vos premières impressions de cette vidéo ?
- Est-ce qu'elle répond aux questions que vous vous posiez sur les vaccins autorisés au Canada ?
- Est-ce qu'elle vous fournit le genre d'informations dont vous avez besoin pour faire un choix éclairé en vue de vous faire vacciner ? Pourquoi ou pourquoi pas ?
- Y a-t-il d'autres questions sur les vaccins COVID-19 auxquelles vous aimeriez obtenir des réponses ?
- Canadiens racisés et hésitants à la vaccination de la RGT, Nord de l'Alberta, personnes qui ressentent la fatigue de la COVID et qui adoptent des comportements plus risqués de la RGM, leaders d'opinion aîné(e)s du Canada atlantique, parents d'enfants en garderie du Nord de l'Ontario, aîné(e)s ayant reçu une première dose de vaccin contre la COVID-19 du Manitoba Pensez-vous que le gouvernement du Canada fait un bon travail pour ce qui est de l'achat et de la distribution du vaccin aux provinces et territoires, ou non ?
 - Pourquoi pensez-vous cela ?
- Canadiens racisés et hésitants à la vaccination de la RGT, Nord de l'Alberta, personnes qui ressentent la fatigue de la COVID et qui adoptent des comportements plus risqués de la RGM, leaders d'opinion aîné(e)s du Canada atlantique, parents d'enfants en garderie du Nord de l'Ontario, aîné(e)s ayant reçu une première dose de vaccin contre la COVID-19 du Manitoba Lorsqu'on évalue la performance du Canada en matière de vaccination, quelle est, selon vous, la meilleure comparaison ? Est-ce par rapport aux États-Unis ? À l'Europe ? Au G20 ? Notre classement mondial ? Quelque chose d'autre ?

Canadiens racisés et hésitants à la vaccination de la RGT Environ 34 % des Canadiens ont maintenant reçu au moins une dose de vaccin COVID-19, ce qui place le Canada au 13^e rang international et au 3^e rang parmi les pays du G20, derrière seulement les États-Unis et le Royaume-Uni.

Nord de l'Alberta Environ 35 % des Canadiens ont maintenant reçu au moins une dose de vaccin COVID-19, ce qui place le Canada au 13^e rang international et au 3^e rang parmi les pays du G20, derrière seulement les États-Unis et le Royaume-Uni.

Personnes qui ressentent la fatigue de la COVID et qui adoptent des comportements plus risqués de la RGM Environ 35 % des Canadiens ont maintenant reçu au moins une dose de vaccin COVID-19, ce qui place le Canada au 14^e rang international et au 3^e rang parmi les pays du G20, derrière seulement les États-Unis et le Royaume-Uni.

Leaders d'opinion aîné(e)s du Canada atlantique Environ 39 % des Canadiens ont maintenant reçu au moins une dose de vaccin COVID-19, ce qui place le Canada au 14^e rang international et au 3^e rang parmi les pays du G20, derrière seulement les États-Unis et le Royaume-Uni.

Parents d'enfants en garderie du Nord de l'Ontario Environ 40 % des Canadiens ont maintenant reçu au moins une dose de vaccin COVID-19, ce qui place le Canada au 13^e rang international et au 3^e rang parmi les pays du G20, derrière seulement les États-Unis et le Royaume-Uni.

Aîné(e)s ayant reçu une première dose de vaccin contre la COVID-19 du Manitoba Environ 41 % des Canadiens ont maintenant reçu au moins une dose de vaccin COVID-19, ce qui place le Canada au 13^e rang international et au 3^e rang parmi les pays du G20, derrière seulement les États-Unis et le Royaume-Uni.

- **Canadiens racisés et hésitants à la vaccination de la RGT, Nord de l'Alberta, personnes qui ressentent la fatigue de la COVID et qui adoptent des comportements plus risqués de la RGM, leaders d'opinion aîné(e)s du Canada atlantique, parents d'enfants en garderie du Nord de l'Ontario, aîné(e)s ayant reçu une première dose de vaccin contre la COVID-19 du Manitoba** Est-ce à peu près ce à quoi vous vous attendiez, ou est-ce que ces chiffres vous surprennent ?
 - SI SURPRISE : Est-ce parce que le Canada réussit mieux ou moins bien que vous le pensiez ?
- **Canadiens racisés et hésitants à la vaccination de la RGT, Nord de l'Alberta, personnes qui ressentent la fatigue de la COVID et qui adoptent des comportements plus risqués de la RGM, leaders d'opinion aîné(e)s du Canada atlantique, parents d'enfants en garderie du Nord de l'Ontario, aîné(e)s ayant reçu une première dose de vaccin contre la COVID-19 du Manitoba** Maintenant que j'ai fourni des informations supplémentaires sur le bilan du Canada, est-ce que certaines de ces données changent votre opinion sur la performance du Canada en matière de vaccins ? De quelle façon ?
- Pensez-vous que les choses reviendront à la normale une fois que toutes les personnes qui le souhaitent auront été vaccinées, ou pensez-vous que les mesures relatives à la COVID-19 resteront en vigueur pendant un certain temps par la suite ?
- **Parents d'enfants en garderie du Nord de l'Ontario, aîné(e)s ayant reçu une première dose de vaccin contre la COVID-19 du Manitoba, personnes qui ressentent la fatigue de la COVID et qui adoptent des comportements plus risqués de Saskatoon et de Régina, personnes hésitantes à la vaccination des Cantons de l'Est du Québec, leaders d'opinion de l'Est de l'Ontario, parents d'enfants en garderie du Lower Mainland, Sud de l'Ontario, Personnes ayant reçu une première dose de vaccin contre la COVID-19 de la région de Québec** Supposons que nous en arrivions à un point où les choses reviennent à la normale dans un avenir rapproché. Pensez-vous que cela restera ainsi, ou pensez-vous que des mesures restrictives pourraient à nouveau être mises en place dans un an ou deux à cause des variants ?
 - Pensez-vous que la COVID-19 deviendra quelque chose de semblable à la grippe, où les gens doivent recevoir un nouveau vaccin chaque année en raison des variants ?

- Aîné(e)s ayant reçu une première dose de vaccin contre la COVID-19 du Manitoba À la suite de la recommandation du Comité consultatif national de l'immunisation (CCNI) d'allonger jusqu'à quatre mois l'administration des deuxièmes doses d'un vaccin contre la COVID-19 à deux doses, l'Ontario s'apprête à prolonger l'intervalle entre les doses conformément à ces recommandations. Qu'en pensez-vous ?
 - Pensez-vous qu'il soit plus judicieux de prolonger l'administration de la deuxième dose afin que davantage de personnes puissent recevoir une première dose dès que possible, ou pensez-vous qu'il soit plus judicieux de s'en tenir au calendrier initial afin que la vaccination soit aussi efficace que possible ?
- Parents d'enfants en garderie du Nord de l'Ontario, aîné(e)s ayant reçu une première dose de vaccin contre la COVID-19 du Manitoba, personnes qui ressentent la fatigue de la COVID et qui adoptent des comportements plus risqués de Saskatoon et de Régina, personnes hésitantes à la vaccination des Cantons de l'Est du Québec, leaders d'opinion de l'Est de l'Ontario, Sud de l'Ontario Y en a-t-il parmi vous qui avez entendu l'expression suivante : « un été à une dose, un automne à deux doses » ?
 - Qu'est-ce que cela signifie pour vous ?

Parents d'enfants en garderie du Nord de l'Ontario, aîné(e)s ayant reçu une première dose de vaccin contre la COVID-19 du Manitoba, personnes qui ressentent la fatigue de la COVID et qui adoptent des comportements plus risqués de Saskatoon et de Régina, personnes hésitantes à la vaccination des Cantons de l'Est du Québec, leaders d'opinion de l'Est de l'Ontario, Sud de l'Ontario ÉCLAIRCISSEMENT AU BESOIN

L'expression « un été à une dose, un automne à deux doses » a été utilisée pour expliquer le genre de choses que nous pouvons faire cet été si 75 % de la population canadienne reçoit leur première dose, puis le genre de choses que nous pouvons faire cet automne si 75 % de la population canadienne sont complètement vaccinés.

- Que pensez-vous de cela ?
 - Est-ce une bonne façon de décrire ce que les gens seront autorisés à faire dans chaque scénario ?
- Personnes qui ressentent la fatigue de la COVID et qui adoptent des comportements plus risqués de Saskatoon et de Régina, personnes hésitantes à la vaccination des Cantons de l'Est du Québec, leaders d'opinion de l'Est de l'Ontario, Sud de l'Ontario À quel genre d'activités pensez-vous que les gens seront autorisés à prendre part cet été ?
 - Qu'en est-il de cet automne ?

Personnes qui ressentent la fatigue de la COVID et qui adoptent des comportements plus risqués de Saskatoon et de Régina, personnes hésitantes à la vaccination des Cantons de l'Est du Québec, leaders d'opinion de l'Est de l'Ontario Je vais maintenant vous montrer une carte postale qui porte

sur ce sujet et évaluer vos réactions à celle-ci. Il s'agit du genre de carte postale que vous recevriez par la poste de l'Agence de la santé publique du Canada.

Personnes qui ressentent la fatigue de la COVID et qui adoptent des comportements plus risqués de Saskatoon et de Régina, personnes hésitantes à la vaccination des Cantons de l'Est du Québec, leaders d'opinion de l'Est de l'Ontario **AFFICHER LA CARTE POSTALE À L'ÉCRAN**

- Personnes qui ressentent la fatigue de la COVID et qui adoptent des comportements plus risqués de Saskatoon et de Régina, personnes hésitantes à la vaccination des Cantons de l'Est du Québec, leaders d'opinion de l'Est de l'Ontario Quelles sont vos impressions de cette carte postale ?
- Personnes qui ressentent la fatigue de la COVID et qui adoptent des comportements plus risqués de Saskatoon et de Régina, personnes hésitantes à la vaccination des Cantons de l'Est du Québec, leaders d'opinion de l'Est de l'Ontario Quel est le message principal ?
- Personnes qui ressentent la fatigue de la COVID et qui adoptent des comportements plus risqués de Saskatoon et de Régina, personnes hésitantes à la vaccination des Cantons de l'Est du Québec, leaders d'opinion de l'Est de l'Ontario Est-ce que ceci pourrait servir à vous rappeler de prendre votre rendez-vous pour le vaccin ? Est-ce encourageant ?
- Aîné(e)s ayant reçu une première dose de vaccin contre la COVID-19 du Manitoba, personnes ayant reçu une première dose de vaccin contre la COVID-19 de la région de Québec Lorsque nous vous avons demandé de participer à ce groupe de discussion, tout le monde avait indiqué avoir reçu une première dose du vaccin COVID-19. Comment pensez-vous que le processus de vaccination se déroule ? Comment cela s'est-il passé pour vous ?
- Aîné(e)s ayant reçu une première dose de vaccin contre la COVID-19 du Manitoba, personnes ayant reçu une première dose de vaccin contre la COVID-19 de la région de Québec Avez-vous toutes et tous reçu la première dose seulement ? Maintenant que vous avez reçu une dose de vaccin COVID-19, comment vous sentez-vous ? Vous sentez-vous protégé contre la COVID-19 et ses variants ?

Aîné(e)s ayant reçu une première dose de vaccin contre la COVID-19 du Manitoba, personnes ayant reçu une première dose de vaccin contre la COVID-19 de la région de Québec **SI QUICONQUE A REÇU UNE DEUXIÈME DOSE :**

- Qu'en est-il des gens qui ont reçu les deux doses ? Comment vous sentez-vous ? Et, vous sentez-vous protégé contre la COVID-19 et ses variants ?
- Aîné(e)s ayant reçu une première dose de vaccin contre la COVID-19 du Manitoba, personnes ayant reçu une première dose de vaccin contre la COVID-19 de la région de Québec Depuis que vous avez reçu le vaccin (soit la première dose seulement, soit les deux doses), avez-vous modifié certains de vos comportements ? SI OUI : Que faites-vous différemment maintenant ? (LE

MODÉRATEUR ET LES PRENEURS DE NOTES SONT PRIÉS DE TENIR COMPTE DES DIFFÉRENCES ENTRE LES PERSONNES QUI ONT REÇU LA PREMIÈRE DOSE SEULEMENT ET CELLES QUI ONT REÇU LES DEUX DOSES.) SI L'ON A REÇU LA PREMIÈRE DOSE UNIQUEMENT ET QUE L'ON NE FAIT RIEN DE DIFFÉRENT, SONDER : Pensez-vous que vous pourrez faire quelque chose de différent après avoir reçu votre deuxième dose ? Que ferez-vous différemment ?

- DEMANDER À TOUTES ET TOUS : Avez-vous l'impression de pouvoir sortir sans porter de masque en public ? Sans avoir à maintenir la distanciation physique ? Pourquoi ou pourquoi pas ? SI NON : À quel moment pensez-vous pouvoir faire ce genre de choses ? DEMANDER AUX PERSONNES QUI ONT REÇU LA PREMIÈRE DOSE SEULEMENT : Pensez-vous pouvoir faire cela une fois que vous aurez reçu votre deuxième dose ?
- DEMANDER À TOUTES ET TOUS : Avez-vous l'impression de pouvoir vous réunir à l'intérieur avec d'autres personnes vaccinées ? Pourquoi ou pourquoi pas ? SI NON : À quel moment pensez-vous pouvoir faire ce genre de choses ? DEMANDER AUX PERSONNES QUI ONT REÇU LA PREMIÈRE DOSE SEULEMENT : Pensez-vous pouvoir faire cela une fois que vous aurez reçu votre deuxième dose ?

TRAVAILLEURS SANS STATUT (20 minutes) Canadiens racisés et hésitants à la vaccination de la RGT, Nord de l'Alberta, personnes qui ressentent la fatigue de la COVID et qui adoptent des comportements plus risqués de la RGM

J'aimerais vous parler des travailleurs sans statut au Canada...

- Connaissez-vous les termes « travailleurs sans statut » ou « sans papiers » ?
 - Qu'est-ce qu'un travailleur sans statut ?

ÉCLAIRCISSEMENT : Les travailleurs sans statut sont des personnes qui n'ont pas de statut légal au Canada et qui participent à la population active canadienne. Par exemple, certaines personnes sont restées au Canada après l'expiration de leur permis de travail temporaire, d'autres sont arrivées en tant que visiteurs, mais ont commencé à travailler sans obtenir de permis de travail, et d'autres encore ont présentées des demandes de statut de réfugié qui furent rejetées.

Les personnes sans statut légal sont souvent employées en tant que préposés aux services de soutien à la personne ou aides-soignants dans des établissements de soins de longue durée, et dans des secteurs comme la construction et l'agriculture.

- Si vous aviez à donner une estimation, combien de travailleurs sans statut pensez-vous qu'il y ait au Canada ?
- Pensez-vous que les travailleurs sans statut devraient bénéficier d'une voie vers la résidence permanente et la citoyenneté ?
 - Pourquoi ou pourquoi pas ?

- Étant donné que de nombreux travailleurs sans statut ne paient pas d'impôt sur le revenu et qu'ils occupent des emplois dans des secteurs où l'on enregistre souvent des pénuries de main-d'œuvre, existe-t-il un argument économique en faveur de leur offrir une voie vers la résidence permanente et la citoyenneté ?

ENJEUX LOCAUX (20 minutes) Nord de l'Alberta

Portons notre attention sur autre sujet pour un moment.

- Quels sont les industries et les secteurs les plus importants dans le nord de l'Alberta ?
- Quels sont, selon vous, les industries et les secteurs du nord de l'Alberta qui ont le plus besoin d'aide ? Pourquoi, est-ce que ceux-ci ont besoin de soutien fédéral ?

NOTE AU MODÉRATEUR : Pour deux ou trois des secteurs importants cités, demander si le gouvernement du Canada a fait quoi que ce soit pour soutenir ce secteur. Que pourrait-il faire de plus le gouvernement du Canada pour soutenir ces secteurs ?

- (SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ) Selon vous, est-ce que le gouvernement du Canada en a fait assez par rapport à l'agriculture et l'élevage dans votre région et, plus largement, le nord de l'Alberta ?
- (SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ) En songeant maintenant au secteur pétrolier et gazier du nord de l'Alberta, êtes-vous au courant de quoi que ce soit que le gouvernement du Canada a fait pour soutenir ce secteur ?
 - Que pourrait-il faire d'autre le gouvernement du Canada pour soutenir le secteur pétrolier et gazier ?
- Avez-vous entendu quoi que ce soit au sujet des puits abandonnés en Alberta récemment ? Qu'avez-vous entendu ? Quels sont les enjeux ?
- Avez-vous entendu parler de l'annonce du gouvernement du Canada sur les puits abandonnés ? Qu'avez-vous entendu ?

ÉCLAIRCISSEMENT :

L'an dernier, le gouvernement fédéral a annoncé qu'il investirait 1,7 milliard de dollars pour nettoyer les puits abandonnés en Colombie-Britannique, en Alberta et en Saskatchewan afin de permettre aux gens de continuer à travailler pendant la pandémie de COVID-19. Cet investissement devait permettre de maintenir 5 200 emplois rien qu'en Alberta. Reconnaisant les difficultés du secteur de l'énergie dans ces régions, cette initiative visait également à maintenir les entreprises de services énergétiques en activité pendant cette période difficile, tout en remettant les sites dans leur état originel, laissant un environnement plus propre aux générations futures.

- Que pensez-vous de cette initiative ?
- Est-ce que cela répond à un enjeu important pour l'Alberta ? Pourquoi ou pourquoi pas ?

PASSEPORT VACCINAL COVID-19 (20 minutes) Personnes qui ressentent la fatigue de la COVID et qui adoptent des comportements plus risqués de la RGM, leaders d'opinion aîné(e)s du Canada atlantique, parents d'enfants en garderie du Nord de l'Ontario, aîné(e)s ayant reçu une première dose de vaccin contre la COVID-19 du Manitoba, personnes qui ressentent la fatigue de la COVID et qui adoptent des comportements plus risqués de Saskatoon et de Regina, personnes hésitantes à la vaccination des Cantons de l'Est du Québec, leaders d'opinion de l'Est de l'Ontario

J'aimerais maintenant connaître votre opinion sur les passeports vaccinaux.

- Avez-vous lu, entendu ou vu quoi que ce soit récemment au sujet des passeports vaccinaux ? Que sont-ils ?

ÉCLAIRCISSEMENT AU BESOIN :

Un passeport vaccinal est essentiellement un système de preuves de vaccination qui pourrait être mis en place comme condition d'entrée dans un autre pays.

- Est-ce que le Canada devrait coordonner ses efforts avec ceux d'autres pays en ce qui concerne les passeports vaccinaux pour les voyages internationaux ?
 - SI NON : Et si d'autres pays exigeaient un passeport vaccinal à l'entrée dans leur pays — le Canada devrait-il avoir une exigence similaire pour les personnes qui veulent entrer au Canada ?
- Est-ce que le Canada devrait avoir des passeports vaccinaux pour les voyages aériens intérieurs ?
- Que pensez-vous d'exiger une preuve de vaccination pour pouvoir assister à des choses telles que des concerts ou des événements sportifs ?
- Avez-vous quelques préoccupations que ce soit concernant la protection de votre vie privée relativement aux passeports vaccinaux ou aux certificats de vaccination ?
 - DEMANDER AU BESOIN : Un système de preuve de vaccination nécessiterait une sorte de partage des dossiers de vaccination entre les différents niveaux de gouvernement. Avez-vous quelques préoccupations que ce soit à ce sujet ?

BUDGET FÉDÉRAL/SERVICE DE GARDE (15 minutes) Parents d'enfants en garderie du Lower Mainland

- Est-ce que quelqu'un a vu, lu, ou entendu quoi que ce soit au sujet du budget fédéral ?

- Qu'avez-vous entendu ?
- Vous souvenez-vous avoir vu, lu ou entendu quoi que ce soit contenu dans le budget fédéral qui vise à aider les jeunes familles avec des enfants en garderie ?

AFFICHER À L'ÉCRAN/ÉCLAIRCISSEMENT : Parmi les nombreuses initiatives, le budget fédéral contenait certaines des dispositions suivantes visant à aider les parents d'enfants en garderie :

- Collaborer avec ses partenaires provinciaux, territoriaux et autochtones en vue d'établir un système pancanadien d'apprentissage et de garde des jeunes enfants. Pour soutenir cette vision, *Budget 2021* prévoit de nouveaux investissements totalisant jusqu'à 30 milliards de dollars au cours des cinq prochaines années, et 8,3 milliards de dollars sur une base permanente, pour la garde des jeunes enfants.
 - Ceci permettrait une réduction de 50 % des frais moyens des services d'apprentissage et de garde des jeunes enfants réglementés dans toutes les provinces à l'extérieur du Québec, à livrer avant ou pour la fin de 2022.
 - Une moyenne de 10 \$ par jour d'ici 2025 à 2026 pour toutes les places autorisées en garderie au Canada.
 - La croissance annuelle permanente des places en garderie abordable de qualité partout au pays.
 - Améliorer et élargir les services de garde avant et après l'école afin d'offrir une plus grande souplesse aux parents qui travaillent.
- La collaboration avec les provinces et les territoires pour soutenir principalement les fournisseurs de services de garde d'enfants du secteur sans but lucratif en vue d'accroître le nombre de places de qualité partout au pays.
- Développer une main-d'œuvre de plus en plus qualifiée pour faire en sorte que les éducateurs de la petite enfance soient au cœur du système avec un salaire médian de 19,20 \$ par heure.
- Établir une base de référence solide de données communes accessibles au public par rapport auxquelles il sera possible de mesurer les progrès, de rendre des comptes aux Canadiens et de contribuer à l'amélioration continue du système.
- Que pensez-vous de ces initiatives ?
 - Est-ce qu'elles pourraient avoir un impact sur vous ?
 - Quels seraient les effets sur vous d'avoir à payer seulement 10 \$ par jour pour la garde d'enfants ?
 - Pensez-vous que cet objectif est réalisable ?
 - Pensez-vous que le gouvernement du Canada sera en mesure d'y parvenir d'ici 2025-2026 ?

- Pensez-vous qu'il est important que le gouvernement du Canada investisse dans la garde des jeunes enfants ou non ? Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?
- POUR LES PERSONNES QUI PENSENT QUE CELA EST IMPORTANT : Certaines personnes, comme celles qui n'ont pas d'enfants, pourraient être d'avis que le gouvernement du Canada ne devrait pas investir davantage dans les services de garde des jeunes enfants, alors qu'il accuse actuellement un important déficit. Que leur répondriez-vous ?

LOGEMENT (30 minutes) Parents d'enfants en garderie du Lower Mainland, Sud de l'Ontario, personnes ayant reçu une première dose de vaccin contre la COVID-19 de la région de Québec

Parents d'enfants en garderie du Lower Mainland J'aimerais vous parler de logement en C.-B...
Sud de l'Ontario J'aimerais vous parler de logement dans le sud de l'Ontario...

Personnes ayant reçu une première dose de vaccin contre la COVID-19 de la région de Québec
J'aimerais discuter avec vous de la question du logement à Québec...

- Est-ce que les prix des logements ont augmenté au cours de la dernière année ?
 - SI OUI : Pourquoi pensez-vous qu'ils ont augmenté ?
- Cela vous affecte-t-il personnellement ?
 - De façon positive ? De façon négative ? De quelle manière plus précisément ?
- Selon vous, quel palier de gouvernement est le plus en mesure de contrôler les prix des logements ? Ou bien pensez-vous qu'aucun palier de gouvernement ne peut contrôler cela (par exemple, tout est en fonction du marché) ?
- Est-ce que le gouvernement du Canada a fait quoi que ce soit pour venir en aide aux personnes qui souhaitent accéder à la propriété ?

J'aimerais maintenant vous parler de certaines mesures contenues dans le budget fédéral de 2021 en matière de logement abordable...

AFFICHER À L'ÉCRAN

Le budget propose d'avancer et de réaffecter des fonds précédemment annoncés afin de :

- Accélérer la création de nouvelles unités et de réparer des unités existantes
 - Appuyer les coûts de construction, de réparation et d'exploitation d'environ 560 logements de transition et places en refuge pour les femmes et les enfants qui fuient la violence
 - Appuyer la conversion des locaux commerciaux vacants (p. ex. locaux de commerce de détail et espace à bureaux) en logements locatifs
- Que pensez-vous de cette initiative ?
 - Pensez-vous que cela contribuera à répondre aux besoins en logements abordables ?

- Avez-vous entendu parler des projets du gouvernement du Canada qui visent à taxer l'utilisation improductive des logements canadiens par des propriétaires étrangers non résidents ? (Parfois qualifiée dans les médias de « taxe sur les acheteurs étrangers ».)

AFFICHER À L'ÉCRAN

Le budget propose également une taxe nationale annuelle de 1 % qui s'appliquerait sur la valeur des biens immobiliers résidentiels considérés comme vacants ou sous-utilisés appartenant à des propriétaires étrangers non résidents. Le gouvernement fédéral estime que cette taxe pourrait augmenter les recettes fédérales de 700 millions de dollars sur quatre ans, à compter de 2022-23. En vertu de cette taxe, tous les propriétaires, autres que les citoyens canadiens ou les résidents permanents du Canada, devront produire une déclaration concernant l'utilisation actuelle du bien. Des sanctions importantes seront imposées à ceux qui ne le feront pas.

- Que pensez-vous de cette initiative ?
- Pensez-vous que cette initiative aura un impact sur le marché du logement ?
- Avez-vous vu, lu ou entendu quoi que ce soit au sujet du nouveau test de résistance hypothécaire ?
 - Le cas échéant, qu'avez-vous entendu dire ?

AFFICHER À L'ÉCRAN

Récemment, le Bureau du surintendant des institutions financières du gouvernement du Canada a annoncé un resserrement des règles relatives au test de résistance des prêts hypothécaires pour les acheteurs de maison ayant des prêts hypothécaires assurés et non assurés (prêts hypothécaires résidentiels avec une mise de fonds de 20 % ou plus) à compter du 1er juin 2021. Le taux admissible minimal applicable aux prêts hypothécaires non assurés augmentera au taux contractuel majoré de deux points de pourcentage, ou à 5,25 %, selon le plus élevé des deux taux.

Dans l'état actuel des choses, tout acheteur dont la mise de fonds sur une habitation est inférieure à 20 % du prix d'achat doit montrer qu'il serait en mesure d'effectuer ses paiements hypothécaires si le taux d'intérêt était de deux points de pourcentage plus élevé que ce que la banque lui propose, ou s'il était équivalent au taux de référence de cinq ans publié par la Banque du Canada, actuellement de 4,79 %, selon le plus élevé des deux taux.

- Que pensez-vous de ces nouvelles règles hypothécaires ?

La Banque du Canada a souligné que de nombreux ménages avaient contracté des prêts hypothécaires importants par rapport à leur revenu, ce qui limite encore plus leur flexibilité pour affronter un choc financier comme la perte d'un emploi. La dette totale des ménages a augmenté de

4 % depuis le début de la pandémie, et s'est fortement accentuée alors que le marché immobilier se faisait de plus en plus actif partout au Canada.

- Est-ce que le fait d'entendre cela affecte votre opinion sur ces nouvelles règles hypothécaires ?
- Ces changements vous affecteront-ils ? De quelle façon ?

CONCLUSION (5 minutes)

Annexe C – Concepts publicitaires

Les vaccins contre la COVID-19 expliqués (Canadiens racisés de la RGT qui sont réticents à la vaccination, résidents du nord de l'Alberta)



Dr Sharma
Authorized quickly - E

La vidéo ci-dessus ne fut évaluée qu'après de groupes de langue anglaise; aucune version française n'a donc été produite.

Au début de la publicité, on voit sur un fond bleu-gris neuf photos carrées de personnes différentes (par le genre, l'âge et l'origine ethnique) qui sourient à la caméra. Du côté droit de l'écran, on voit aussi le contour d'une feuille d'érable tracé en blanc. Lorsque la vidéo commence, toutes les photos se replient les unes sur les autres et finissent par disparaître, et on peut lire en caractères gras blancs « COVID-19 vaccines were authorized quickly. How do we know they are safe? ». L'écran suivant présente la même feuille d'érable dans son coin droit, ainsi qu'un titre, en caractères blancs : « Vaccine Safety. COVID-19 Vaccines Explained »; les mots « vaccine safety » sont en gras. La vidéo met alors en scène M^{me} Supriya Sharma, conseillère médicale principale à Santé Canada, qui explique ce qui suit : « COVID-19 vaccines went through exactly the same type of review that any vaccine would. In Health Canada, we have dedicated special teams that are only reviewing these vaccines and they look at the same amount of data as they would for any vaccine that would be authorized in Canada, they just do that faster. So the teams are only working on one COVID-19 vaccine at a time, they are working 24/7 and they are making sure that all of the data shows us that these vaccines are safe and effective and that ultimately the benefits outweigh the potential risks ». La scène suivante revient au fond bleu-gris, où l'on peut lire en caractères gras blancs au haut de l'écran : « Got questions? ». En dessous, trois bulles de texte indiquent, en caractères bleu-gris sur un fond blanc : « Are the vaccines effective? », « Are side effects common? », « What is an mRNA vaccine? ». Sur l'écran suivant, on peut lire, en caractères gras blancs, les mots « Good. We've Got Answers », suivis de « Canada.ca/covid-vaccine » en caractères blancs. À la fin de la publicité, on voit un écran blanc où apparaît le mot-symbole du gouvernement du Canada et on entend simultanément la signature sonore du gouvernement du Canada.

L'effet de vague (Canadiens racisés de la RGT qui sont réticents à la vaccination, résidents du nord de l'Alberta, résidents de la GRM fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque)



Phac_Mass_Vax_30s
_FR_16x9_Burn In Ap

La vidéo ci-dessus commence par montrer une femme en train de se faire vacciner. La caméra se déplace ensuite vers la droite pour montrer un homme lui aussi en train de se faire vacciner. La caméra poursuit son mouvement vers la droite et l'on voit l'homme se lever et s'éloigner. Devant lui, un homme portant un tablier met une nappe sur une table, au-dessus de laquelle une enseigne dit « OUVERT ». Devant l'homme au tablier, une femme en fauteuil roulant tient une barbe à papa, tandis qu'un

homme à ses côtés tient un ours en peluche. Devant eux, trois personnes dansent sous une boule disco. À leur gauche, deux femmes autochtones chantent dans des micros. La caméra se déplace de nouveau vers la droite et montre un homme tenant d'une main un billet et tirant sa valise de l'autre; au-dessus, un panneau représente un avion en train d'atterrir. Devant le voyageur, une femme vêtue de la toge et du mortier pour la collation des grades monte sur scène, sous les feux des projecteurs, un parchemin roulé à la main. Devant elle, un homme et une femme tiennent un tambour à main et s'asseyent sur un banc. À leur gauche, des enfants en tenue de hockey se rejoignent et sautent de joie après avoir marqué un but. La caméra se déplace de nouveau vers la droite, montrant un homme et son enfant qui s'élance vers une femme plus âgée pour lui faire un câlin. On voit ensuite un écran blanc sur lequel figure, en caractères gras, le message « On peut tous aider » (chaque mot étant respectivement écrit en caractères bruns, bleus, orange et jaunes) et, en plus petits caractères bleus, « à y arriver en se faisant vacciner ». Au bas de l'écran, on peut lire en petits caractères bleus « Continuez de respecter les mesures de santé publique, peu importe votre statut de vaccination contre la COVID-19. Canada.ca/vaccin-covid ». Au cours de la vidéo, on entend le texte suivant lu par une voix hors champ : « Ça commence par un petit geste, mais même les plus petits gestes peuvent créer une vague. Si on est plusieurs à faire notre part en se faisant vacciner, un petit geste peut créer quelque chose de grand. On peut tous aider à y arriver en se faisant vacciner. Un message du gouvernement du Canada ». À la fin de la publicité, on voit un écran blanc où apparaît le mot-symbole du gouvernement du Canada et on entend simultanément la signature sonore du gouvernement du Canada.

Un été à une dose, un automne à deux doses (résidents des Cantons-de-l'Est qui sont réticents à la vaccination, leaders d'opinion de l'est de l'Ontario)

Vous avez reçu le vaccin contre la COVID 19? Voici les prochaines étapes

Un plus grand nombre de personnes vaccinées signifie moins de personnes qui tombent malades. Lorsque vous recevez votre vaccin, vous contribuez à protéger votre communauté de sorte que certaines mesures pourront être levées et que nous pourrions nous réunir en toute sécurité.



PRINTEMPS

Les cas sont élevés et la couverture vaccinale est faible.

Continuez de suivre les conseils de santé publique de votre localité et de maintenir les mesures de protection individuelles, que vous ayez reçu un vaccin ou non, pour assurer votre sécurité, ainsi que celle de votre famille et de votre communauté.

Il faut vacciner plus de gens avant que les restrictions puissent être levées.

Communiquez avec des amis, des membres de votre famille ou des voisins qui pourraient avoir besoin d'aide pour prendre leur rendez-vous de vaccination ou pour s'y rendre.

**Restez à la maison • Protégez-vous
• Faites-vous vacciner**



ÉTÉ

Le nombre de cas est faible, la couverture vaccinale est élevée pour une dose et de plus en plus élevée pour deux doses.

DANS LA MESURE OÙ 75 % des personnes admissibles au vaccin ont reçu une dose et 20 % ont reçu une deuxième dose.

ALORS les restrictions commencent à être levées en fonction des conditions dans votre région, mais vous devez quand même suivre les conseils de santé publique de votre localité et respecter les mesures individuelles comme la distanciation physique et le port d'un masque.

Vous pourrez vous rassembler en petits groupes en plein air avec votre famille et vos amis.

Vous devriez quand même éviter les foules.

**Camping • Randonnées pédestres
• Pique-niques • Terrasses**



AUTOMNE

Le nombre de cas est faible et la couverture vaccinale à deux doses est élevée.

DANS LA MESURE OÙ 75 % des personnes admissibles au vaccin ont reçu leurs deux doses et sont entièrement vaccinées contre la COVID-19.

ALORS les autorités locales de santé publique pourront lever davantage de mesures et vous devriez pouvoir faire plus d'activités à l'intérieur avec des personnes ne faisant pas partie de votre ménage.

Toutefois, la COVID-19 ne sera pas éliminée, et vous devrez tout de même suivre certaines mesures de santé publique.

**Collèges • Sports intérieurs •
Rassemblement familial**

Pour en savoir plus, visitez le site www.canada.ca/vaccin-covid

L'image ci-dessus comporte un en-tête bleu avec ce texte en blanc : « Vous avez reçu le vaccin contre la COVID-19? Voici les prochaines étapes » et le profil d'une feuille d'érable dans le coin supérieur droit. En dessous, dans une banderole beige, on peut lire ceci : « Un plus grand nombre de personnes vaccinées signifie moins de personnes qui tombent malades. Lorsque vous recevez votre vaccin, vous contribuez à protéger votre communauté de sorte que certaines mesures pourront être levées et que nous pourrions nous réunir en toute sécurité. » En dessous, il y a un fond blanc divisé en trois sections par des lignes grises. Dans la section à l'extrême gauche, on peut voir un cercle rouge avec une seringue au centre et le mot « PRINTEMPS » à l'intérieur d'un rectangle bleu à droite. En dessous, on peut lire en caractères gras « Les cas sont élevés et la couverture vaccinale est faible » puis ce texte, en caractères normaux : « Continuez de suivre les conseils de santé publique de votre localité et de maintenir les mesures de protection individuelles, que vous ayez reçu un vaccin ou non, pour assurer votre sécurité, ainsi que celle de votre famille et de votre communauté. Il faut vacciner plus de gens avant que les restrictions puissent être levées. Communiquez avec des amis, des membres de votre famille ou des voisins qui pourraient avoir besoin d'aide pour prendre leur rendez-vous de vaccination ou pour s'y rendre. » En dessous, un encadré rouge contient le texte « Restez à la maison. Protégez-vous. Faites-vous vacciner. » en bleu. La section du centre montre un cercle jaune avec une seringue au centre et le mot « ÉTÉ » à l'intérieur d'un rectangle bleu à droite. En dessous, on voit ce texte en noir et caractères gras : « Le nombre de cas est faible, la couverture vaccinale est élevée pour une dose et de plus en plus élevée pour deux doses. » En caractères normaux, on peut lire « DANS LA MESURE OÙ 75 % des personnes admissibles au vaccin ont reçu une dose et 20 % ont reçu une deuxième dose. ALORS les restrictions commencent à être levées en fonction des conditions dans votre région, mais vous devez quand même suivre les conseils de santé publique de votre localité et respecter les mesures individuelles comme la distanciation physique et le port d'un masque. Vous pourrez vous rassembler en petits groupes en plein air avec votre famille et vos amis. Vous devriez quand même éviter les foules. » Les mots « DANS LA MESURE OÙ » ET « ALORS » sont en caractères gras et soulignés. En dessous, on peut voir un encadré jaune contenant le texte « Camping. Randonnées pédestres. Pique-niques. Terrasses. » en bleu. La section à l'extrême droite montre un cercle vert avec deux seringues et le mot « AUTOMNE » à l'intérieur d'un rectangle bleu à droite. En dessous en noir et en caractères gras, on peut lire « Le nombre de cas est faible et la couverture vaccinale à deux doses est élevée. » suivi du texte suivant, en caractères normaux : « DANS LA MESURE OÙ 75 % des personnes admissibles au vaccin ont reçu leurs deux doses et sont entièrement vaccinées contre la COVID-19. ALORS les autorités locales de santé publique pourront lever davantage de mesures et vous devriez pouvoir faire plus d'activités à l'intérieur avec des personnes ne faisant pas partie de votre ménage. Toutefois, la COVID-19 ne sera pas éliminée et vous devrez tout de même suivre certaines mesures de santé publique. » Les mots « DANS LA MESURE OÙ » ET « ALORS » sont en caractères gras et soulignés. En dessous, un encadré vert contient le texte suivant, en bleu : « Collèges. Sports intérieurs. Rassemblement familial. » Sous l'encadré, on voit une banderole beige avec le texte suivant en caractères noirs : « Pour en savoir plus, visitez le site canada.ca/vaccin-covid », avec l'adresse du site en caractères gras. Au bas de la page, l'image montre une banderole bleue avec le mot symbole de l'Agence de la santé publique du Canada dans le coin gauche, et celui du gouvernement du Canada dans le coin droit.